



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – décembre 2020

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 1 618 838,00 \$

Date d'octroi du contrat : 18 décembre 2020

Date de livraison : 5 mars 2021

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Canada 

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Décembre 2020

Le présent rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel pour le Bureau du Conseil privé. Le troisième cycle de la deuxième année de l'étude s'est déroulé entre le 1^{er} et le 17 décembre 2020 et comptait dix groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus).

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales. Toute autre utilisation exige l'autorisation écrite préalable du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à <por-rop@pco-bcp.ca> ou par la poste à l'adresse suivante :

Bureau du Conseil privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, bureau 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP22-185/15-2020F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) :

978-0-660-37964-7

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-005-19) :

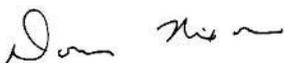
CP22-185/15-2020E-PDF (Rapport final, anglais)

978-0-660-37963-0

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date : 5 mars 2021

Donna Nixon, associée
The Strategic Counsel

Table des matières

Résumé	1
Introduction	1
Méthodologie.....	2
Principales constatations	4
Partie I : Conclusions relatives à la COVID-19	4
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)	4
Changements de comportement (résidents de la région de Peel [Ontario] présentant des comportements plus à risque, résidents de la GRM présentant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la grande région de Vancouver, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant des parents âgés ou vulnérables, jeunes adultes de grandes villes de l'Alberta, région de l'Outaouais [Québec], parents de grandes villes du Canada atlantique, résidents de Winnipeg ayant des parents âgés ou vulnérables, Iqaluit)	6
Vaccin contre la COVID-19 (résidents de la région de Peel [Ontario] présentant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la grande région de Vancouver, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant des parents âgés ou vulnérables, jeunes adultes de grandes villes de l'Alberta, région de l'Outaouais [Québec], parents de grandes villes du Canada atlantique, résidents de Winnipeg ayant des parents âgés ou vulnérables, Autochtones du Nord de l'Ontario, Iqaluit)	8
Messages d'intérêt public sur la COVID-19 (Autochtones du Nord de l'Ontario)	10
Concepts créatifs sur les voyages – essai pilote (résidents de la GRM présentant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la grande région de Vancouver)	11
Évaluation des campagnes publicitaires (résidents de la région de Peel [Ontario] présentant des comportements plus à risque, résidents de la GRM présentant des comportements plus à risque)	13
Partie II : Autres enjeux.....	13
Foyers de soins de longue durée (résidents de grandes villes de l'Ontario ayant des parents âgés ou vulnérables).....	14
Relations canado-américaines (jeunes adultes de grandes villes de l'Alberta, région de l'Outaouais [Québec], parents de grandes villes du Canada atlantique).....	15
Plans en matière d'environnement (résidents de la région de Peel [Ontario] présentant des comportements plus à risque, résidents de la GRM présentant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la grande région de Vancouver, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant des parents âgés ou vulnérables, jeunes adultes de grandes villes de l'Alberta, région de l'Outaouais [Québec], parents de grandes villes du Canada atlantique, résidents de Winnipeg ayant des parents âgés ou vulnérables).....	16
Questions autochtones (Autochtones du Nord de l'Ontario)	17
Enjeux locaux (Iqaluit).....	18
Résultats détaillés – Partie I : COVID-19	20

Chronologie des événements en décembre	20
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux).....	22
L'Énoncé économique de l'automne (résidents de la région de Peel [Ontario] présentant des comportements plus à risque, résidents de la GRM présentant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la grande région de Vancouver, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant des parents âgés ou vulnérables, jeunes adultes de grandes villes de l'Alberta, région de l'Outaouais [Québec], parents de grandes villes du Canada atlantique)	23
Soutien aux étudiants (jeunes adultes de la grande région de Vancouver, jeunes adultes de grandes villes de l'Alberta)	23
Soutien aux familles (parents de grandes villes du Canada atlantique).....	24
Changements de comportement (résidents de la région de Peel [Ontario] présentant des comportements plus à risque, résidents de la GRM présentant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la grande région de Vancouver, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant des parents âgés ou vulnérables, jeunes adultes de grandes villes de l'Alberta, région de l'Outaouais [Québec], parents de grandes villes du Canada atlantique, résidents de Winnipeg ayant des parents âgés ou vulnérables, Iqaluit)	25
Incidence de la pandémie sur les comportements	26
Réactions à la fin de la bulle atlantique (parents de grandes villes du Canada atlantique)	27
Expérience des parents durant la pandémie (parents de grandes villes du Canada atlantique) ...	28
Réactions à la consigne de « rester chez soi » (résidents de la région de Peel [Ontario] présentant des comportements plus à risque, résidents de la GRM présentant des comportements plus à risque).....	29
Projets pour le temps des Fêtes (jeunes adultes de la grande région de Vancouver, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant des parents âgés ou vulnérables, jeunes adultes de grandes villes de l'Alberta, région de l'Outaouais [Québec], parents de grandes villes du Canada atlantique, résidents de Winnipeg ayant des parents âgés ou vulnérables, Iqaluit)	30
Voyages et frontières (résidents de la région de Peel [Ontario] présentant des comportements plus à risque, résidents de la GRM présentant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la grande région de Vancouver, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant des parents âgés ou vulnérables, jeunes adultes de grandes villes de l'Alberta, région de l'Outaouais [Québec]).....	30
Impacts de la COVID-19 au cours de l'hiver	31
Vaccin contre la COVID-19 (résidents de la région de Peel [Ontario] présentant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la grande région de Vancouver, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant des parents âgés ou vulnérables, jeunes adultes de grandes villes de l'Alberta, région de l'Outaouais [Québec], parents de grandes villes du Canada atlantique, résidents de Winnipeg ayant des parents âgés ou vulnérables, Autochtones du Nord de l'Ontario, Iqaluit)	33
Évaluation de la performance du gouvernement du Canada.....	34
Situation du Canada par rapport à d'autres pays	37
Calendrier de vaccination.....	38
Réticence à la vaccination	39

Messages d'intérêt public sur la COVID-19 (Autochtones du Nord de l'Ontario).....	40
Messages portant sur les directives en matière de santé publique et le dépistage	40
Messages portant sur les vaccins contre la COVID-19	41
Concepts créatifs sur les voyages – essai pilote (résidents de la GRM présentant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la grande région de Vancouver)	42
Concept « Hiver » : versions 1 et 2.....	43
Concept « Quarantaine »	47
Concept « Général » : versions 1 et 2.....	48
Évaluation des campagnes publicitaires (résidents de la région de Peel [Ontario] présentant des comportements plus à risque, résidents de la GRM présentant des comportements plus à risque)	51
Publicité « Tout ça pour ça »	52
Publicité « Paillettes »	53
Publicité mettant en vedette la D ^{re} Theresa Tam (en anglais) et le D ^r Njoo (en français)	55
Foyers de soins de longue durée (résidents de grandes villes de l'Ontario ayant des parents âgés ou vulnérables)	56
Relations canado-américaines (jeunes adultes de grandes villes de l'Alberta, région de l'Outaouais [Québec], parents de grandes villes du Canada atlantique)	59
Sources de conflits	60
La collaboration canado-américaine en matière d'environnement	61
Environnement (résidents de la région de Peel [Ontario] présentant des comportements plus à risque, résidents de la GRM présentant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la grande région de Vancouver, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant des parents âgés ou vulnérables, jeunes adultes de grandes villes de l'Alberta, région de l'Outaouais [Québec], parents de grandes villes du Canada atlantique, résidents de Winnipeg ayant des parents âgés ou vulnérables)	62
L'environnement dans l'actualité (tous les groupes)	62
Réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 (résidents de Winnipeg ayant des parents âgés ou vulnérables)	63
Questions autochtones (Autochtones du nord de l'Ontario).....	65
Priorités autochtones.....	65
La DNUDPA (Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones)	66
Avis concernant la qualité de l'eau potable dans les réserves	67
Enjeux locaux (Iqaluit)	69
Annexe A – Questionnaires de recrutement.....	73
Questionnaire de recrutement, version anglaise	74
Questionnaire de recrutement, version française	83

Annexe B – Guides du modérateur..... 91

Guide du modérateur, version anglaise.....92

Guide du modérateur, version française 108

Annexe C – Concepts publicitaires..... 127

Évaluation des campagnes publicitaires (résidents de la région de Peel [Ontario] présentant des comportements plus à risque, résidents de la GRM présentant des comportements plus à risque) 128

Concepts créatifs sur les voyages – essai pilote (résidents de la GRM présentant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la grande région de Vancouver) 130

 Concept « Général », version 1 130

 Concept « Général », version 2 131

 Concept « Quarantaine » 132

 Concept « Hiver », version 1 133

 Concept « Hiver », version 2 134

Infographie : Progrès dans la levée des avis à long terme sur la qualité de l'eau potable touchant les systèmes publics dans les réserves (Autochtones du Nord de l'Ontario) 135

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de dix groupes de discussion en ligne organisés entre le 1^{er} et le 17 décembre 2020 dans de nombreuses localités du pays, au Canada atlantique, au Québec, en Ontario, au Manitoba, au Nunavut, en Alberta et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après.

Ce cycle de groupes de discussion, tenu alors que la pandémie avait toujours cours au Canada, a surtout porté sur la COVID-19. Il a permis d'examiner de manière approfondie un éventail de questions connexes, notamment les nouvelles qu'entendaient les Canadiens au sujet du gouvernement fédéral, l'évolution de leurs comportements, leurs perceptions relatives à l'approvisionnement du pays en vaccins contre la COVID-19 et leurs attentes quant au calendrier de vaccination. L'étude a également recueilli les réactions de certains sous-groupes de population à différents concepts créatifs : les participants autochtones ont évalué quatre messages d'intérêt public sur la COVID-19; deux autres groupes – celui des résidents de la Grande région de Montréal (GRM) présentant des comportements plus à risque et celui des jeunes adultes de la grande région de Vancouver (GRV) – ont évalué cinq publicités destinées aux médias sociaux et visant à renseigner les Canadiens et les gens qui envisagent un voyage au Canada sur les restrictions de voyage en vigueur au pays; enfin, deux groupes de répondants affichant des comportements plus risqués face aux consignes de la COVID-19 ont évalué une série de publicités vidéo communiquant aux Canadiens des renseignements sur la COVID-19.

En plus des questions liées à la pandémie, les discussions ont abordé d'autres sujets tels que les foyers de soins de longue durée, les relations canado-américaines, l'environnement, les questions autochtones et les enjeux locaux à Iqaluit.

Il convient de souligner que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Les participants étaient des résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont surtout été formés en fonction du lieu.
- Pour certains groupes, les répondants appartenaient à un segment précis de la population. Il s'agissait, par exemple, de jeunes adultes (18 à 24 ans), de parents d'élève (prématernelle à 12^e année), de personnes présentant des comportements plus à risque face à la COVID-19, de personnes ayant des parents âgés ou vulnérables, d'Autochtones, etc.

Approche détaillée

- Dix groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.
- Deux groupes se composaient de membres de la population générale de la région de l'Outaouais (Québec) et d'Iqaluit.
- Les huit autres groupes représentaient des segments de population particuliers :
 - De jeunes adultes (18 à 24 ans) habitant dans de grandes villes de l'Alberta et dans la grande région de Vancouver (GRV);

- Des parents ayant des enfants d'âge scolaire et habitant dans de grandes villes du Canada atlantique;
- Des personnes présentant des comportements plus à risque et habitant dans la Grande région de Montréal (GRM) et la région de Peel (Ontario);
- Des personnes ayant des parents âgés ou vulnérables et habitant dans de grandes villes de l'Ontario et à Winnipeg;
- Des Autochtones du Nord de l'Ontario.
- Les discussions de groupe du Québec se sont déroulées en français; toutes les autres, en anglais.
- Pour ce cycle, toutes les rencontres ont eu lieu en ligne.
- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe, afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l'ensemble des lieux, 71 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a perçu des honoraires. Les incitatifs ont varié de 90 \$ à 125 \$ par personne en fonction du lieu et de la composition du groupe.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Région de Peel, Ontario	1	Anglais	1 ^{er} déc.	18 h-20 h	Personnes ayant des comportements plus à risque	8
Grande région de Montréal	2	Français	2 déc.	18 h-20 h	Personnes ayant des comportements plus à risque	8
Grande région de Vancouver	3	Anglais	3 déc.	20 h-22 h	Jeunes adultes (18 à 24 ans)	7
Grandes villes de l'Ontario	4	Anglais	7 déc.	18 h-20 h	Personnes ayant des parents âgés ou vulnérables	8
Grandes villes de l'Alberta (Calgary et Edmonton)	5	Anglais	8 déc.	20 h-22 h	Jeunes adultes (18 à 24 ans)	7
Région de l'Outaouais (Gatineau et MRC des Collines-de-l'Outaouais)	6	Français	9 déc.	18 h-20 h	Population générale	7
Grandes villes du Canada atlantique	7	Anglais	10 déc.	17 h-19 h	Parents d'élèves (prématernelle à 12 ^e année)	8
Winnipeg	8	Anglais	15 déc.	19 h-21 h	Personnes ayant des parents âgés ou vulnérables	5
Nord de l'Ontario	9	Anglais	16 déc.	18 h-20 h	Autochtones	6

Iqaluit	10	Anglais	17 déc.	18 h-20 h	Population générale	7
Nombre total de participants						71

Principales constatations

Partie I : Conclusions relatives à la COVID-19

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Pour lancer la discussion, nous avons demandé aux participants de chaque groupe ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Dans l'ensemble, et malgré certains écarts d'un groupe à l'autre, beaucoup n'avaient rien entendu de particulier. Les autres ont surtout cité des nouvelles se rapportant à la COVID-19, sur les vaccins et les mesures d'aide économique.

Le sujet des vaccins contre la COVID-19 a été soulevé dans tous les groupes. Les participants ont exprimé l'espoir qu'un programme de vaccination était imminent et qu'il y aurait suffisamment de doses pour tous les Canadiens. Sur le plan économique, quelques personnes de chaque groupe ont mentionné avoir entendu parler d'initiatives du gouvernement du Canada en lien avec la COVID-19. Aucun consensus clair ne s'est dégagé, mais des questions aussi diverses que la possibilité d'une aide économique accrue, la prolongation de la Prestation canadienne d'urgence (PCU), les prêts du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC), les pressions exercées par l'Agence du Revenu du Canada pour inciter les petites entreprises à effectuer des remboursements, et les programmes de soutien financier en général, ont été mentionnées.

Dans plusieurs groupes tenus vers le début du mois, les participants devaient dire s'ils avaient entendu quoi que ce soit au sujet de la mise à jour économique du gouvernement du Canada, sans que nous leur donnions d'autres précisions. En règle générale, les réponses ont été négatives.

Les groupes composés de jeunes adultes et de parents d'élèves ont, pour leur part, pu prendre connaissance de renseignements supplémentaires sur certains aspects de l'Énoncé économique de l'automne diffusé par le gouvernement du Canada le 30 novembre 2020. Nous avons ensuite recueilli leurs réactions sur ces aspects qui les concernaient plus particulièrement.

Soutien aux étudiants (jeunes adultes de la grande région de Vancouver, jeunes adultes de grandes villes de l'Alberta)

Nous avons présenté au groupe de jeunes adultes de la grande région de Vancouver la description d'une mesure consistant à éliminer les intérêts sur le remboursement de la partie différée des Prêts d'études canadiens et des Prêts canadiens aux apprentis pour l'année à venir (2021-2022), en leur

demandant ce qu'ils en pensaient. Le fait que cette initiative de report de la dette visait uniquement la partie fédérale de la dette d'études en a déçu plusieurs, surtout ceux dont la partie fédérale du prêt était inférieure à la partie provinciale. Il y avait également des interrogations sur le caractère provisoire ou définitif de la suppression des intérêts. Étant donné que les participants de ce groupe résidaient en Colombie-Britannique, l'initiative leur semblait par ailleurs moins pertinente, puisque le gouvernement provincial avait déjà prévu d'alléger la dette étudiante de façon permanente.

Nous avons présenté aux jeunes adultes de grandes villes de l'Alberta une description différente (incluse dans les Résultats détaillés de ce rapport) traitant de l'Énoncé économique de l'automne du gouvernement du Canada. La description mettait l'accent sur une série d'initiatives visant à soutenir les jeunes, soit : l'augmentation du financement alloué au programme Emplois d'été Canada, la Stratégie emploi et compétences jeunesse, et la suppression des intérêts sur le remboursement de la partie fédérale des Prêts d'études canadiens et des Prêts canadiens aux apprentis pour 2021-2022. Dans la plupart des cas, les participants ont bien accueilli ces mesures. La prise en compte des deux aspects que sont le soutien à l'emploi et les mesures d'allègement de la dette d'études a semblé répondre à des préoccupations centrales pour le segment démographique représenté par les participants de ces deux groupes. À noter, toutefois, que certains ont exprimé des réserves liées au financement de ces initiatives (faisant concurrence à d'autres priorités économiques) et au moment choisi pour les présenter, alors que la pandémie a toujours cours.

Soutien aux familles (parents de grandes villes du Canada atlantique)

Le groupe de parents habitant de grandes villes du Canada atlantique a pris connaissance de renseignements tirés de l'Énoncé économique de l'automne sur diverses initiatives envisagées par le gouvernement du Canada pour soutenir les jeunes familles : la Prestation canadienne de relance économique pour les proches aidants, des investissements durables dans les services de garde, et des modifications à la *Loi de l'impôt sur le revenu* concernant la prestation canadienne pour enfants. Les énoncés présentés aux participants figurent dans la section des résultats détaillés.

Invités à se prononcer sur ces initiatives, les participants s'y sont montrés unanimement favorables, mais leurs questions ont été plus nombreuses que leurs commentaires, en raison d'une certaine confusion quant à ce qui se passerait en pratique. Lorsque nous leur avons demandé si ces initiatives viendraient en aide aux jeunes familles, ils ont répondu par l'affirmative. Les questions et réserves exprimées tournaient autour de certains points précis : les préoccupations d'ordre fiscal, le manque d'uniformité perçu entre les plages d'âge admissibles des différents programmes, la nécessité de couvrir les enfants à charge de tous âges, les interrogations concernant l'allocation du soutien financier et la suggestion d'offrir les prestations sur une échelle mobile au lieu d'opter pour un seuil de revenu.

Changements de comportement (résidents de la région de Peel [Ontario] présentant des comportements plus à risque, résidents de la GRM présentant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la grande région de Vancouver, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant des parents âgés ou vulnérables, jeunes adultes de grandes villes de l'Alberta, région de l'Outaouais [Québec], parents de grandes villes du Canada atlantique, résidents de Winnipeg ayant des parents âgés ou vulnérables, Iqaluit)

Dans neuf des dix groupes tenus en décembre, les participants ont discuté des effets de la COVID-19 sur leur vie. Il a été question de leurs expériences, de leurs comportements au fil de la pandémie, et de leurs points de vue sur les rassemblements sociaux et familiaux à l'approche des Fêtes, les voyages et la réouverture des frontières entre le Canada et les États-Unis ainsi qu'avec l'étranger.

De nombreux participants ont mentionné, souvent spontanément, les effets de la pandémie et de ses restrictions sur leur santé mentale et celle de leurs proches. Leur état de santé mentale et émotionnelle se détériorait, ont-ils expliqué, en raison de leur isolement prolongé, de leurs craintes face au virus et de l'incertitude entourant l'après-pandémie.

Les parents, en particulier, s'adaptaient difficilement à l'école à distance et craignaient que l'expérience de la pandémie ait des effets psychologiques durables sur leurs enfants. Certains s'inquiétaient de la qualité de l'enseignement dispensé aux enfants, de leur manque d'interactions sociales et des répercussions de la pandémie sur les plus vieux, qui entrent dans l'âge adulte sans avoir pu vivre pleinement les grandes transitions qui marquent cette période de la vie. Les jeunes ont eux-mêmes fait part de leur frustration et de leur anxiété, surtout liées aux occasions perdues (p. ex., des stages en milieu de travail), mais aussi aux études postsecondaires qui n'avaient pas été aussi gratifiantes ou profitables qu'ils l'espéraient, vu leur coût.

Les difficultés financières étaient un autre motif de préoccupation de premier plan. De nombreux participants ont fait allusion aux ravages de la pandémie à cet égard (p. ex., les mises à pied, les pertes d'emplois).

S'il est vrai que quelques personnes ont mentionné les avantages inattendus découlant des restrictions de la COVID-19 – plus de temps à consacrer à leur famille, à leurs intérêts et loisirs –, il reste que dans l'ensemble, les mauvais côtés ont semblé l'emporter sur les bons côtés.

Lorsque nous avons demandé aux participants s'ils avaient modifié leurs comportements en fonction de l'évolution de la COVID-19 dans leur communauté, la plupart ont dit que leur routine n'avait guère changé entre mars et décembre, si ce n'est que beaucoup voyaient encore moins de gens maintenant que durant l'été. Le changement de saison était le principal facteur qui limitait les rassemblements sociaux extérieurs.

Réactions à la fin de la bulle atlantique (parents de grandes villes du Canada atlantique)

Les participants de grandes villes du Canada atlantique étaient généralement satisfaits de leur bulle régionale et de l'efficacité avec laquelle elle avait permis de réduire la transmission du virus. Cependant, ils s'inquiétaient à l'idée que les taux d'infection élevés au Québec et aux États-Unis

gagnent leur région et que les déplacements intrarégionaux, en particulier les aller-retour entre petites collectivités et grandes villes, entraînent une augmentation des cas.

Réactions à la consigne de « rester chez soi » (résidents de la région de Peel [Ontario] présentant des comportements plus à risque, résidents de la GRM présentant des comportements plus à risque)

Deux groupes réunissaient des participants qui avaient pris part à des rassemblements à l'extérieur de leur domicile au cours des dernières semaines. Interrogés sur leurs motivations, la plupart ont répondu avoir agi ainsi pour préserver leur santé mentale. Les contacts et les interactions sociales leur paraissaient être au cœur de ce que signifie être humain et même constituer un droit fondamental. Par ailleurs, beaucoup estimaient avoir des comportements sûrs et responsables, et la plupart ne craignaient pas que leurs comportements portent à conséquence pour eux-mêmes ou pour d'autres. Ces mêmes participants ont affirmé, pour les mêmes raisons, qu'ils se réuniraient sans doute avec d'autres pendant les vacances, mais s'en tiendraient aux membres de leur famille immédiate (vivant sous le même toit) ou, dans certains cas, à des membres de leur famille élargie dont ils se sentaient proches et à qui ils faisaient confiance.

Si la plupart approuvaient le port obligatoire du masque et les confinements dans les grandes villes, beaucoup remettaient en question l'ordre de fermeture visant les petites entreprises, tout en laissant les grandes chaînes rester ouvertes. D'autres étaient d'avis qu'on ne devrait pas obliger les résidents des petites collectivités à suivre les restrictions en vigueur dans les centres plus densément peuplés, surtout compte tenu des écarts importants entre les taux d'infection de part et d'autre.

Projets pour le temps des Fêtes (jeunes adultes de la grande région de Vancouver, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant des parents âgés ou vulnérables, jeunes adultes de grandes villes de l'Alberta, région de l'Outaouais [Québec], parents de grandes villes du Canada atlantique, résidents de Winnipeg ayant des parents âgés ou vulnérables, Iqaluit)

La plupart des participants excluaient de voyager pendant cette période, même si certains n'avaient pas encore finalisé leurs plans. Malgré une certaine déception, le consensus était que la saison des Fêtes de 2020 serait plus modeste que de coutume.

Voyages et frontières (résidents de la région de Peel [Ontario] présentant des comportements plus à risque, résidents de la GRM présentant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la grande région de Vancouver, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant des parents âgés ou vulnérables, jeunes adultes de grandes villes de l'Alberta, région de l'Outaouais [Québec])

Nous avons demandé aux participants ce qu'ils pensaient de l'idée d'ouvrir les frontières pour autoriser les voyages entre le Canada et les États-Unis ou en provenance d'autres pays. La grande majorité d'entre eux y étaient opposés dans les circonstances. Ils trouvaient inquiétants les taux élevés de transmission aux États-Unis et n'étaient pas convaincus que les Américains passant la frontière respecteraient l'obligation de quarantaine. De même, la plupart jugeaient trop risqué pour l'instant d'admettre les voyageurs étrangers en sol canadien, bien qu'une proportion modeste appuyait

l'ouverture des frontières aux pays où la transmission était faible (p. ex., l'Australie et la Nouvelle-Zélande). Les réticences subsistaient même dans l'hypothèse où les voyageurs en partance de l'étranger auraient une preuve de vaccination. Les participants s'interrogeaient sur le risque que des personnes vaccinées transmettent le virus, sur l'efficacité des vaccins non approuvés au Canada et sur la mise en œuvre de la quarantaine obligatoire.

Impacts de la COVID-19 au cours de l'hiver

Pour les dernières questions de cette série, nous avons demandé aux participants s'ils étaient préoccupés par les répercussions de la COVID-19 sur leur famille, leur collectivité et les entreprises locales en ce début d'hiver. Une multitude de préoccupations ont été citées. Beaucoup de participants se faisaient du souci pour les membres plus âgés ou vulnérables de leur famille et s'inquiétaient de voir quantité d'activités communautaires et sportives être annulées. D'autres ont évoqué l'impact de la COVID-19 sur les services de soutien offerts aux sans-abri de leur ville. Les conséquences de la pandémie sur les petites entreprises ont également été mentionnées par de nombreux participants qui craignaient que d'autres restrictions ou reconfinements mettent en péril la solvabilité des entreprises indépendantes.

De l'avis général, les effets de la pandémie sur la santé mentale étaient un problème grave, susceptible de causer le plus de tort à long terme. Tout en reconnaissant l'utilité des médias sociaux et des technologies de communication pour rester en contact et atténuer le sentiment d'isolement, les participants ont souligné que la pandémie entraînait de nombreux problèmes de santé mentale, comme l'anxiété et la dépression. Ils s'inquiétaient particulièrement pour les populations vulnérables (p. ex., les aînés, les personnes vivant seules) chez qui l'impossibilité de participer à des rassemblements familiaux et sociaux risquait d'avoir des conséquences encore plus délétères sur leur santé mentale.

Vaccin contre la COVID-19 (résidents de la région de Peel [Ontario] présentant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la grande région de Vancouver, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant des parents âgés ou vulnérables, jeunes adultes de grandes villes de l'Alberta, région de l'Outaouais [Québec], parents de grandes villes du Canada atlantique, résidents de Winnipeg ayant des parents âgés ou vulnérables, Autochtones du Nord de l'Ontario, Iqaluit)

De toute évidence, les participants suivaient avec intérêt les nouvelles se rapportant aux vaccins contre la COVID-19, notamment les ententes conclues par le gouvernement fédéral avec différents fabricants et le déploiement prochain des vaccins de Pfizer et Moderna auprès des groupes cibles prioritaires tels que les résidents des foyers de soins de longue durée, le personnel de santé de première ligne et les personnes immunodéprimées. Les participants autochtones et les résidents d'Iqaluit avaient entendu dire que la priorité serait accordée aux Autochtones, y compris aux Aînés. Les enjeux liés à la distribution ont également été cités par de nombreux participants, dont certains ont commenté la complexité des aspects logistiques dans le cas des vaccins exigeant de très basses températures de réfrigération.

Les participants devaient ensuite indiquer s'ils trouvaient que le gouvernement du Canada faisait du bon travail sur le plan de l'approvisionnement en vaccins et de la planification de leur distribution. Il y a eu de nombreuses évaluations favorables, mais presque autant de réponses incertaines et d'abstentions, et quelques critiques. Du côté positif, les participants ont reconnu que le gouvernement fédéral avait diligemment le processus d'approbation des vaccins et leur achat subséquent. Certains considéraient que le déploiement un peu plus lent des vaccins témoignait de la diligence raisonnable dont faisait preuve le gouvernement du Canada. Selon quelques-uns, cela donnait aux Canadiens la possibilité de constater les effets de ces produits avant le lancement de la vaccination. Par ailleurs, certains ont félicité le gouvernement pour son approche holistique, consistant à collaborer avec les provinces et les territoires, à faire preuve de transparence et à partager ouvertement l'information. Du côté négatif, les commentaires ont mis l'accent sur l'absence d'une capacité nationale de fabrication des vaccins et l'obligation de recourir à des centres de production situés à l'étranger. Il a aussi été mentionné que les délais dans la réception des vaccins minaient davantage encore l'économie du pays ainsi que les moyens de subsistance et la santé des Canadiens.

Pour ce qui est des critères à l'aide desquels ils évalueraient l'efficacité de l'effort de vaccination du Canada, les participants en ont retenu deux : la rapidité à laquelle les groupes non prioritaires ont accès aux vaccins; et le moment où un nombre suffisant de personnes sont vaccinées, de sorte que les cas de COVID-19 diminuent. Ces deux mesures, selon eux, dénoteraient également une baisse du nombre de cas, des taux de mortalité et des taux de transmission, et serviraient d'indicateurs de la reprise et de la possibilité de retrouver une certaine normalité. En complément à ces mesures, les participants ont mentionné que de plus amples informations sur le nombre de centres de distribution de vaccins et leur emplacement, sur les temps d'attente pour recevoir le vaccin et sur les progrès de la vaccination dans les foyers de soins de longue durée entreraient également en ligne de compte dans leur évaluation générale.

À la question de savoir si le Canada était mieux placé que d'autres pays pour se procurer un vaccin et le distribuer, les participants ont généralement répondu par l'affirmative. De l'avis général, l'excellent système médical et de santé publique du Canada, la surveillance rigoureuse exercée par des organismes fédéraux comme Santé Canada, la répartition géographique de la population et les relations renouvelées avec les États-Unis jouaient tous en faveur du Canada. Cela dit, de nombreux participants se sentaient incapables de trancher et quelques-uns étaient un peu nerveux de voir le Canada à la traîne d'autres pays, comme le Royaume-Uni, dans la distribution de vaccins.

Calendrier de vaccination

Les participants ont avancé différentes estimations des délais nécessaires pour atteindre les étapes suivantes :

- L'administration des premiers vaccins – La plupart s'attendaient à ce que le déploiement vaccinal commence en début d'année, en janvier ou février, ou au plus tard dans le courant du premier trimestre de 2021.
- Le moment où les participants auraient eux-mêmes la possibilité de se faire vacciner – Les participants autochtones et ceux qui prenaient soin de parents âgés ou qui travaillaient dans le

secteur de la santé pensaient être admissibles à la vaccination sous peu (p. ex., d'ici la fin de l'année ou dans les six premiers mois de 2021); pour les autres, la période allant de mars à septembre 2021 semblait réaliste.

- La date cible à laquelle tous les Canadiens qui souhaitent être vaccinés l'auront été – De l'avis général, cela devrait prendre six mois à un an tout au plus. Quelques personnes pensaient que la vaccination se prolongerait peut-être jusqu'au printemps ou à l'été de 2022.

Réticence à la vaccination

Lorsque nous avons demandé aux participants s'ils avaient l'intention de se faire vacciner, beaucoup ont répondu que oui, en particulier ceux qui comptaient des personnes immunodéprimées dans leur famille. Cependant, un grand nombre ont manifesté une forte réticence, et quelques-uns ont clairement indiqué qu'ils ne se feraient pas vacciner. Les participants plus réfractaires ont dit qu'ils préféreraient attendre, afin d'avoir une meilleure idée des effets à long terme des vaccins. En règle générale, ceux qui pensaient s'abstenir de la vaccination se jugeaient en assez bonne santé pour s'en passer ou avaient eu des réactions indésirables à un vaccin antérieur. D'autres estimaient que cette décision était très personnelle et qu'il fallait laisser chacun choisir librement. Plusieurs participants ont fait valoir qu'il restait beaucoup de questions sans réponse au sujet du virus et des effets secondaires possibles des vaccins.

Messages d'intérêt public sur la COVID-19 (Autochtones du Nord de l'Ontario)

Le scénario de quatre messages d'intérêt public a été lu à voix haute aux participants (la version intégrale des scénarios est fournie dans les résultats détaillés et en annexe). Nous avons ensuite demandé aux participants de nous faire part de leurs réflexions et impressions à propos de chacun.

Le message clé du premier message d'intérêt public s'articulait autour du respect des consignes de santé publique et du dépistage de la COVID-19. La plupart des participants se sont montrés quelque peu critiques, jugeant le message peu pertinent et redondant, car il véhiculait des directives qu'ils connaissaient ou suivaient déjà. Les participants trouvaient le message d'intérêt public clair et ont bien accueilli l'utilisation de travailleurs de la santé autochtones comme porte-parole, mais ils estimaient qu'il gagnerait en efficacité s'il soulignait davantage l'unité et la protection de la collectivité, de la famille et des aînés.

Les participants ont évalué trois autres messages d'intérêt public axés sur les vaccins contre la COVID-19. Ils s'intitulaient : « Vaccination prioritaire », « Points saillants » et « Médecine traditionnelle ». Les participants ont d'abord évalué tour à tour les messages, avant d'être invités à les comparer et à exposer leurs différences.

Sur les trois messages d'intérêt public, c'est le message « Vaccination prioritaire » qui a été désigné par une majorité de participants comme étant le plus efficace pour aider les Autochtones à décider ou non de se faire vacciner. Comme l'ont révélé les commentaires, les participants trouvaient que le style et les renseignements de ce message étaient bien équilibrés. De plus, il était selon eux rassurant et inclusif et

précisait que les Autochtones faisaient partie de la solution et prenaient activement part au processus décisionnel, qui vise en particulier à déterminer les groupes à vacciner en priorité.

Les participants ont formulé des opinions partagées sur le message « Points saillants ». Même s'ils le trouvaient simple et facile à comprendre, l'énoncé disant que Santé Canada n'approuvait que les vaccins dont l'innocuité et l'efficacité sont démontrées était considéré comme rassurant par certains, mais préoccupant par d'autres. Parmi ce dernier groupe, plusieurs participants pensaient que cet énoncé renforçait la réticence à l'égard de la vaccination ainsi que les renseignements contradictoires sur les vaccins qu'ils voyaient circuler sur les médias sociaux.

Les participants ont réagi de façon moins enthousiaste au message d'intérêt public intitulé « Médecine traditionnelle ». La principale critique que les participants ont formulée avait trait au ton, qu'ils jugeaient directif (c.-à-d. qu'on leur disait quoi faire) et qu'ils auraient préféré engageant et informatif. Même si l'accent sur les Aînés et sur les connaissances et les approches traditionnelles en matière de médecine leur plaisait, ils trouvaient que ce message ciblait les peuples autochtones, mais excluait le reste de la population. En revanche, les participants considéraient les deux autres messages d'intérêt public comme plus inclusifs, car ils s'adressaient respectivement à toute la population canadienne (« Points saillants ») ou aux Canadiens et aux peuples autochtones (« Vaccination prioritaire »).

Concepts créatifs sur les voyages – essai pilote (résidents de la GRM présentant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la grande région de Vancouver)

Le gouvernement du Canada a élaboré trois concepts créatifs conçus pour les médias sociaux qui visaient à informer la population canadienne à propos des lignes directrices et des restrictions applicables actuellement aux voyages en raison de la COVID-19. Les concepts créatifs ont été désignés comme suit et ils se trouvent dans les résultats détaillés et en annexe.

- Hiver : versions 1 et 2
- Quarantaine :
- Général : versions 1 et 2

Chacun des concepts mettait l'accent sur un aspect distinct du voyage et avait des images différentes, mais se présentait sous la forme d'une question (posée au lecteur ou à l'auditoire sur un aspect précis du voyage) et invitait la population canadienne à se renseigner avant de décider de voyager en consultant le site Web du gouvernement du Canada (voyage.gc.ca/voyage-covid).

Nous avons montré aux participants la version préliminaire des concepts et leur avons demandé de dire ce qu'ils pensaient en général de chacun (et des différentes versions, le cas échéant) et de se prononcer sur le ton et le message clé à retenir. Nous les avons aussi invités à proposer des améliorations possibles aux concepts.

Les commentaires des participants laissaient poindre leur anxiété quant à l'effet des voyages interprovinciaux et internationaux sur la propagation de la COVID-19. Dans l'ensemble, les préoccupations des participants à l'égard de ces concepts s'articulaient surtout autour du moment choisi et de la motivation derrière les publicités. À leur avis, elles allaient à l'encontre des initiatives du

gouvernement fédéral visant à limiter les voyages qui faisaient partie des principales mesures de santé publique adoptées pour lutter contre la propagation transfrontalière de la COVID-19. Ils jugeaient inapproprié de diffuser ces publicités dans leur forme actuelle et en ce moment, estimant qu'il était préférable d'attendre que les restrictions de voyage soient assouplies ou complètement levées. Par ailleurs, les participants avaient l'impression que les concepts laissaient sous-entendre que le gouvernement du Canada approuvait les voyages essentiels et non essentiels, malgré les restrictions et les fermetures des frontières en vigueur. Cette opinion découlait principalement de la forme interrogative employée et plus précisément de la formulation de certaines questions. Aux yeux des participants, la question « Vous envisagez de voyager? », qui figurait dans les trois concepts ainsi que les questions « Est-ce qu'on devrait partir durant les vacances cet hiver? » et « Est-ce qu'on devrait aller voir notre famille pour les Fêtes? » (intégrées respectivement aux versions 1 et 2 du concept « Hiver ») étaient posées à la population canadienne d'une manière qui s'apparentait à une invitation à voyager au Canada ou à l'étranger. Les participants estimaient toutefois que la dernière question était plus pertinente et ils s'y identifiaient davantage, car ils étaient nombreux à se la poser à l'approche du temps des Fêtes.

De même, les participants reconnaissaient que la forme interrogative était utilisée dans le concept « Quarantaine » pour susciter l'attention du public sur le sujet et s'adresser plus directement aux voyageurs éventuels, mais la plupart d'entre eux craignaient que cette technique n'engendre une ambiguïté et nuise à la clarté du message principal. Sur une note plus positive, les participants trouvaient judicieux l'accent mis sur la quarantaine imposée aux voyageurs qui arrivent au Canada. Il s'agissait selon eux d'une restriction sérieuse et importante que plus de gens devraient connaître. De plus, ils trouvaient que la mention des mesures de quarantaine attirerait l'attention du public cible et l'amènerait à examiner plus attentivement les règles et les exigences applicables aux voyageurs qui arrivent au Canada ou qui sont de retour au pays.

Les participants ont eu des réactions surtout positives aux deux versions du concept « Général ». Ils s'opposaient moins à l'utilisation de la forme interrogative dans le but de sensibiliser les voyageurs éventuels à l'existence de nouvelles lignes directrices ou consignes relatives aux voyages, considérant qu'elle visait plus à informer qu'à inviter à voyager. Selon les participants, les questions indiquaient très clairement que de nouveaux renseignements sur les lignes directrices ou consignes relatives aux voyages étaient disponibles et trouvaient cette information utile et digne d'intérêt pour quiconque envisagerait de voyager au Canada ou à l'étranger.

Les commentaires que les participants ont formulés sur les trois concepts indiquent une préférence générale pour un ton plus ferme et une approche plus directe, véhiculant plus clairement dans chaque concept que les voyages non essentiels sont déconseillés en ce moment. Les participants convenaient qu'il serait préférable d'employer une formulation moins passive pour le message clé, en particulier celui des concepts « Hiver » et « Quarantaine ». Ils pensaient que les publicités gagneraient à être plus claires, moins ambiguës et plus explicites et qu'elles devaient aussi souligner l'importance pour les voyageurs de se tenir au courant et les diriger vers des renseignements essentiels pour assurer leur sécurité et celle des autres.

Évaluation des campagnes publicitaires (résidents de la région de Peel [Ontario] présentant des comportements plus à risque, résidents de la GRM présentant des comportements plus à risque)

Tout au long de la pandémie, le gouvernement fédéral a mené différentes campagnes publicitaires pour informer la population canadienne sur la COVID-19 ainsi que sur les programmes de soutien financier offerts et les mesures de santé publique en place pour protéger les Canadiens. Nous avons montré trois publicités tirées de telles campagnes, qui visaient à sensibiliser la population aux protocoles de sécurité et à les inciter à continuer de les respecter : « Tout ça pour ça », « Paillettes » et une publicité mettant en vedette la D^{re} Theresa Tam, administratrice en chef de la santé publique du Canada (dans la version anglaise) et le D^r Njoo, administrateur en chef adjoint de la santé publique du Canada (dans la version française). Les liens des publicités vidéo sont fournis dans les résultats détaillés et en annexe.

Nous avons présenté les publicités une à une aux participants et leur avons demandé de dire ce qu'ils pensaient notamment des messages clés, du ton employé et de l'impact probable de chacune. Dans les deux groupes, les participants ont accueilli plus favorablement deux des trois publicités, à savoir « Tout ça pour ça » et « Paillettes ».

Les participants ont été émus par la publicité « Tout ça pour ça » et c'est pour cette raison qu'ils y ont réagi positivement. La représentation des moments plus heureux avant la pandémie servait à renforcer l'engagement personnel à l'égard des mesures de santé publique visant à prévenir la propagation de la COVID-19. Les participants étaient attirés par le ton réaliste et plein d'espoir de la publicité, l'accent mis sur la collectivité et l'objectif plus vaste en jeu (c.-à-d. retrouver une certaine normalité).

La publicité « Paillettes » intriguait de nombreux participants, qui trouvaient unique l'utilisation d'une poudre pailletée mauve pour représenter visuellement le virus et montrer combien il se transmet facilement d'une personne à l'autre, par exemple lors d'un party privé, comme dans la publicité. La publicité illustrait que le virus est bien réel et présent et insistait sur la nécessité pour les Canadiens d'être plus conscients de la manière dont leurs interactions quotidiennes peuvent contribuer à propager le virus et des mesures qu'ils peuvent prendre pour réduire la transmission.

Quant à la troisième publicité qui faisait appel à la D^{re} Tam et au D^r Njoo comme porte-parole, elle était informative selon les participants et se voulait un rappel utile sur l'importance d'adopter des mesures préventives pour limiter le plus possible la propagation de la COVID-19. Par rapport aux autres publicités, elle était toutefois considérée comme répétitive, certains jugeant que l'information véhiculée dans la publicité circulait depuis un bon moment dans le domaine public. De plus, quelques participants n'étaient pas interpellés par cette publicité sur le plan émotif et elle était donc moins efficace selon eux pour induire des changements de comportement.

Partie II : Autres enjeux

Foyers de soins de longue durée (résidents de grandes villes de l'Ontario ayant des parents âgés ou vulnérables)

Un groupe composé de personnes ayant des parents âgés ou vulnérables a pris part à une discussion portant sur les foyers de soins de longue durée.

Même si les participants étaient relativement peu nombreux à connaître les initiatives du gouvernement fédéral en matière de soins de longue durée, ils se montraient résolument en faveur de l'ensemble de mesures destinées à protéger les bénéficiaires de soins de longue durée annoncées par le gouvernement du Canada. Beaucoup appuyaient les mesures ayant pour but d'aider les aînés à rester à la maison, notamment les investissements accrus dans les soins à domicile ou communautaires ou l'augmentation de la pension de la Sécurité de vieillesse et des prestations de survivant du Régime de pension du Canada. Ils jugeaient préférable pour les personnes âgées de vieillir chez elle, mais ont souligné que la plupart d'entre elles ne disposaient pas du soutien financier ni de l'aide nécessaires pour mener leurs activités quotidiennes. Certains participants étaient également favorables aux mesures relatives aux préposés aux services de soutien à la personne, qu'ils interprétaient comme des fonds supplémentaires visant à en augmenter le nombre et par le fait même, le personnel qui sera disponible pour s'occuper des personnes âgées à domicile. Ils ont manifesté un intérêt et un certain appui envers de nouvelles modifications au Code criminel visant à sanctionner les personnes qui négligent les aînés dont ils prennent soin. Plusieurs participants étaient d'avis qu'un durcissement des dispositions s'imposait dans ce domaine, le Code criminel n'étant pas aussi clair sur cette question, par rapport à d'autres crimes. Quelques-uns ont accueilli favorablement l'idée de créer de nouvelles normes nationales au sein du secteur, y voyant un moyen de mieux surveiller les établissements, en particulier ceux qui sont à but lucratif.

Sachant que les foyers de soins de longue durée sont de compétence provinciale, la plupart des participants convenaient qu'il serait difficile pour le gouvernement fédéral d'établir des normes pour ce secteur et d'en surveiller l'application, mais certains s'attendaient à ce qu'il fixe des normes minimales que l'ensemble des provinces seraient tenues de satisfaire ou de surpasser. De l'avis général, les priorités et les besoins des aînés variaient d'une province à l'autre, tout comme les ressources et les services de soutien communautaires. La majorité estimait donc que les provinces disposaient non seulement de l'autorité constitutionnelle, elles étaient également mieux placées pour fixer les normes de soins de longue durée.

Invités à dire ce que le gouvernement du Canada pouvait faire d'autre pour régler les problèmes dans les foyers de soins de longue durée, les participants ont formulé un éventail de suggestions, dont les suivantes : obtenir suffisamment de doses de vaccin contre la COVID-19 pour pouvoir vacciner tous les résidents et procéder régulièrement à des inspections ou vérifications, de manière à renforcer la surveillance et à assurer la prestation de soins de qualité.

Relations canado-américaines (jeunes adultes de grandes villes de l'Alberta, région de l'Outaouais [Québec], parents de grandes villes du Canada atlantique)

La plupart des participants estimaient qu'à la suite des récentes élections aux États-Unis, les relations entre les deux pays allaient probablement s'améliorer. On s'attendait à une période de plus grande stabilité et de collaboration. En même temps, une certaine incertitude subsistait, en raison d'un manque de connaissance des particularités de la relation et d'un questionnement sur la manière dont les décisions prises par la nouvelle administration pourraient avoir une incidence, plus particulièrement sur le secteur pétrolier et gazier de l'Alberta.

Le sentiment général d'optimisme à l'égard des futures relations canado-américaines était évident dans les descriptions fournies au sujet des années à venir. Bien que les participants de l'Alberta aient fait preuve d'une plus grande réserve, en raison de leurs préoccupations concernant l'économie albertaine et le secteur pétrolier et gazier, la plupart d'entre eux s'attendaient à ce que les relations soient « respectueuses », « axées sur la collaboration », « amicales », « convenables », « transparentes » et « mutuellement profitables ». Ce ton optimiste contrastait avec l'opinion des participants sur les relations des quatre dernières années, qu'ils ont décrites comme étant « froides », « tendues », « stressantes », « difficiles », « incertaines », « peu claires », « instables », « houleuses », « conflictuelles », « non concertées » et « en train de s'éroder ».

Alors que beaucoup espéraient que les relations canado-américaines entrent dans une nouvelle ère marquée par une meilleure communication et un meilleur alignement sur les objectifs nationaux, certains participants ont souligné que les Canadiens devaient rester prudents.

Nous avons demandé aux participants quels étaient les domaines ou les questions susceptibles de donner lieu à des conflits entre les deux pays. Plusieurs ont été évoqués, notamment les accords commerciaux, la relation avec la Chine et les droits de la personne. Certains se sont inquiétés des effets persistants du protectionnisme américain, même s'ils s'attendaient à ce qu'ils s'atténuent dans les années à venir.

En revanche, les domaines de concertation potentiels décrits par les participants comprenaient, à court terme, des questions telles que la brutalité policière et le racisme, le réengagement avec les pays alliés et les partenaires sur les affaires internationales et d'autres questions d'intérêt mondial, le commerce et les tarifs douaniers, ainsi que le pipeline Keystone XL et la croissance des cas de COVID-19. À plus long terme, les participants ont vu des possibilités de collaboration accrue sur des questions comme les changements climatiques, le commerce et l'immigration.

En ce qui concerne l'environnement, la plupart des participants étaient d'avis que le Canada devrait collaborer avec les États-Unis pour établir des normes communes en matière de réglementation environnementale, de niveaux d'émissions, de tarification du carbone et d'objectifs de réduction des GES. Les participants estimaient que la taille et la population du Canada l'empêchaient de travailler indépendamment des États-Unis sur ces questions. De plus, les participants pensaient que les économies canadienne et américaine étaient tellement imbriquées qu'il ne serait pas logique de travailler unilatéralement.

Une discussion plus approfondie avec les participants a porté sur la façon dont le Canada devrait réagir dans le cadre de deux scénarios possibles : une réglementation environnementale des États-Unis plus faible que celle du Canada ou, à l'inverse, une réglementation américaine plus stricte. La plupart des participants ont estimé que ce dernier scénario était peu probable. Ils se sont dits peu préoccupés par la possibilité que les entreprises canadiennes se retrouvent en situation de désavantage concurrentiel. Nombre d'entre eux estimaient que les normes environnementales américaines et internationales sont susceptibles de se resserrer au cours des prochaines années. Certains étaient également d'avis que la collaboration ne comportait pas l'obligation d'adopter des cadres ou des règlements environnementaux similaires. L'opinion dominante était que le Canada ne devrait pas prendre du retard par rapport à d'autres pays en matière de normes environnementales et qu'il lui faut faire preuve d'un engagement ferme en ce qui a trait à la gestion de l'environnement et des ressources naturelles.

Plans en matière d'environnement (résidents de la région de Peel [Ontario] présentant des comportements plus à risque, résidents de la GRM présentant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la grande région de Vancouver, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant des parents âgés ou vulnérables, jeunes adultes de grandes villes de l'Alberta, région de l'Outaouais [Québec], parents de grandes villes du Canada atlantique, résidents de Winnipeg ayant des parents âgés ou vulnérables)

Relativement peu de participants avaient entendu parler du plan du gouvernement du Canada pour lutter contre les changements climatiques, la plupart continuant à se concentrer principalement sur les nouvelles et les mises à jour concernant la COVID-19, les vaccins et leur distribution. Un petit nombre de participants de tous les groupes a mentionné certains aspects pertinents du plan du gouvernement fédéral, notamment l'objectif d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050 et le soutien aux technologies vertes, mais la plupart n'ont pas été en mesure de se rappeler d'autres détails.

C'est seulement aux résidents de Winnipeg que nous avons demandé s'ils avaient entendu parler de la récente annonce du gouvernement du Canada concernant la réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030. Quelques-uns avaient entendu quelque chose à ce sujet, mais étaient à court de détails. Lorsque nous leur avons fourni plus d'information sur les mesures proposées par le gouvernement du Canada pour réduire les émissions de GES d'ici 2030 et atteindre l'objectif de carboneutralité d'ici 2050, les participants ont généralement réagi positivement aux diverses initiatives. Et, bien que la plupart d'entre eux aient exprimé un certain sentiment d'urgence à l'égard des mesures devant être prises en matière d'environnement, certains participants ont soulevé des inquiétudes quant au moment choisi, compte tenu de la pandémie actuelle. Ceux-ci s'inquiétaient des répercussions financières pour la population canadienne et les entreprises touchées par la pandémie. De plus, on pensait que le gouvernement du Canada devait se concentrer sur les questions liées à la COVID-19 jusqu'à ce que la pandémie soit terminée.

Nous avons présenté aux participants de ce groupe une série de cinq noms possibles que le gouvernement du Canada pourrait utiliser pour encadrer son plan visant à aider les entreprises à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (voir la liste complète dans les Constatations détaillées).

La majorité des participants ont préféré *Une stratégie visant à aider les divers secteurs de notre économie à réduire la pollution*. Cette option a trouvé un écho auprès des participants qui ont apprécié son ton à la fois clair et inclusif. De manière générale, ceux-ci favorisaient un langage ou une formulation simple et directe. Au cours de la discussion, les participants ont également indiqué qu'ils préféreraient se référer aux « secteurs » plutôt qu'aux « entreprises », estimant que le premier terme était plus global. Si les participants se sont montrés favorables à des expressions telles que « stratégie visant à aider », qui évoquent une approche axée sur la collaboration, ils ont en général préféré « plan » à « stratégie ». Une « stratégie » est considérée comme un élément livrable qui précède un plan, ce dernier étant plus concret. La référence à une stratégie a donné l'impression à un certain nombre de participants que le gouvernement du Canada en était encore à l'étape de l'examen de ses options, plutôt qu'à celle de l'établissement d'objectifs et de cibles s'accompagnant d'une feuille de route qui décrit une série de mesures précises.

Questions autochtones (Autochtones du Nord de l'Ontario)

Les participants autochtones ont mentionné un certain nombre de problèmes lorsque nous leur avons demandé de définir leurs priorités pour le gouvernement du Canada, notamment le manque d'accès à l'eau potable, les logements insalubres et inadéquats, la toxicomanie, le système actuel de protection de l'enfance et le rapatriement des terres autochtones.

Si beaucoup ont salué les promesses du gouvernement du Canada relativement à l'amélioration des soins de santé et de l'accès à l'eau potable pour les Autochtones vivant dans les réserves, ainsi que son soutien à la création d'emplois et de possibilités pour les Autochtones, d'autres se sont montrés plus critiques à l'égard de ce qu'ils considèrent comme des délais trop longs pour l'achèvement des projets touchant les Autochtones (par exemple, les projets d'infrastructures). Ils étaient généralement d'avis que le gouvernement fédéral devrait faire davantage pour accorder une plus grande priorité aux questions autochtones et mettre en œuvre les projets plus rapidement.

Très peu de participants connaissaient la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA). Après avoir obtenu quelques informations sur les principaux thèmes de cette déclaration et sur la récente législation du gouvernement du Canada visant à la mettre en œuvre, les participants se sont accordés pour dire qu'elle aurait des répercussions positives tant pour les Autochtones que pour l'ensemble de la population canadienne. Mais ils ont également manifesté leur déception quant à la lenteur des progrès à cet égard et au fait que ceux-ci résultent de la pression exercée par une organisation internationale.

Les participants étaient bien au fait des problèmes liés aux avis d'ébullition de l'eau dans les réserves. Après avoir examiné une infographie (figurant dans les Constatations détaillées) illustrant les progrès du gouvernement fédéral dans ce domaine, beaucoup se sont dits peu convaincus et ont exprimé leur mécontentement de voir que tant de communautés autochtones continuent à vivre sous le coup d'avis d'ébullition de l'eau. La frustration des participants s'est accentuée lorsqu'ils ont appris que le gouvernement du Canada avait récemment annoncé qu'il ne respecterait pas l'échéance de mars 2021 pour lever tous les avis d'ébullition de l'eau des Premières Nations, comme prévu initialement. Même avec le financement supplémentaire de 1,5 milliard de dollars annoncé, en plus des 2,19 milliards de

dollars déjà prévus au budget pour mettre fin aux avis à long terme sur l'eau potable, les participants ont exprimé leur scepticisme quant à l'engagement du gouvernement fédéral. Ils s'attendaient à ce que celui-ci accorde une priorité beaucoup plus élevée à la résolution de ce problème. Ils étaient particulièrement préoccupés par le fait que les communautés autochtones n'ayant pas accès à de l'eau potable étaient encore plus vulnérables, compte tenu de la pandémie. Nombreux sont ceux qui estimaient que la question doit être abordée immédiatement, bien qu'ils s'attendent à ce qu'au moins un à quatre ans soient nécessaires pour la résoudre.

Enjeux locaux (Iqaluit)

Lors d'une discussion entre les participants d'Iqaluit sur les problèmes qui touchent leur collectivité, trois grands sujets de préoccupation sont ressortis : la pénurie de logements, la sécurité alimentaire, de même que la consommation de substances et la toxicomanie. Dans le contexte lié à ces questions primordiales, les participants ont également commenté le coût élevé de la vie à Iqaluit, le surpeuplement des logements, le chômage et le manque d'établissements en santé mentale et en réadaptation, ainsi que les barrières linguistiques pour accéder à des services de santé mentale en inuktitut.

Si les participants avaient une certaine connaissance du financement accordé par le gouvernement du Canada à la région, ils n'étaient généralement pas au courant des détails. Ils ont néanmoins félicité le gouvernement d'avoir fourni l'aide nécessaire au Nunavut par l'intermédiaire d'organisations inuites et beaucoup ont souligné les initiatives d'urgence lancées dans le contexte de la COVID-19, comme les subventions au transport, les programmes d'aide alimentaire, les paniers de nourriture et les cartes cadeaux prépayées. Dans l'ensemble, les participants appuyaient les initiatives d'urgence qui ont été mises en place.

À la question de savoir si le gouvernement du Canada avait pris des mesures susceptibles d'exercer un impact négatif sur Iqaluit, les participants ont mentionné que les versements de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) pouvaient avoir exacerbé les problèmes de toxicomanie. Dans un autre ordre d'idées, ils ont également soulevé la question du financement des écoles françaises alors qu'ils estimaient qu'une plus grande place devrait être accordée à l'inuktitut dans le système d'éducation.

Lorsque la conversation a porté sur les besoins en infrastructures à Iqaluit, les participants ont à nouveau mentionné le sans-abrisme et le logement, notamment le problème du surpeuplement et les maisons contaminées par la moisissure et l'amiante. D'autres ont soulevé la question d'un espace de jeu intérieur sûr pour les enfants pendant les mois d'hiver.

Interrogés sur les préoccupations environnementales locales, les participants ont mis l'accent sur la crise climatique, la reliant aux problèmes d'insécurité alimentaire, de gestion des déchets et de recyclage. Sur ce dernier point, ils ont souligné qu'Iqaluit ne dispose pas d'un vaste programme de recyclage.

Pour conclure la discussion, nous avons présenté aux participants une liste de diverses préoccupations communautaires éventuelles et leur avons demandé de cerner celles qu'ils considéraient comme étant

de toute première importance ou qui les inquiétaient le plus. Les principaux enjeux correspondaient à de nombreux sujets qui avaient été soulevés plus tôt dans la discussion (le sans-abrisme, le coût du logement, la disponibilité d'aliments de qualité à prix abordable, la consommation de substances et les surdoses). D'autres questions ont été mises en évidence dans le cadre de cet exercice, notamment la disponibilité des services de garde d'enfants, l'emploi, les transports en commun et le faible taux d'obtention du diplôme d'études secondaires. En ce qui concerne les aliments abordables, les participants ont attribué une grande partie du problème au coût élevé du transport de ces produits du point d'origine à la destination. De plus, bien que de nombreux participants aient indiqué que le programme *Nutrition Nord Canada* du gouvernement fédéral jouait un rôle important dans la subvention du coût des aliments, ils craignaient également que les distributeurs soient malhonnêtes et fassent une mauvaise gestion ou une mauvaise utilisation des subventions.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Date d'octroi du contrat : le 18 décembre 2020

Valeur du contrat : 1 618 838,00 \$

Résultats détaillés – Partie I : COVID-19

Chronologie des événements en décembre

Afin de situer les groupes de discussion dans le contexte des événements clés ayant eu lieu durant la pandémie de COVID-19, voici un bref rappel de la situation au Canada, de la fin novembre à la fin décembre 2020.

- Fin novembre
 - On dénombre 299 972 cas de COVID-19 au Canada et 12 130 décès attribuables au virus.
 - Les taux d'infection à la COVID-19 continuent d'augmenter dans la plupart des régions du pays (sauf celle de l'Atlantique). Les provinces du centre et de l'Ouest maintiennent les mesures de contrôle mises en place.
 - Un décret prolonge jusqu'au 21 janvier l'interdiction d'entrée au Canada en provenance des États-Unis.
- Du 1er au 6 décembre
 - Groupes de discussion des résidents de la région de Peel (1er décembre) et de la Grande région de Montréal (GRM) présentant des comportements plus à risque.
 - Groupe de discussion des jeunes adultes de 18 à 24 ans habitant dans la Grande région de Vancouver (GRV) (3 décembre).
 - Le 4 décembre : La ministre fédérale de la Santé et la ministre fédérale des Aînés annoncent un investissement supplémentaire de 1,8 million de dollars pour financer 14 équipes en science de la mise en œuvre. Ces équipes ont pour mandat d'évaluer, en

collaboration avec des établissements de soins de longue durée et des résidences pour personnes âgées, l'efficacité de pratiques, d'interventions et d'options stratégiques prometteuses visant à protéger contre la COVID-19 les résidents, leur famille, leurs soignants et le personnel des établissements.

- Le 4 décembre : La vice-première ministre et ministre des Finances annonce l'élargissement du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC), permettant aux entreprises admissibles qui sont en difficulté à cause de la pandémie d'avoir accès à un deuxième prêt du CUEC, à hauteur de 20 000 \$, en plus de la somme initiale de 40 000 \$ mise à la disposition des petites entreprises.
- Du 7 au 13 décembre
 - Le 7 décembre : Le premier ministre annonce une première livraison de 249 000 doses du vaccin contre la COVID-19 produit par Pfizer et BioNTech d'ici la fin de l'année, sur une commande totale de quatre millions de doses.
 - Groupe de discussion des résidents de grandes villes de l'Ontario ayant des parents âgés ou vulnérables (7 décembre); groupe de discussion des jeunes adultes de 18 à 24 ans habitant à Calgary ou à Edmonton, en Alberta (8 décembre).
 - Le 9 décembre : Santé Canada autorise le vaccin contre la COVID-19 de Pfizer-BioNTech en vue de son utilisation au Canada.
 - Groupe de discussion de la population générale de la région de l'Outaouais, au Québec (9 décembre); groupe de discussion des parents d'élèves (de la prématernelle à la 12e année) de grandes villes du Canada atlantique (10 décembre).
- Du 14 au 20 décembre
 - Le 14 décembre : La vaccination contre la COVID-19 débute au Canada.
 - Le 15 décembre : Le premier ministre annonce une première livraison de 168 000 doses du vaccin contre la COVID-19 préparé par Moderna d'ici la fin du mois, sur une commande totale de 40 millions de doses.
 - Groupes de discussion des résidents de Winnipeg ayant des parents âgés ou vulnérables (15 décembre), des Autochtones du Nord de l'Ontario (16 décembre) et de la population générale d'Iqaluit, au Nunavut (17 décembre).
 - Le 18 décembre : La vice-première ministre et ministre des Finances du Canada annonce l'augmentation du taux maximal de la subvention salariale à 75 % pour la période allant du 20 décembre 2020 au 13 mars 2021, afin de soutenir les travailleurs et les entreprises durant la deuxième vague de la pandémie.
- Du 21 au 27 décembre
 - **Aucun groupe de discussion n'est tenu pendant les Fêtes.**
 - Le 21 décembre : À l'instar de plusieurs pays européens, le Canada suspend les vols en provenance du Royaume-Uni afin de prévenir la propagation d'un nouveau variant, soupçonné d'être plus dangereux.
 - Le 21 décembre : L'Ontario annonce un confinement à l'échelle provinciale à compter du 26 décembre 2020 pour freiner la propagation de la COVID-19.
 - Le 23 décembre : Santé Canada autorise le vaccin contre la COVID-19 de Moderna en vue de son utilisation au Canada.

- Le 30 décembre : Le gouvernement du Canada annonce qu'à partir du 7 janvier 2021, tous les passagers aériens entrant au Canada devront avoir passé un test PCR dans les 72 heures de leur départ et être déclarés négatifs à la COVID-19. Cette exigence s'ajoute à l'isolement de 14 jours imposé par la Loi sur la mise en quarantaine.
- Du 28 au 31 décembre
 - **Aucun groupe de discussion n'est tenu pendant les Fêtes.**
 - Au 31 décembre, le Canada a enregistré 489 811 cas de COVID-19 et 15 606 décès connexes.

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

En guise d'entrée en matière, nous avons demandé aux participants ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Bien que les réponses aient sensiblement varié d'un groupe à l'autre, nombre de participants n'avaient, tout compte fait, aucune nouvelle à rapporter. Chez les autres, les questions entourant la COVID-19 ont continué d'être citées en priorité, notamment les enjeux liés aux vaccins et à l'aide économique.

Il a été question des vaccins dans tous les groupes. Les participants espéraient qu'un programme de vaccination serait bientôt prêt et qu'il y aurait suffisamment de doses pour tous les Canadiens. Certains participants qui avaient des parents âgés ou vulnérables ont fait des commentaires plus précis qui exprimaient leur confusion et leurs inquiétudes au sujet des détails du plan de vaccination.

Pour ce qui est des aspects économiques, plusieurs participants de chaque groupe ont affirmé avoir entendu parler d'initiatives du gouvernement du Canada liées à la COVID-19. Les mentions, qui étaient assez disparates, comprenaient la possibilité d'une aide économique accrue, la prolongation de la Prestation canadienne d'urgence (PCU), les prêts du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC), les pressions exercées par l'Agence du Revenu du Canada pour inciter les petites entreprises à effectuer des remboursements, et des commentaires de nature plus générale sur les programmes de soutien financier.

Outre la COVID-19, les participants ont fait allusion à deux autres sujets d'actualité saillants concernant le gouvernement du Canada :

- Le plan climatique canadien (mentionné dans le groupe de jeunes adultes de la grande région de Vancouver);
- L'échéance de 2021 pour la levée des avis d'ébullition d'eau dans les communautés des Premières Nations (mentionnée par les parents vivant dans de grandes villes du Canada atlantique).

L'Énoncé économique de l'automne (résidents de la région de Peel [Ontario] présentant des comportements plus à risque, résidents de la GRM présentant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la grande région de Vancouver, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant des parents âgés ou vulnérables, jeunes adultes de grandes villes de l'Alberta, région de l'Outaouais [Québec], parents de grandes villes du Canada atlantique)

Dans plusieurs groupes tenus au début du mois de décembre, nous avons demandé aux participants s'ils se rappelaient avoir entendu parler de la mise à jour économique du gouvernement du Canada. Ce document était relativement peu connu, hormis dans le premier groupe (celui des résidents de la région de Peel présentant des comportements plus risqués face à la COVID-19). Les participants qui en avaient connaissance se sont dits surpris de l'ampleur des dépenses fédérales requises pour surmonter la pandémie, et surtout des estimations avancées pour le cas où la situation actuelle se prolongerait.

Dans les groupes composés de jeunes adultes et de parents d'élèves, nous avons fourni aux participants un complément d'information sur certains aspects précis, et pertinents pour eux, de l'Énoncé économique de l'automne diffusé le 30 novembre 2020. Nous avons ensuite recueilli leurs réactions.

Soutien aux étudiants (jeunes adultes de la grande région de Vancouver, jeunes adultes de grandes villes de l'Alberta)

Après lecture du paragraphe qui suit sur les intérêts liés au report du remboursement des prêts étudiants, les jeunes adultes de la grande région de Vancouver ont été invités à donner leur avis sur cette mesure de soutien.

Dans le récent Énoncé économique d'automne, le gouvernement fédéral a annoncé son intention d'éliminer l'intérêt sur le remboursement de la partie différée des Prêts d'études canadiens et des Prêts canadiens aux apprentis pour l'année à venir (2021-2022). Cette mesure apportera une aide de 329,4 millions de dollars à 1,4 million de Canadiens qui cherchent du travail ou qui en sont aux premiers stades de leur carrière.

Dans l'ensemble, les participants étaient déçus que la mesure s'applique uniquement à la partie fédérale du prêt d'études, en particulier lorsque celle-ci était inférieure à la partie provinciale. La question de savoir si la suppression des intérêts était définitive ou temporaire suscitait aussi une certaine confusion. Cela dit, à titre de résidents de la Colombie-Britannique, ces participants jugeaient l'initiative moins pertinente pour eux puisque le gouvernement provincial, ont-ils rappelé, s'employait déjà à alléger la dette étudiante de façon permanente. Leur opinion était divisée quant au moyen de concilier le manque de financement pour de telles initiatives et la nécessité perçue d'aider les étudiants à réduire leur dette.

Pour leur part, les jeunes adultes de grandes villes de l'Alberta ont lu une description différente (reproduite ci-dessous) de l'Énoncé économique de l'automne, axée sur le programme Emplois d'été Canada, la Stratégie emploi et compétences jeunesse, les prêts d'études canadiens et les prêts canadiens aux apprentis.

Dans le récent Énoncé économique d'automne, le gouvernement fédéral a proposé plusieurs initiatives pour soutenir les jeunes :

- *Augmenter le financement du programme Emplois d'été Canada afin de soutenir jusqu'à 120 000 placements en 2021-2022;*
- *Une Stratégie emploi et compétences jeunesse, avec un investissement de 575,3 millions de dollars au cours des deux prochaines années afin d'offrir environ 45 300 emplois aux jeunes;*
- *Éliminer les intérêts sur le remboursement de la partie fédérale des Prêts d'études canadiens et des Prêts canadiens aux apprentis pour 2021-2022, qui apportera une aide à jusqu'à 1,4 million de Canadiens qui cherchent du travail ou qui en sont aux premiers stades de leur carrière.*

Ces initiatives ont généralement reçu bon accueil. Le fait qu'elles englobent deux aspects – le soutien à l'emploi et les mesures d'allègement de la dette d'études – semblait répondre aux grandes préoccupations du groupe démographique représenté. Il y a eu quelques réserves, néanmoins. Nombre de participants ont soulevé la question du financement de ces initiatives et de leur mise en balance avec d'autres priorités économiques. Certains pensaient aussi que leur moment était peut-être mal choisi et que le gouvernement du Canada devrait se concentrer exclusivement sur la pandémie.

Les deux groupes avaient d'autres suggestions pour remédier au problème du coût des études. Ils ont évoqué la possibilité de restructurer le financement de l'enseignement postsecondaire et d'en faire une priorité, en précisant que les systèmes en place dans des pays comme le Danemark et l'Allemagne méritent examen pour leur valeur d'exemple. Ils ont fait remarquer que le modèle de l'enseignement payant n'a pas suivi les progrès en matière de technologie et d'éducation. En particulier, les participants étaient stupéfaits de voir les frais de scolarité continuer d'augmenter alors même que la demande d'utilisation des locaux diminue et que l'apprentissage en ligne devient de plus en plus la norme.

Soutien aux familles (parents de grandes villes du Canada atlantique)

Nous avons soumis aux parents de grandes villes du Canada atlantique les renseignements suivants, tirés de l'Énoncé économique de l'automne, sur les diverses initiatives envisagées par le gouvernement fédéral pour prêter main-forte aux jeunes familles :

- *Une Prestation canadienne de relance économique pour les proches aidants de 500 \$ par semaine, pour un maximum de 26 semaines par ménage, est offerte aux travailleurs qui sont dans l'impossibilité de travailler pendant au moins 50 % de la semaine parce qu'ils doivent prendre soin d'un enfant de moins de 12 ans ou d'un proche dont l'école, le service de garde ou l'établissement de soins est fermé en raison de la COVID-19, ou parce que l'enfant ou le proche est malade, en quarantaine ou à risque de développer de graves complications s'il contractait la COVID-19.*
- *Faire des investissements durables afin que chaque famille canadienne ait accès à des services de garde d'enfants abordables et de qualité.*
- *Apporter des modifications à la Loi de l'impôt sur le revenu afin d'accorder, en 2021, quatre versements :*

- 300 \$ par enfant de moins de six ans aux familles ayant droit à la prestation canadienne pour enfants (PCE) et dont le revenu familial net est inférieur ou égal à 120 000 \$, et
- 150 \$ par enfant de moins de six ans aux familles ayant droit à la PCE et dont le revenu familial net est supérieur à 120 000 \$.

Lorsque nous avons demandé aux participants ce qu'ils pensaient des initiatives qui précèdent, leurs réponses ont été unanimement favorables. Leurs questions ont cependant été plus nombreuses que leurs commentaires, car certains aspects pratiques les laissaient perplexes. À la question plus précise de savoir si ces initiatives seraient utiles aux jeunes familles, les participants ont répondu par l'affirmative, avec certaines nuances.

Leurs remarques ont porté sur les domaines suivants :

- Les répercussions fiscales – Les participants se demandaient si les familles seraient pénalisées et si les questions d'impôt dissuaderaient celles qui avaient besoin d'aide de participer aux programmes.
- Les plages d'âge admissibles des enfants – Certains se demandaient pourquoi l'âge maximal était fixé à 12 ans dans le cadre de la Prestation canadienne de relance économique pour proches aidants (PCREPA), mais à 6 ans pour l'Allocation canadienne pour enfants, d'après ce qu'ils en avaient compris. Les participants appelaient de leurs vœux une plus grande harmonisation ainsi qu'une augmentation de la limite d'âge afin de couvrir tous les enfants à charge (y compris, le cas échéant, les étudiants de niveau postsecondaire).
- L'allocation du soutien financier – Deux thèmes ont émergé. Il a d'abord été suggéré de verser des prestations selon une échelle mobile, de sorte que les familles à faible revenu touchent davantage que celles ayant des revenus plus élevés, au lieu d'utiliser un seuil d'exclusion fixe de 120 000 \$.
- La continuité du soutien – Les participants se sont également interrogés sur la pertinence d'assurer un soutien continu et si cela ferait partie du plan ou non.

Changements de comportement

(résidents de la région de Peel [Ontario] présentant des comportements plus à risque, résidents de la GRM présentant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la grande région de Vancouver, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant des parents âgés ou vulnérables, jeunes adultes de grandes villes de l'Alberta, région de l'Outaouais

[Québec], parents de grandes villes du Canada atlantique, résidents de Winnipeg ayant des parents âgés ou vulnérables, Iqaluit)

Dans neuf des dix groupes tenus en décembre, nous avons questionné les participants sur les répercussions de la COVID-19 dans leur vie et la façon dont ils s'étaient adaptés au fil de la situation.

Incidence de la pandémie sur les comportements

Ils devaient commencer par décrire l'incidence de la COVID-19 et des restrictions qui y sont associées. Au cours du cycle de décembre, de nombreux participants ont évoqué les effets de la pandémie sur leur santé mentale ou celle des membres de leur famille. Beaucoup ont expliqué que leur état mental et émotionnel se détériorait, citant des problèmes tels que la fatigue, la dépression et l'usage de substances psychoactives. Ils attribuaient leur vision plus pessimiste de l'avenir et leur santé mentale fragilisée au manque de contacts avec la famille et les amis ainsi qu'à leur isolement prolongé. Les commentaires des participants laissaient entendre que les difficultés de santé mentale étaient assez répandues et ne se limitaient pas nécessairement à des groupes démographiques précis (p. ex., les jeunes générations ou les aînés, les personnes vivant seules ou avec d'autres). Certains ont fait part de leur sentiment d'anxiété concernant aussi bien la propagation actuelle du virus que les perspectives de l'après-pandémie. Beaucoup croyaient que le retour à un semblant de normalité (prépandémique) était peu probable et que la vie ne serait peut-être plus pareille.

Tant les parents que les jeunes adultes ont évoqué les difficultés associées à l'apprentissage en ligne. Les parents d'élèves du primaire ou du secondaire s'inquiétaient de la qualité de l'enseignement, de la réussite scolaire de leurs enfants et du défi de faire l'école à la maison, dans le cas des parents qui avaient choisi cette option ou y avaient été contraints par suite des fermetures d'écoles. Les jeunes inscrits à un programme postsecondaire ont décrit avec force détails leur épuisement et leur frustration générale à l'égard des droits de scolarité, qui ne tenaient pas compte selon eux de la baisse de qualité découlant du passage à l'enseignement en ligne.

Un grand nombre de participants ont fait allusion aux conséquences de la pandémie sur leur situation financière. Il a été question de mises à pied, de disparitions d'emplois et d'offres de stages tombées à l'eau. Tout en étant reconnaissants des soutiens financiers offerts par le gouvernement fédéral (p. ex., la Prestation canadienne d'urgence, la série de prestations de relance et le régime d'assurance-emploi), certains avaient du mal à joindre les deux bouts. Plusieurs groupes comptaient des propriétaires de petites entreprises ou des employés d'un secteur durement touché par la pandémie (p. ex., l'accueil, les services de restauration). Ces participants en avaient particulièrement long à dire sur les difficultés financières résultant des confinements et d'autres restrictions liées à la COVID-19.

Si les répercussions de la pandémie les plus souvent mentionnées concernaient la santé mentale et les finances personnelles, d'autres défis ont aussi été signalés :

- L'inquiétude pour les membres de la famille et les amis qui avaient contracté la COVID-19 et présentaient des symptômes graves;
- L'annulation de projets de voyage, d'événements marquants (tels qu'un mariage) et d'activités régulières (p. ex. le bénévolat et les sports d'équipe);
- Les préparatifs nécessaires pour quelque chose d'aussi simple qu'aller faire les courses.

Bien qu'il en ait été question moins fréquemment, certains participants trouvaient que les restrictions de la COVID-19 avaient eu des avantages inattendus. Ceux qui avaient continué à travailler pendant la pandémie ont fait état de congés plus nombreux que les années précédentes, ce qui avait réduit leur niveau de stress et leur avait laissé plus de temps pour se ressourcer. Quelques-uns pensaient que la qualité des relations avec leurs proches vivant sous le même toit s'était améliorée grâce à la possibilité de passer plus de temps ensemble. D'autres appréciaient le changement de rythme, qui leur donnait le temps de revoir leurs priorités et de réorienter leurs énergies vers d'autres intérêts ou loisirs, ou tout simplement de passer plus de temps chez eux.

Lorsque nous avons demandé aux participants s'ils avaient modifié leurs comportements avec l'évolution de la COVID-19 dans leur communauté, la plupart ont dit que leur routine n'avait guère changé entre mars et décembre, si ce n'est que certains voyaient encore moins de gens maintenant que durant l'été. La diminution des contacts avec d'autres personnes ou d'autres ménages était associée au changement de saison, peu propice aux rencontres extérieures. Certains ont aussi mentionné que la hausse des cas les avait incités à suivre plus scrupuleusement les mesures visant le port du masque, la distanciation physique et la désinfection. Pour le reste, la plupart ont affirmé qu'ils continuaient de limiter la fréquence à laquelle ils sortaient faire des courses et leur participation à des rassemblements sociaux.

Les participants de la région de Peel, en Ontario, devaient dire s'ils étaient préoccupés par la grippe saisonnière. La plupart ont répondu que non, en expliquant que la grippe était un phénomène courant auquel ils ne prêtaient guère d'attention d'une année à l'autre. Certains s'inquiétaient toutefois de la similitude des symptômes de la grippe ordinaire et de la COVID-19. Plus précisément, ils craignaient que l'on prenne la première pour la seconde, au risque d'entraîner une surdéclaration des cas de COVID-19 et de provoquer un vent de panique dans la population.

Réactions à la fin de la bulle atlantique (parents de grandes villes du Canada atlantique)

Une discussion sur la fin de la bulle atlantique a eu lieu dans le groupe de résidents de grandes villes du Canada atlantique. La plupart des participants ont exprimé leur satisfaction à l'égard de cette mesure qui leur avait procuré un sentiment de sécurité et de protection pendant qu'elle était en place. Certains pensaient qu'elle avait pris fin au bon moment, mais d'autres n'excluaient pas la possibilité que la bulle soit rapidement rétablie si le nombre de cas augmentait dans la région. De l'avis général, il avait été relativement facile pour les résidents du Canada atlantique d'unir leurs efforts pour enrayer la transmission du virus, en particulier grâce au confinement géographique; par contre, la proximité des États-Unis et du Québec était jugée préoccupante. Les participants craignaient que les taux d'infection élevés de leurs voisins gagnent leur région. D'autres s'inquiétaient des déplacements au sein de leur

région, notamment du fait que les résidents de petites collectivités allaient dans les grands centres s'approvisionner en fournitures essentielles auxquelles ils n'ont autrement pas accès. Ce problème a été plus particulièrement signalé par les participants du Nouveau-Brunswick.

Expérience des parents durant la pandémie (parents de grandes villes du Canada atlantique)

Dans l'un des groupes tenus au cours du mois, nous avons invité les participants à décrire leur expérience de la pandémie de COVID-19 à titre de parents. Beaucoup sont revenus sur des points précédemment soulevés, se disant préoccupés par les répercussions négatives de la pandémie sur l'année scolaire de leurs enfants, surtout à cause du passage à l'apprentissage en ligne. Ils s'inquiétaient du manque d'interactions et d'occasions pour leurs enfants d'acquérir les aptitudes sociales et interpersonnelles habituellement enseignées dans un environnement d'apprentissage en classe structuré. Dans le même ordre d'idées, les parents croyaient que la formule en ligne était moins productive et se demandaient si leurs enfants arriveraient à rester à jour dans leurs travaux scolaires. Aux dires de beaucoup, l'isolement prolongé et, dans certains cas, la cohabitation dans un espace restreint pendant une longue avaient induit des sentiments d'anxiété et de dépression tant chez eux que chez leurs enfants. Quelques personnes ont fait des commentaires plus positifs, affirmant que l'apprentissage à distance convenait à leurs enfants et leur permettait de travailler à leur rythme. Cela dit, ce n'était pas le constat de la plupart des parents.

Les participants se sont prêtés à un court exercice consistant à donner trois mots ou phrases qui décrivent leur expérience d'être parent durant la pandémie. Les descriptions ont tourné autour des thèmes et des sentiments suivants :

- **Stressés/anxieux/inquiets** – Les parents ont souvent exprimé de l'inquiétude quant aux impacts sociaux, émotionnels et scolaires de la pandémie sur les enfants. Certains ont mis l'accent sur l'impact de l'apprentissage en ligne, alors que d'autres s'inquiétaient également de ce que les enfants suivent consciencieusement les précautions recommandées, comme le lavage des mains. Ce dernier point interpellait plus vivement les parents séparés ou divorcés, dont les enfants font l'aller-retour entre deux domiciles. Ces parents s'interrogeaient sur le niveau de supervision dans l'autre ménage et se faisaient du souci, non seulement pour la sécurité des enfants, mais aussi parce que leur exposition à un cercle de fréquentations élargi pouvait mettre à risque les autres membres des deux ménages.
- **Décus/sans espoir** – Certains parents ont déploré le fait que leurs enfants passent à côté d'expériences et d'événements importants à cause des restrictions de la COVID-19. La déception était particulièrement forte chez les parents ayant des enfants plus grands, car ils les croyaient arrivés à un âge où l'isolement et l'impossibilité de célébrer leurs réalisations seraient vécus avec le plus d'intensité. Certains craignaient même que la pandémie marque leur vie et ait des conséquences concrètes, bien qu'encore inconnues, sur le cheminement de ces jeunes vers l'âge adulte.
- **Épuisés/patients/compréhensifs** – Nombre de parents ont mentionné le défi de gérer le ménage alors que toute la famille cohabitait à temps plein ou presque depuis le début de la pandémie. Certains ont parlé de la difficulté de concilier l'encadrement des enfants avec les exigences du

travail et l'entretien du domicile. Comme l'ont révélé les commentaires des participants, certains parents s'en tiraient mieux que d'autres à cet égard, mais la plupart reconnaissaient que l'équilibre travail-vie personnelle n'allait pas de soi.

Réactions à la consigne de « rester chez soi » (résidents de la région de Peel [Ontario] présentant des comportements plus à risque, résidents de la GRM présentant des comportements plus à risque)

Deux groupes étaient constitués de participants qui avaient assisté à des rassemblements sociaux à l'extérieur de leur domicile au cours des dernières semaines. Interrogés sur leurs motivations, la plupart ont répondu avoir agi ainsi dans l'intérêt de leur santé mentale. Comme ils l'ont précisé du même souffle, ils avaient le sentiment de prendre les précautions voulues, sans enfreindre les restrictions en vigueur dans leur collectivité. Beaucoup ont dit avoir généralement maintenu une distance appropriée, utilisé une quantité généreuse de désinfectant pour les mains et porté un masque au besoin. Quelques-uns ont fait valoir que ces activités avaient eu lieu en compagnie de membres de leur « bulle COVID-19 ». Ils présumaient donc que ces personnes respectaient également les consignes de santé publique. D'autres ont mentionné qu'ils organisaient autant que possible leurs rencontres à l'extérieur.

Au fil de la discussion, il est apparu que dans l'optique de certains participants, les interactions sociales et les contacts humains font partie intégrante de ce que signifie être humain. D'autres considéraient que la liberté d'interagir avec qui bon leur semble est un droit fondamental. Les participants ont signalé qu'ils tâchaient de procéder de manière sûre et responsable. Dans la plupart des cas, leur comportement ou son impact sur autrui ne les tracassaient pas outre mesure, ont-ils expliqué, car ils prenaient soin d'observer les consignes relatives à la COVID-19.

Ces mêmes participants ont annoncé leur intention de se retrouver avec d'autres pendant la période des Fêtes, pour les mêmes raisons que celles citées plus haut. Cependant, beaucoup ont dit que leurs réunions seraient plus modestes que les années précédentes et qu'ils se limiteraient principalement aux membres de la famille faisant partie du ménage ou, dans certains cas, à des membres de la famille élargie dont ils se sentaient proches et à qui ils faisaient confiance. D'autres ont parlé d'instaurer une quatorzaine pour s'assurer que les parents et amis sont en bonne santé et a priori exempts du virus avant de se voir. Le principal hic, pour certains participants, était de passer leurs vacances avec des proches qui entrent dans la catégorie des travailleurs essentiels. Néanmoins, ils ne pensaient pas tenir ces personnes à l'écart des festivités.

Nous avons demandé aux groupes ce qu'ils pensaient des restrictions en place dans leur collectivité. La plupart appuyaient l'obligation de porter le masque et les confinements dans les grandes villes, mais beaucoup désapprouvaient la fermeture décrétée des petites entreprises alors que les grandes chaînes avaient l'autorisation de rester ouvertes. C'était à leurs yeux un exemple de message contradictoire et portant à confusion. Ils estimaient que cette façon de procéder ne serait pas efficace pour freiner ou stopper la propagation de la COVID-19, vu le fort achalandage de ces magasins. De l'avis de la plupart, il faudrait permettre aux petits commerces, aux centres sportifs et aux restaurants de reprendre leurs activités, cette mesure étant nécessaire à la survie des entreprises locales indépendantes.

D'autres ont exprimé de l'exaspération à l'égard des confinements. Les résidents de petites collectivités trouvaient absurde d'être soumis aux mêmes restrictions que ceux des grands centres densément peuplés, compte tenu des écarts considérables, d'après eux, entre les taux d'infection des petites et des grandes villes. Certains sont revenus sur la frustration qu'ils avaient exprimée plus tôt concernant les risques de transmission accrue que posait l'absence totale ou presque de restrictions sur la circulation des personnes entre les villes et les régions du Canada. L'opinion générale voulait que des efforts d'atténuation supplémentaires soient mis en œuvre afin d'écarter ce risque.

Projets pour le temps des Fêtes (jeunes adultes de la grande région de Vancouver, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant des parents âgés ou vulnérables, jeunes adultes de grandes villes de l'Alberta, région de l'Outaouais [Québec], parents de grandes villes du Canada atlantique, résidents de Winnipeg ayant des parents âgés ou vulnérables, Iqaluit)

Durant la première partie du mois, nous avons demandé aux participants s'ils avaient des projets de voyage pendant les vacances et plus précisément s'ils comptaient rendre visite à leur famille. La plupart ont répondu qu'ils ne se déplaceraient pas, avec divers degrés de certitude toutefois.

Les participants de la grande région de Vancouver ont indiqué que leurs plans n'étaient pas définitifs. Ils attendaient d'avoir une meilleure idée de la courbe des cas de COVID-19 dans leur collectivité avant de prendre leur décision. D'autres étaient déjà décidés à rester chez eux : ils s'en tiendraient à de petits rassemblements avec les membres de leur famille immédiate, ont-ils expliqué, et verraient la famille élargie et les amis par écrans interposés. Quelques participants qui avaient prévu de voyager au Canada ou à l'étranger ont parlé d'annuler leurs vols.

Malgré que certains étaient déçus, tous s'accordaient à dire que les Fêtes de 2020 seraient modestes et que l'expérience ne ressemblerait en rien à celle des années ordinaires. Quelques participants ont toutefois avancé que les mesures de confinement présentaient l'avantage d'alléger le stress et la pression associés au fait de recevoir pendant la période des Fêtes. Ces participants s'attendaient à passer des vacances plus reposantes.

Voyages et frontières (résidents de la région de Peel [Ontario] présentant des comportements plus à risque, résidents de la GRM présentant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la grande région de Vancouver, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant des parents âgés ou vulnérables, jeunes adultes de grandes villes de l'Alberta, région de l'Outaouais [Québec])

Une partie de la discussion a porté sur la frontière canado-américaine et sur l'opportunité de sa réouverture à l'heure actuelle. La grande majorité des participants se sont déclarés en faveur du maintien de la fermeture, en invoquant les raisons suivantes :

- Ils considéraient que les déplacements transfrontaliers sont un aspect clé de la protection de la santé des Canadiens et que l'ouverture de la frontière provoquerait nécessairement une flambée des cas de COVID-19;

- Ils doutaient fort que les Américains arrivant au Canada respectent à la lettre les protocoles de quarantaine;
- Certains croyaient également que les différences entre les directives de santé publique émises au Canada et aux États-Unis risquaient de semer la confusion et d'exposer les Canadiens à des risques.

Signalons toutefois que certains participants n'étaient pas entièrement contre la réouverture de la frontière canado-américaine. Figuraient parmi eux des gens qui avaient une propriété aux États-Unis et espéraient pouvoir s'y rendre bientôt, et d'autres qui croyaient que le déploiement de tests de dépistage rapide à la frontière améliorerait la sécurité des voyageurs et des personnes avec qui ils entrent en contact, et redonnerait un élan à l'industrie touristique du Canada.

Nous avons également demandé aux participants ce qu'il en était des voyages internationaux et si le Canada devrait envisager l'ouverture de ses frontières tous azimuts. À nouveau, le verdict a été unanimement négatif. De nombreux participants estimaient que c'était trop risqué à ce stade, bien que certains aient suggéré d'admettre les voyageurs en provenance de pays où les taux de transmission étaient faibles (p. ex. l'Australie et la Nouvelle-Zélande), pour autant qu'ils présentent un test négatif à la COVID-19 à leur arrivée.

La question de savoir si les voyageurs internationaux munis d'une preuve de vaccination contre la COVID-19 devraient être admis en sol canadien a suscité des avis partagés. Les participants qui étaient pour pensaient que cette mesure contribuerait à la relance de l'économie canadienne. Beaucoup y étaient réfractaires, cependant, pour diverses raisons :

- D'après certains, on n'en savait pas assez sur l'efficacité des vaccins pour déterminer si cette approche est sécuritaire. Ils se demandaient notamment si une personne vaccinée peut être porteuse du virus et le transmettre, alors qu'elle-même ne ressent pas d'effet et ne présente pas de symptômes. Faute de connaître la réponse à cette question, ils hésitaient à se prononcer en faveur de l'admission de ces voyageurs;
- D'autres se demandaient comment l'on ferait respecter l'obligation de quarantaine à l'arrivée au Canada; beaucoup jugeaient que la quarantaine, tout en restant en vigueur, pourrait être écourtée pour les personnes qui présentent une preuve de vaccination;
- Enfin, quelques participants doutaient de l'efficacité de certains vaccins, notamment ceux de la Russie, et recommandaient que seuls les voyageurs ayant reçu un vaccin approuvé par Santé Canada soient admissibles au pays.

Impacts de la COVID-19 au cours de l'hiver

Une dernière série de questions concernait les inquiétudes des participants quant aux répercussions de la COVID-19 sur leur famille, leur communauté et les entreprises maintenant que l'hiver s'installait.

Face à la hausse du nombre de cas de COVID-19 au Canada, de nombreux participants redoutaient l'impact de la pandémie sur les membres de leur famille, surtout les plus âgés, qu'ils considéraient comme étant à risque de développer une affection grave, voir mortelle, s'ils contractaient le virus. De

plus, comme il en a été question plus tôt, les participants s'inquiétaient de l'incidence de la pandémie sur la santé mentale des membres de leur famille. À l'approche des vacances, certains éprouvaient un sentiment de perte, qui menait à un mal-être et parfois à une dépression liée à l'impossibilité de passer cette période en famille. C'était particulièrement le cas de ceux qui ont mentionné venir d'une famille nombreuse ou très soudée.

Outre les préoccupations relatives au bien-être physique et mental de la famille immédiate, les répercussions de la pandémie sur la communauté dans son ensemble étaient anxiogènes pour beaucoup de participants. Les sources de préoccupation étaient multiples, mais tendaient à se concentrer sur les enfants (p. ex., les défis de l'apprentissage en ligne, l'annulation des activités sportives pour la saison). Le sort des sans-abri inquiétait également, d'autant plus compte tenu de la réduction des programmes de soutien et de la fermeture de refuges à cause du virus. Les participants avaient le sentiment que cette population ferait face à des conditions particulièrement difficiles durant l'hiver. Quelques personnes ont aussi mentionné les difficultés, liées à un manque de financement, des communautés autochtones et des personnes handicapées.

Beaucoup croyaient que les mesures de santé publique mises en place pour contrer la COVID-19 causeraient de graves difficultés financières aux petites entreprises. Ils songeaient aux propriétaires, mais aussi au personnel de ces petites entreprises, qui bénéficiaient selon eux d'une moins bonne sécurité d'emploi que les employés de sociétés ou d'institutions plus importantes. S'ajoutait à cela le fait que les mauvais résultats des petites entreprises se répercuteraient sur les communautés et les familles. Quelques participants ont mentionné qu'ils ne savaient pas comment le gouvernement fédéral aidait les petites entreprises et que cela contribuait à leur inquiétude. Ceux qui étaient mieux renseignés sur les programmes de soutien offerts en réponse à la pandémie craignaient, pour leur part, qu'ils ne suffisent pas à maintenir ces entreprises à flot si de nouveaux confinements et restrictions étaient imposés. En prolongement, certains ont évoqué les conséquences d'une éventuelle déroute des petites entreprises sur l'économie nationale. L'accroissement du déficit budgétaire et le fardeau qu'il risque de faire porter aux générations futures ont également été cités comme des problèmes importants.

Pour la dernière question de cette série, les participants devaient dire s'ils avaient des préoccupations particulières en ce qui concerne les effets de la COVID-19 sur la santé mentale des personnes de leur entourage et de leur communauté. À l'instar des commentaires précédents, leurs réponses, fondées sur des expériences tant personnelles qu'anecdotiques, laissaient percer une vive inquiétude à ce sujet. Tout en reconnaissant l'utilité des médias sociaux et des technologies pour garder le contact et ainsi battre en brèche le sentiment d'isolement, les participants ont signalé les nombreux effets délétères de la pandémie sur la santé mentale, dont l'anxiété et la dépression. Des effets d'autant plus préjudiciables étaient à craindre, selon eux, chez les populations plus vulnérables (p. ex. les aînés et les personnes vivant seules) qui sont privées de contacts avec leur famille et leur cercle d'amis.

Vaccin contre la COVID-19 (résidents de la région de Peel [Ontario] présentant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la grande région de Vancouver, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant des parents âgés ou vulnérables, jeunes adultes de grandes villes de l'Alberta, région de l'Outaouais [Québec], parents de grandes villes du Canada atlantique, résidents de Winnipeg ayant des parents âgés ou vulnérables, Autochtones du Nord de l'Ontario, Iqaluit)

Invités à rapporter ce qu'ils avaient entendu au sujet d'un vaccin contre la COVID-19, les participants ont mentionné plusieurs nouvelles tournant principalement autour des thèmes suivants :

- Le déploiement précoce des vaccins – La plupart avaient entendu dire que les Canadiens étaient sur le point de commencer à être vaccinés, et plusieurs ont fait référence aux marques Pfizer et Moderna. Ils croyaient également savoir que la distribution se déroulerait sans doute à une cadence plus lente qu'ailleurs, puisque le Canada s'approvisionnait à l'étranger au lieu de fabriquer ses vaccins sur place (d'après certains participants, la production de vaccins destinés aux Canadiens avait été confiée à la Chine). Cela dit, plusieurs étaient au courant des ententes que le gouvernement fédéral avait conclues avec différents fabricants. Ils avaient l'impression que le Canada pourrait recevoir un nombre de doses bien supérieur à ce qui était nécessaire pour immuniser tous ceux qui le souhaitent, et que le surplus serait donné à d'autres pays.
- La hiérarchisation des groupes cibles – Les participants avaient généralement conscience que les premiers vaccins seraient administrés aux personnes les plus à risque, soit les résidents de centres de foyers de longue durée, suivi des professionnels de première ligne dans le secteur de la santé.

D'autres détails ont été signalés, moins fréquemment toutefois que les points précédents :

- La demande faite aux militaires de prêter leur concours à la distribution des vaccins;
- Le nombre de doses réservées par le Canada, totalisant dix fois le nombre d'habitants;
- Le taux d'efficacité élevé des vaccins les plus avancés.

Les questions relatives à la distribution étaient très présentes à l'esprit de nombreux participants. La logistique suscitait des interrogations, notamment la gestion du déploiement vaccinal et les difficultés de stockage et de réfrigération des vaccins avant leur utilisation. Comme l'ont laissé entendre leurs commentaires, les participants avaient une foule de questions au sujet du déploiement et, de toute

évidence, ne comprenaient pas très bien comment se déroulerait la vaccination des Canadiens au cours des prochains mois.

Dans les groupes composés de jeunes adultes de la grande région de Vancouver et de l'Alberta, les participants ont fait remarquer que l'arrivée du vaccin leur permettrait de renouer avec les bars, les restaurants et d'autres lieux de rencontre entre amis, même s'ils s'attendaient à ce qu'une preuve de vaccination soit exigée. En Alberta, plusieurs s'inquiétaient à la perspective de devoir présenter une telle preuve pour sortir en public, mais d'autres ont exclu ce scénario au motif que les élus provinciaux et fédéraux avaient précisé que la vaccination ne serait pas obligatoire. Certains ont fait valoir qu'il serait difficile de surveiller et de faire appliquer une telle mesure.

Les participants autochtones du Nord de l'Ontario et les résidents d'Iqaluit avaient entendu dire que les Autochtones, en particulier les Aînés, recevraient la priorité. Certains participants d'Iqaluit se demandaient, eux aussi, s'il faudrait une preuve de vaccination pour pouvoir circuler librement dans des lieux publics.

Évaluation de la performance du gouvernement du Canada

Nous avons demandé aux participants s'ils trouvaient que le gouvernement du Canada faisait du bon travail sur le plan de l'approvisionnement en vaccins et de la planification de leur distribution. Les réponses ont varié sensiblement d'un groupe à l'autre de même qu'au sein des groupes. Bon nombre de participants ont formulé des évaluations favorables, mais presque autant ont dit qu'ils ne savaient pas ou qu'il y avait beaucoup d'incertitude à ce sujet. Quelques autres se sont montrés plus critiques.

Beaucoup ont applaudi les efforts menés par le gouvernement du Canada pour obtenir les vaccins, tout en s'avouant perplexes, voire sceptiques, à l'égard du processus de distribution. Les participants avaient l'impression que le gouvernement faisait de son mieux et qu'il s'en était aussi bien tiré, sinon mieux, que d'autres pays pour ce qui est de constituer un portefeuille vaccinal. Ils ont reconnu la multiplicité des facteurs qui entrent en jeu dans le développement des vaccins et leur processus d'approbation, signalant parfois que le Canada avait agi rapidement sur ce front et suivi le rythme des fabricants tout au long de ces étapes. Quelques-uns ont fait remarquer qu'il n'y avait pas eu de retard d'approvisionnement important une fois un vaccin approuvé. Certains croyaient d'ailleurs que le gouvernement du Canada ne devrait pas hâter ou bousculer les choses pour se procurer les vaccins et ont exprimé leur confiance dans la rigueur des processus d'approbation canadiens. Ils savaient que les trois grandes sociétés pharmaceutiques en train de mettre au point ou de produire un vaccin avaient leurs propres exigences en matière d'entreposage et de distribution. Estimant que de nombreux aspects de la distribution restaient à préciser, ils appuyaient généralement l'idée que le gouvernement du Canada aille de l'avant, mais prudemment. Plusieurs participants pensaient qu'adopter une cadence un peu plus lente que celle d'autres pays permettrait aux Canadiens d'observer les effets des vaccins. En parallèle, ils ont fait remarquer que le gouvernement fédéral et les provinces et territoires travaillaient harmonieusement à la logistique de la distribution des doses, ce qui leur paraissait une prouesse étant donné les différences régionales. Certains ont plus précisément félicité le gouvernement fédéral pour son approche holistique, son plan somme toute assez clair, sa transparence et son partage d'informations.

Ceux qui avaient tendance à envisager les efforts du gouvernement sous un jour moins favorable ont surtout invoqué l'incapacité du Canada à fabriquer des vaccins sur son territoire. Cette absence de production nationale avait, selon eux, inutilement retardé aussi bien la livraison des doses que le coup d'envoi de la distribution et de la vaccination. Faisant allusion à l'expertise scientifique et aux moyens financiers du Canada, ces participants ont fermement plaidé en faveur du développement des capacités de fabrication des vaccins et d'autres produits jugés essentiels à la santé et à la sécurité de la population. Ils estimaient que les Canadiens ne devraient pas devoir compter exclusivement sur la production étrangère. Certains participants ont aussi noté que les délais importants dans la réception des doses causaient encore plus de tort aux entreprises et à l'économie du pays. Ils ne comprenaient pas pourquoi certains Canadiens perdaient leur gagne-pain et l'épargne de toute une vie, sans savoir au juste quand aurait lieu la vaccination de masse. Ce groupe de participants étaient déçus que d'autres pays aient une nette longueur d'avance sur le Canada pour ce qui est de vacciner leur population.

Un autre facteur de désapprobation tenait aux efforts initiaux livrés par le Canada pour former un partenariat avec une société chinoise en vue de produire des vaccins ici. Certains participants croyaient que cette initiative avait pu retarder d'autres démarches d'achat ailleurs. L'état des relations entre le Canada et la Chine leur donnait à penser que cette initiative conjointe n'aurait jamais obtenu les autorisations nécessaires et qu'elle avait détourné l'attention des actions à engager sur d'autres fronts.

De nombreux participants n'étaient pas sûrs de leur opinion ou considéraient qu'ils n'en savaient pas assez pour évaluer la prestation du gouvernement du Canada. Il leur semblait que l'intervention du gouvernement était comparable à celle d'autres États, y compris en ce qui concerne sa rapidité. Ils pensaient également que l'effort de vaccination, de par sa dimension mondiale, était complexe, car elle exigeait une grande coordination entre le Canada et maints autres pays. À nouveau, il y a eu des questions sur le nombre de doses disponibles, les lieux de vaccination et les groupes prioritaires. Quelqu'un a fait remarquer qu'un manque de communication au sujet de ces détails risquait d'encourager la désinformation. La participation de l'armée à la distribution des vaccins a été citée en exemple. Même si beaucoup trouvaient logique de faire appel à l'armée vu l'ampleur de la tâche, d'autres ont noté que, sans autres explications des raisons poussant le gouvernement fédéral à lui confier la logistique de la distribution, certains en tireraient de mauvaises conclusions (p. ex., qu'il s'agit de la prise de contrôle par les militaires d'un enjeu de santé publique).

Lorsque nous avons demandé aux participants comment ils détermineraient si la campagne de vaccination se passe bien ou non, ils ont cité plusieurs mesures précises qui entreraient en ligne de compte dans leur évaluation globale de la performance du gouvernement du Canada, soit :

- Le nombre de lieux de vaccination et le nombre de centres de distribution;
- Les temps d'attente (et, en cas de délai important, si cela met les gens à risque);
- Le nombre de vaccinations effectuées pour chaque foyer de soins de longue durée et le pourcentage d'occupants immunisés (avec le même indicateur pour les hôpitaux);
- La publication d'un plan de distribution des vaccins, et la mesure des progrès vers la réalisation du plan et l'atteinte des cibles.

D'autres ont dit que, pour eux, le signe d'un déploiement vaccinal réussi serait l'atteinte de l'immunité collective. Ils ont expliqué qu'ils essaieraient de se renseigner davantage sur le pourcentage de la population qui doit être immunisée pour garantir l'immunité de groupe (de l'avis de certains, ce pourcentage tournerait autour de 70 à 80 %). Ils souhaitaient vivement que le gouvernement fédéral suive de près les progrès vers cette cible.

Un troisième courant d'opinion sur cette question était de nature moins quantitative. Certains participants ont indiqué qu'ils prêteraient une oreille plus attentive aux propos des leaders d'opinion, officiels ou non. Ils ont mentionné les avis des spécialistes et les reportages des médias d'information. L'information communiquée par le bouche-à-oreille était également jugée importante, notamment les propos des Aînés dans les communautés autochtones.

Quelques participants ont dit qu'il serait utile de suivre le déploiement tel qu'il se produit au Canada et dans d'autres pays. Comme l'une de nos questions portait sur les comparaisons internationales, les détails notés à ce sujet figurent à la section suivante.

Afin d'approfondir la discussion, nous avons soumis aux groupes une liste de jalons possibles pour le déploiement des vaccins, en leur demandant lequel constituerait le facteur le plus important aux fins d'évaluer si la performance du gouvernement du Canada est bonne ou mauvaise :

- *Lorsqu'il y aura déploiement des premiers vaccins*
- *La rapidité à laquelle il [le gouvernement] pourra distribuer les vaccins aux groupes non prioritaires (tels que les personnes qui ne sont pas à plus haut risque)*
- *Le moment où un nombre suffisant de personnes seront vaccinées de sorte que les cas de COVID-19 diminuent*
- *Le moment où le vaccin final est administré à ceux qui le souhaitent*
- *Quelque autre facteur*

La plupart des participants ont répondu que les deuxième et troisième éléments de la liste seraient les plus pertinents pour leur évaluation. La diminution des cas leur paraissait être un marqueur de reprise et, surtout, de retour à un semblant de normalité. Beaucoup ont également reconnu l'importance de vacciner rapidement les groupes non prioritaires, car cela signifierait que les gens ayant le plus besoin d'être immunisés ont reçu le vaccin. Le taux de mortalité générale et la menace posée par le virus s'en trouveraient réduits. Plusieurs participants ont aussi souligné l'importance d'arriver au stade où les vaccins ont été administrés à tous ceux qui le souhaitent, présumant que l'immunité collective entrerait alors en jeu. Ils ont cependant précisé que l'atteinte de cet objectif exigerait un taux élevé d'acceptation des vaccins.

La discussion entourant l'évaluation des efforts de déploiement vaccinal menés par le gouvernement fédéral a soulevé la question de la réticence à la vaccination. Les participants s'inquiétaient du pourcentage relativement faible de Canadiens ayant reçu le vaccin contre la grippe saisonnière. Comme l'ont précisé certains, il s'agissait d'environ quatre adultes canadiens sur dix et c'était bien en deçà des cibles nationales. Les participants se sont demandé comment l'on pourrait doubler ce taux, ce qui a donné lieu à des réflexions sur le travail d'éducation et de sensibilisation à faire ainsi qu'à

quelques commentaires de la part de participants qui préféraient attendre de voir si le vaccin avait des effets secondaires avant de prendre rendez-vous.

Situation du Canada par rapport à d'autres pays

Les participants ont été invités à dire s'ils pensaient que le Canada était mieux ou moins bien placé que d'autres pays pour obtenir le vaccin et veiller à sa distribution. En général, la plupart croyaient que le Canada était dans une posture aussi bonne ou meilleure que celle de ses homologues. Ils ont cité les arguments suivants à l'appui de leurs opinions plutôt favorables à ce sujet :

- Les relations avec les États-Unis – Les participants s'attendaient à ce que la nouvelle administration travaille en étroite collaboration avec le gouvernement fédéral pour assurer un déploiement rapide de la vaccination en Amérique du Nord. Certains pensaient d'ailleurs que le Canada était peut-être mieux organisé, à ce stade, que les États-Unis.
- Un système de santé publique et de soins médicaux performant – Certains participants ont fait remarquer que le Canada était un pays éthique, progressiste et sécuritaire, doté d'un système médical et d'infrastructures de pointe permettant de fournir des vaccins à l'ensemble de la population. Selon eux, son principal défi, à titre de pays développé, consistait à recevoir un nombre suffisant de vaccins. Pour autant que cette condition soit remplie, il leur semblait que la logistique de la vaccination ne serait pas trop complexe.
- La répartition géographique de la population – Certains ont également mentionné que la population relativement modeste du Canada, bien que répartie sur un vaste territoire, était assez densément concentrée, ce qui faciliterait la distribution du vaccin.
- La confiance dans le gouvernement canadien – Ce facteur était également vu comme un atout. Il reposait sur la perception selon laquelle des instances comme Santé Canada effectuaient un travail approfondi et rigoureux, et sur l'assurance que les populations vulnérables seraient vaccinées en priorité, comme il se doit. Les participants ont aussi indiqué qu'ils faisaient confiance au gouvernement du Canada pour mettre en œuvre d'importantes mesures de sécurité entourant la livraison et l'entreposage des vaccins et qu'ils s'attendaient à ce que la distribution se déroule de façon ordonnée.

Bon nombre de participants ont hésité à se prononcer sur l'état de la vaccination au Canada par rapport à d'autres pays. Ils estimaient ne pas en savoir assez pour tirer des conclusions définitives. Quelques-uns ne suivaient pas les nouvelles internationales à ce sujet, mais s'intéressaient plutôt aux informations sur la situation nationale provenant de Santé Canada et du gouvernement fédéral. D'autres ont dit qu'ils étaient un peu nerveux de voir la distribution des vaccins se mettre en branle dans des pays comme le Royaume-Uni, et à l'aise avec l'idée que le Canada n'ouvre pas le bal. Cependant, ils croyaient probable que le Canada reçoive les vaccins dans un délai raisonnable, sans doute assez proche de celui d'autres pays.

Quelques participants se sont montrés plus critiques et trouvaient que le Canada était désavantagé par rapport à d'autres pays. Leurs commentaires ont fait ressortir deux enjeux :

- À la différence des autres participants, ils doutaient que le Canada ait la capacité de distribuer les vaccins de manière efficace étant donné la superficie du territoire et les ressources financières insuffisantes, selon eux, consacrées à la tâche. Le modèle de l'Allemagne leur semblait exemplaire, a contrario, non seulement pour son approche en matière de distribution, mais aussi pour ses politiques d'assurance-maladie publique et privée.
- Leurs perceptions négatives étaient également associées au fait que le Canada avait perdu sa capacité de production de vaccins, ce qui le rendait plus vulnérable au nationalisme d'autres pays en matière de vaccination.

Calendrier de vaccination

Plusieurs de nos questions visaient à cerner les attentes des participants concernant le calendrier de vaccination. La plupart d'entre eux s'attendaient à ce qu'on commence à administrer les vaccins en début d'année, soit en janvier ou février, ou à tout le moins dans le courant du premier trimestre de 2021. Certains étaient peu enclins à s'avancer. À nouveau, un petit nombre de participants ont indiqué qu'ils n'en savaient pas assez ou qu'ils avaient entendu différentes estimations et préféraient ne rien dire plutôt que de nourrir de faux espoirs.

La question de savoir à quel moment ils pensaient être personnellement en mesure de recevoir un vaccin a suscité des estimations variées. Les participants autochtones et d'autres, qui s'occupaient de parents âgés ou exerçaient dans le milieu de la santé, s'attendaient à être admissibles à la vaccination très bientôt, ou en tout cas dans les six premiers mois de 2021. Pour les autres, le délai escompté allait de mars à septembre 2021, et plus souvent de juin jusqu'au début de l'automne. Dans les groupes composés de jeunes adultes, la plupart des participants supposaient qu'ils seraient vaccinés à ce moment-là, c'est-à-dire avant la rentrée scolaire.

Quelques participants ont spontanément mentionné leur réticence à se faire vacciner lorsqu'il a été question du calendrier. Même s'ils souhaitaient être immunisés, ils avaient quelques appréhensions face à l'inconnu. Certains préféraient laisser passer un peu plus de temps. Ceux-là s'inquiétaient du caractère précipité du développement des vaccins et préféraient attendre que d'autres Canadiens, et les résidents d'autres pays, aient été vaccinés pour voir si des effets secondaires négatifs se produisent.

Nous leur avons ensuite demandé quelle serait une date cible raisonnable pour vacciner tous ceux qui le souhaitent. De l'avis général, cela pourrait et devrait se faire dans un délai de six mois à un an. Certains croyaient que la campagne se prolongerait peut-être jusqu'au début de 2022, voire jusqu'à l'été. Ils avaient l'impression que ce délai dépendrait entièrement des doses disponibles. Quelques participants ont également mentionné que la vaccination de masse serait fonction non pas tant de l'approvisionnement et de la logistique que des activités d'information et de sensibilisation menées pour vaincre la réticence à la vaccination (voir la prochaine section pour plus de détails à ce sujet).

Une remarque entendue dans d'autres contextes a été reformulée ici – soit le fait que le déploiement des vaccins devrait être bien encadré et se dérouler de façon progressive, sans précipitation, car le temps supplémentaire alloué permettrait de recueillir plus de données sur d'éventuels effets secondaires.

Dans le cadre de cette discussion, il a aussi été mentionné qu'au lieu de vacciner l'ensemble de la population, le Canada devrait plutôt chercher à atteindre le seuil d'immunité collective, pour ensuite offrir les doses en excès à des pays moins développés, afin de lutter contre la pandémie à l'échelle mondiale.

Réticence à la vaccination

Nous avons explicitement demandé aux participants s'ils avaient eux-mêmes l'intention de se faire vacciner. Bien qu'un grand nombre aient immédiatement répondu par l'affirmative, en particulier ceux qui comptaient des personnes immunodéprimées dans leur entourage familial, beaucoup d'autres ont exprimé une forte réticence. De moins nombreux participants ont déclaré d'emblée qu'ils ne se feraient pas vacciner.

Les participants qui s'étaient déjà décidés en faveur de la vaccination ont souligné son importance pour protéger leurs proches et le cercle élargi de leurs relations. Ils souhaitaient pouvoir rendre visite à leurs amis et aux membres de leur famille, notamment aux plus âgés (p. ex., leurs grands-parents). Ils faisaient confiance aux fondements scientifiques des vaccins, et plusieurs ont dit que la décision s'imposait d'elle-même.

Une petite proportion penchait nettement pour l'abstention. Il s'agissait en général de jeunes participants qui, compte tenu de leur âge, de leur bonne santé et du fait qu'ils ne travaillaient pas en première ligne, trouvaient moins important de se faire vacciner. Les participants du Québec et ceux affichant des comportements plus à risque (région de Peel, en Ontario) avaient aussi davantage tendance à défendre ce point de vue. Ils considéraient que la décision était personnelle et que trop d'incertitudes subsistaient concernant l'efficacité et l'innocuité des vaccins. Certains ont dit qu'ils ne voulaient pas servir de « cobayes » (c.-à-d. être les premiers à recevoir un vaccin qui n'avait pas encore fait ses preuves, selon eux). D'autres sont revenus sur le fait qu'il restait maintes questions sans réponse au sujet du virus, ce qui leur faisait douter de l'efficacité du vaccin. Enfin, certains ont mentionné des expériences de vaccination antérieures qui s'étaient accompagnées d'effets secondaires ainsi que leurs réactions allergiques aux œufs et aux protéines d'œuf (qu'ils croyaient présents dans de nombreux vaccins) pour expliquer leur décision.

Beaucoup de participants ont exprimé de la réticence. Certains n'écartaient pas la possibilité de se faire vacciner, mais préféraient attendre de mieux connaître les effets à long terme. Quelques jeunes étaient du nombre : ils préféraient reporter la vaccination, car ils n'avaient pas l'impression d'avoir un mode de vie qui mettait les autres à risque. Cependant, ils ont précisé qu'ils réexamineraient leur position si les voyages redevenaient possibles. Les participants ont mentionné qu'un complément d'information au sujet des vaccins, plus précisément sur leurs ingrédients et leurs effets secondaires possibles, était l'un des facteurs qui pourraient leur faire changer d'idée.

Messages d'intérêt public sur la COVID-19 (Autochtones du Nord de l'Ontario)

Nous avons lu aux participants du groupe composé d'Autochtones du Nord de l'Ontario quatre messages d'intérêt public que le gouvernement du Canada était en train d'élaborer. Le modérateur a fourni une description de chacun des messages, avant de lire les scénarios correspondants à voix haute (à deux reprises). Il a ensuite posé une série de questions aux participants pour recueillir leurs réflexions et leurs impressions à propos de chaque scénario. En guise de contexte, les participants ont été informés que pour chaque message d'intérêt public, ils verraient des professionnels de la santé autochtones parler à l'écran.

Messages portant sur les directives en matière de santé publique et le dépistage

Pour commencer, nous avons lu le message d'intérêt public suivant, qui s'articulait autour des consignes de santé publique et du dépistage de la COVID-19.

Même si un vaccin contre la COVID-19 est en voie de devenir disponible, le virus est toujours une menace pour la santé de nos familles et de nos collectivités.

Faisons tous notre part :

évitons les rassemblements, lavons-nous les mains, portons un masque, restons à deux mètres des autres, et si l'on a des symptômes, on reste à la maison.

Continuons de se protéger.

Pour en savoir plus, consultez Canada.ca/le-coronavirus ou composez le 1 833 784-4397.

Un message du gouvernement du Canada.

Nous avons ensuite demandé aux participants quelles étaient leurs premières impressions. Tout compte fait, les participants se sont montrés assez critiques. La plupart estimaient que le message d'intérêt public n'était pas pertinent pour eux, car il ne présentait aucune information nouvelle et ne faisait que répéter des directives de santé publique qu'ils connaissaient ou suivaient déjà. Selon les participants, le message gagnerait en efficacité s'il mettait plutôt l'accent sur les raisons pour lesquelles ils devraient respecter ces mesures. Les participants jugeaient que le message sur l'unité et sur la protection de la communauté, de la famille et des aînés pouvait être renforcé à cet égard.

Quelques participants ont mentionné précisément que l'utilisation du terme « menace » leur déplaisait. Ils avaient l'impression que ce mot attisait la peur et estimaient que beaucoup de personnes vivaient déjà dans la crainte. Ils ont proposé d'employer une approche différente qui aborderait la gravité de la situation, mais sans recourir à une terminologie qu'ils jugeaient alarmiste.

Sur une note positive, tous les participants ont mentionné que le langage utilisé était simple, concis, clair et facile à comprendre. De plus, beaucoup d'entre eux ont bien accueilli l'utilisation de travailleurs de la santé autochtones comme porte-parole et le message disant que les vaccins seraient bientôt disponibles les rassurait.

Messages portant sur les vaccins contre la COVID-19

Après le premier message d'intérêt public, nous avons lu aux participants trois autres messages qui portaient sur les vaccins contre la COVID-19. Nous leur avons présenté un à un les messages suivants, avant de les inviter à comparer les trois à la fin de discussion.

Sur les trois messages d'intérêt public, c'est le message intitulé « Vaccination prioritaire » qui a été désigné par une majorité de participants comme étant le plus efficace pour aider les Autochtones à décider ou non de se faire vacciner.

Vaccination prioritaire

Les vaccins contre la COVID-19 seront bientôt disponibles partout au Canada.

Ceux et celles qui ont le plus besoin de vaccins les recevront en premier.

Les dirigeants autochtones participeront à la décision visant à déterminer qui sera vacciné en premier.

Pour en savoir plus, consultez Canada.ca/le-coronavirus ou composez le 1 833 784-4397.

Un message du gouvernement du Canada.

De façon générale, les participants trouvaient que le style et les renseignements de ce message étaient bien équilibrés. Beaucoup ont mentionné le caractère rassurant et le ton inclusif du message. De nombreux participants ont été très touchés par ce message, parce qu'il précisait que les Autochtones faisaient partie de la solution, et ça les réconfortait de savoir que les dirigeants autochtones prenaient activement part au processus décisionnel. Le fait que le message communiquait bien des informations importantes sur l'approche employée pour déterminer qui sera vacciné en premier a aussi été salué par les participants.

Ce message est celui qui a eu le plus la cote auprès des participants, mais ces derniers ont tout de même proposé d'y apporter des améliorations nuancées. Quelques participants n'aimaient pas l'utilisation de « will help » dans la version anglaise du message, qui laissait entendre que l'apport des dirigeants autochtones se limitait maintenant à aider lors des discussions sur la vaccination. Les participants avaient l'impression que le message serait mieux accueilli s'il précisait que les dirigeants autochtones « aident déjà », ce qui confirmerait qu'ils étaient inclus tout au long du processus. D'autres pensaient que l'emploi du terme « Canadiens » dans la version anglaise n'était pas représentatif des peuples autochtones et ne les englobait pas.

Les deux autres messages d'intérêt public, « Points saillants » et « Médecine traditionnelle », étaient considérés comme moins efficaces que le message « Vaccination prioritaire » pour diverses raisons.

Dans l'ensemble, les participants avaient des avis partagés à propos du message d'intérêt public suivant, intitulé « Points saillants ».

Points saillants

Voici des faits importants que vous devez connaître à propos des vaccins contre la COVID-19 :

Les vaccins sont efficaces.

Seuls les vaccins sécuritaires seront approuvés au Canada.

Les vaccins contre la COVID-19 seront gratuits et accessibles à tous au fil du temps.

Informez-vous sur les vaccins.

Pour en savoir plus, consultez Canada.ca/le-coronavirus ou composez le 1 833 784-4397.

Un message du gouvernement du Canada.

Les participants s'entendaient pour dire que le message était clair et que le langage utilisé était facile à comprendre. D'autres commentaires élogieux avaient trait à la mention que seuls des vaccins « efficaces et sécuritaires » seront administrés, certains ayant affirmé que cet énoncé les rendait moins réticents à se faire vacciner contre la COVID-19.

À l'inverse, le message semblait raviver certaines craintes chez d'autres participants. Ces derniers ont mentionné recevoir beaucoup d'informations contradictoires sur les vaccins par l'intermédiaire des médias sociaux. Les participants se souvenaient d'avoir entendu parler de Canadiens qui avaient été malades après avoir été vaccinés et cela engendrait plus de stress et de confusion chez eux. Par ailleurs, de rares participants ont fait part d'une méfiance intrinsèque par rapport au gouvernement fédéral qui nuisait à la crédibilité du message.

Le message suivant, intitulé « Médecine traditionnelle », était jugé le moins efficace des messages d'intérêt public. Pour la plupart des participants, les aspects négatifs l'emportaient sur les éléments positifs.

Médecine traditionnelle

Les dirigeants autochtones et le personnel de la santé se tournent vers les systèmes de connaissances traditionnelles comme source de sagesse et de conseils pour protéger la communauté contre la COVID-19.

Les nouveaux vaccins contre la COVID-19 s'ajoutent à cette approche et ils aideront à protéger nos Aînés et les personnes plus à risque.

Informez-vous sur les vaccins.

Pour en savoir plus, consultez Canada.ca/le-coronavirus ou composez le 1 833 784-4397.

Un message du gouvernement du Canada.

Le ton du message ne plaisait pas aux participants, qui le trouvaient condescendant. Selon eux, il leur disait quoi faire, au lieu d'être engageant et informatif. De plus, quelques participants ont critiqué le fait que le message semblait s'adresser uniquement aux Autochtones. Ça les mettait mal à l'aise d'être ciblés en particulier de manière aussi flagrante.

Parmi les aspects positifs, l'idée de « protéger les Aînés » plaisait à certains participants, car c'était un groupe vulnérable et important à leurs yeux. Enfin, quelques participants aimaient que le message fasse mention des approches traditionnelles en médecine.

Concepts créatifs sur les voyages – essai pilote (résidents de la GRM présentant des

comportements plus à risque, jeunes adultes de la grande région de Vancouver)

Le gouvernement du Canada a élaboré trois concepts créatifs qui visaient à informer la population canadienne sur des questions liées à la COVID-19, plus particulièrement à fournir des conseils et des lignes directrices aux personnes qui envisageraient de voyager au Canada ou à l'étranger. Nous avons montré trois concepts publicitaires pour les médias sociaux aux participants des deux groupes. Même si les concepts étaient quelque peu différents quant aux images employées, et ce sur quoi ils mettaient chacun l'accent, les trois se présentaient sous la forme d'une question (posée à l'auditoire sur un aspect précis du voyage) et invitaient la population canadienne à se renseigner avant de décider de voyager en consultant le site Web du gouvernement du Canada (voyage.gc.ca/voyage-covid).

Pour deux des trois concepts, nous avons montré aux participants deux versions ou variations du concept afin d'illustrer comment il pouvait être adapté à des publics et des objectifs différents. Nous leur avons présenté la version quasi finale de chacun des concepts. L'évaluation à cette étape se voulait donc davantage un « essai pilote » qu'un moyen de recueillir des impressions sur la direction artistique, qui est généralement mis en œuvre beaucoup plus tôt dans le processus d'élaboration des concepts créatifs. Aussi, les commentaires des participants devaient surtout servir à évaluer l'efficacité des publicités, compte tenu des objectifs de la campagne, et à déterminer les problèmes ou les points à améliorer avant leur diffusion publique.

Pour les besoins de l'évaluation, les concepts ont été désignés comme suit :

- Hiver : versions 1 et 2
- Quarantaine :
- Général : versions 1 et 2

Une analyse plus détaillée des résultats dégagés de la discussion est fournie ci-dessous pour chaque concept, accompagnée des images montrées aux participants.

Concept « Hiver » : versions 1 et 2

Nous avons présenté deux versions de ce concept aux participants, lesquelles sont toutes deux intégrées ci-dessous.



La figure ci-dessus présente une publicité conçue pour les médias sociaux, dans laquelle on peut voir le pseudonyme du gouvernement du Canada tout en haut (y compris un petit logo du gouvernement du Canada, un cercle bleu avec un crochet blanc et @canada.ca). Le titre principal (dans la partie supérieure de la publicité) est le suivant : « Vous envisagez de voyager pour les Fêtes? Renseignez-vous d'abord. Visitez voyage.gc.ca/voyage-covid pour connaître les plus récentes consignes et restrictions relatives aux voyages. » L'image principale de la publicité se compose d'un fond bleu marine et d'une photographie (à droite), encadrée par une feuille d'érable, qui met en scène une femme qui regarde droit devant elle et un homme et un enfant qui cuisinent ensemble en arrière-plan. Le titre principal « Est-ce qu'on devrait partir durant les vacances cet hiver? » et le sous-titre « Renseignez-vous avant de décider de voyager. » figurent dans la partie gauche. Dans la partie inférieure de l'image principale se trouve une bannière gris pâle qui contient en caractères bleu marine l'adresse du site Web « voyage.gc.ca/voyage-covid » et le mot-symbole « Canada » à droite. Sous l'image principale de la publicité, on peut lire en noir sur fond blanc le texte « COVID-19 : voyage, quarantaine et frontières » et le sous-texte « Apprenez-en plus à voyage.gc.ca/voyage-covid ». À l'extrémité inférieure de la publicité, de petites icônes permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publicité.



La figure ci-dessus présente une publicité conçue pour les médias sociaux, dans laquelle on peut voir le pseudonyme du gouvernement du Canada tout en haut (y compris un petit logo du gouvernement du Canada, un cercle bleu avec un crochet blanc et @canada.ca). Le titre principal (dans la partie supérieure de la publicité) est le suivant : « Vous envisagez de voyager pour les Fêtes? Renseignez-vous d'abord. Visitez voyage.gc.ca/voyage-covid pour connaître les plus récentes consignes et restrictions relatives aux voyages. » L'image principale de la publicité se compose d'un fond bleu marine et d'une photographie (à droite), encadrée par une feuille d'érable, qui met en scène une femme âgée qui regarde droit devant elle et un homme âgé qui prépare du café en arrière-plan. Le titre principal « Est-ce qu'on devrait aller voir notre famille pour les Fêtes? » et le sous-titre « Renseignez-vous avant de décider de voyager. » figurent dans la partie gauche. Dans la partie inférieure de l'image principale se trouve une bannière gris pâle qui contient en caractères bleu marine l'adresse du site Web « voyage.gc.ca/voyage-covid » et le mot-symbole « Canada » à droite. Sous l'image principale de la publicité, on peut lire en noir sur fond blanc le texte « COVID-19 : voyage, quarantaine et frontières » et le sous-texte « Apprenez-en plus à voyage.gc.ca/voyage-covid ». À l'extrémité inférieure de la publicité, de petites icônes permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publicité.

À la lumière de leurs réactions, les participants préféraient la version 2 à la version 1, surtout parce que la question posée dans la version 1, « Est-ce qu'on devrait partir durant les vacances cet hiver? », laissait sous-entendre que les voyages étaient bel et bien autorisés, malgré la fermeture de la frontière canado-américaine et les autres restrictions de voyage en place au moment de la tenue de ces groupes de discussion. La plupart des participants trouvaient la question posée dans la version 2 de ce concept, « Est-ce qu'on devrait aller voir notre famille pour les Fêtes? » plus pertinente et raisonnable. Plusieurs participants du groupe de la GRM avaient un penchant pour le caractère plus général de la version 1 par rapport à la version 2. Selon eux, la version 1 se rapportait plus directement aux voyages à l'étranger et la version 2 au fait de rendre visite à des membres de la famille, plutôt qu'à l'idée de voyager pour aller les voir. Quelques-uns ont fait remarquer qu'une combinaison des messages contenus dans les deux versions serait plus efficace pour encourager la population canadienne à se renseigner quant aux plus récentes consignes et restrictions relatives aux voyages.

Les principales réactions des participants à la version 1 ont été la confusion et les craintes. Même si les participants avaient l'impression que les voyageurs assidus qui avaient hâte d'organiser leur prochain voyage à l'étranger s'intéresseraient particulièrement à la publicité, ils s'interrogeaient sur le moment choisi et la motivation derrière la publicité.

Certains participants pensaient que la publicité attirerait l'attention des voyageurs passionnés et que la plupart d'entre eux souhaiteraient en savoir plus sur les consignes et restrictions relatives aux voyages avant de planifier un périple. Cela dit, la plupart des participants craignaient que la publicité n'aille à l'encontre des initiatives du gouvernement fédéral visant à limiter les voyages qui faisaient partie des principales mesures de santé publique adoptées pour réduire la propagation transfrontalière de la COVID-19. Ils jugeaient inapproprié en ce moment de diffuser ce genre de publicités, estimant qu'il était préférable d'attendre que les restrictions de voyage soient assouplies ou complètement levées.

Les participants comprenaient que le message ou l'objectif principal consistait à inciter les personnes qui envisagent de voyager à se renseigner avant de partir, mais ils estimaient que la publicité donnait aux personnes qui avaient l'intention de voyager l'autorisation de le faire. Aux dires de certains, cet aspect de la publicité (p. ex., encourager d'éventuels voyages) attirerait plus l'attention que l'élément qu'ils considéraient comme le principal appel à l'action (p. ex., visiter le site Web et se renseigner avant de décider de voyager).

Les réactions à la version 2 de ce concept ont été un peu plus positives. Les participants estimaient que la question posée dans la publicité, « Est-ce qu'on devrait aller voir notre famille pour les Fêtes? », était plus opportune et pertinente et qu'ils s'y identifiaient davantage, car la plupart soupesaient une telle possibilité. Ils pensaient aussi que les voyages pour aller voir la famille ou pour des raisons familiales étaient plus probables et en quelque sorte plus acceptables par rapport aux voyages d'agrément. La mention de la famille dans la question était également considérée comme une façon subtile d'encourager les Canadiens à réfléchir aux répercussions sur les autres, plus particulièrement au risque d'exposer les membres de leur famille au virus s'ils décident de leur rendre visite pendant les Fêtes.

Néanmoins, conformément aux opinions formulées à l'égard de la version 1, il a été avancé que cette publicité autorisait implicitement les personnes qui envisageaient de voyager à le faire. Il s'agissait d'une préoccupation importante pour une majorité de participants, compte tenu de l'opinion dominante dans les deux groupes qu'il était à la fois inapproprié et risqué de voyager durant cette période. D'après quelques participants, la publicité se rapportait moins aux voyages en tant que tels et plus au fait d'aller voir les membres de la famille, peu importe s'ils résident dans la même collectivité ou province, dans une autre province ou à l'extérieur du Canada. Par ailleurs, certains se demandaient si le message laissait entendre qu'ils ne devaient pas rendre visite aux membres de leur famille, qu'ils habitent tout près, dans la même collectivité ou province, au Canada ou à l'étranger. Sur ce plan, la publicité portait à confusion.

Beaucoup de participants se demandaient au bout du compte si cette publicité visait a) à promouvoir les voyages ou b) à autoriser les voyages seulement dans certaines conditions ou si des mesures particulières sont prises au préalable. Tant pour la version 1 que pour la version 2, les participants s'entendaient pour dire que la formulation du message clé devrait être moins passive. Ils pensaient que les deux versions gagneraient à être plus claires, moins ambiguës et plus explicites pour exprimer

l'idée que les voyages ne sont pas recommandés en ce moment, mais que de l'information est disponible pour les personnes qui doivent voyager et que les voyageurs doivent se renseigner pour se protéger et protéger les autres.

Concept « Quarantaine »

Même si certains participants reconnaissent que la forme interrogative utilisée dans ce concept servait à attirer l'attention du public et à interpeller plus directement les voyageurs éventuels, la plupart ont critiqué cette technique, estimant qu'elle nuisait à la clarté du message principal. À l'inverse, de l'avis de la plupart des participants, des énoncés qui vont droit au but, par exemple « Tous ceux qui arrivent au Canada doivent faire une quarantaine » ou « Si vous devez voyager, renseignez-vous avant », seraient plus efficaces pour communiquer des renseignements importants à ceux qui envisagent de voyager à l'étranger.



La figure ci-dessus présente une publicité conçue pour les médias sociaux, dans laquelle on peut voir le pseudonyme du gouvernement du Canada tout en haut (y compris un petit logo du gouvernement du Canada, un cercle bleu avec un crochet blanc et @canada.ca). Le titre principal (dans la partie supérieure de la publicité) est le suivant : « Vous envisagez de voyager? Renseignez-vous d'abord. Visitez voyage.gc.ca/voyage-covid pour connaître les plus récentes consignes et restrictions relatives aux voyages. » L'image principale de la publicité se compose d'un fond vert foncé et d'une photographie (à droite) mettant en scène un homme qui regarde droit devant lui avec un mur de brique en arrière-plan. Le titre principal « Est-ce qu'il va falloir faire une quarantaine en arrivant au Canada? » et le sous-titre « Renseignez-vous avant de décider de voyager. » figurent dans la partie gauche. Dans la partie inférieure de l'image principale se trouve une bannière gris pâle qui contient en caractères vert foncé l'adresse du site Web « voyage.gc.ca/voyage-covid » et le mot-symbole « Canada » à droite. Sous l'image principale de la

publicité, on peut lire en noir sur fond blanc le texte « Informez-vous avant de voyager » et le sous-texte « voyage.gc.ca/voyage-covid ». À l'extrémité inférieure de la publicité, de petites icônes permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publicité.

Les participants ont formulé des commentaires sur deux éléments précis du message :

- Ils recommandaient de modifier la question « Vous envisagez de voyager? » posée au début du message. De l'avis général, l'emploi du verbe « envisager » s'apparentait à une invitation. Par ailleurs, les participants qui ont évalué la version anglaise de la publicité étaient préoccupés par l'utilisation du terme « trip » au lieu de « travel », car ils associaient ce premier terme aux vacances et le second à un déplacement plus essentiel ou officiel. Par conséquent, les participants jugeaient qu'une formulation telle que « Ne voyagez qu'en cas de nécessité » serait plus appropriée et conforme au message du gouvernement du Canada qui recommande d'éviter tout voyage non essentiel pour le moment.
- Il a aussi été suggéré de reformuler la question relative à la quarantaine sous forme d'exposé factuel, comme mentionné ci-dessus. Selon eux, cet argument gagnerait à être plus clair et factuel et la forme interrogative pourrait être utilisée pour inciter le lecteur ou l'auditoire à obtenir plus d'informations. Les participants ont proposé d'autres énoncés, dont le suivant : « Le saviez-vous? Vous devez faire une quarantaine en arrivant au Canada. Renseignez-vous sur les exigences et pour savoir pourquoi elles sont nécessaires et qui devrait voyager en ce moment. »

Sur une note positive, les participants trouvaient judicieux l'accent mis sur la quarantaine imposée aux voyageurs qui arrivent au Canada, car il s'agissait selon eux d'une restriction sérieuse et importante que plus de gens devraient connaître. De plus, ils trouvaient que la mention des mesures de quarantaine capterait l'attention du public cible et l'amènerait à examiner plus attentivement les règles et les exigences applicables aux voyageurs qui arrivent au Canada ou sont de retour au pays.

Concept « Général » : versions 1 et 2

Les deux versions de ce concept ont été en général bien accueillies. Les participants s'opposaient moins à l'utilisation de la forme interrogative dans ces deux versions, car les questions posées leur semblaient plus informatives et ressemblaient moins à une invitation à voyager. Selon les participants, les questions indiquaient clairement que de nouveaux renseignements sur les lignes directrices ou consignes relatives aux voyages étaient disponibles et ils trouvaient cette information utile et digne d'intérêt pour quiconque envisagerait de voyager au Canada ou à l'étranger.



La figure ci-dessus présente une publicité conçue pour les médias sociaux dont l'annonceur est le gouvernement du Canada. Dans le haut de la publicité, on peut voir un petit logo du gouvernement du Canada, un cercle bleu avec un crochet blanc et le pseudonyme @canada.ca. Le titre principal de la publication (dans la partie supérieure de la publicité) est le suivant : « Vous envisagez de voyager? Renseignez-vous d'abord. Visitez voyage.gc.ca/voyage-covid pour connaître les plus récentes consignes et restrictions relatives aux voyages. » L'image principale de la publicité se compose d'un fond vert foncé et d'une photographie (à droite), encadrée par une feuille d'érable, qui met en scène une femme tenant une tasse sur un arrière-plan vert pâle. Le titre principal « Y a-t-il de nouvelles directives pour les voyages? » et le sous-titre « Renseignez-vous avant de décider de voyager. » figurent dans la partie gauche. Dans la partie inférieure de l'image principale se trouve une bannière gris pâle qui contient en caractères vert foncé l'adresse du site Web « voyage.gc.ca/voyage-covid » et le mot-symbole « Canada » à droite. Sous l'image principale de la publicité, on peut lire en noir sur fond blanc le texte « Informez-vous avant de voyager » et le sous-texte « voyage.gc.ca/voyage-covid ». À l'extrémité inférieure de la publicité, de petites icônes permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publicité.



La figure ci-dessus présente une publicité conçue pour les médias sociaux, dans laquelle on peut voir le pseudonyme du gouvernement du Canada tout en haut (y compris un petit logo du gouvernement du Canada, un cercle bleu avec un crochet blanc et @canada.ca). Le titre principal (dans la partie supérieure de la publicité) est le suivant : « Vous envisagez de voyager? Renseignez-vous d'abord. Visitez voyage.gc.ca/voyage-covid pour connaître les plus récentes consignes et restrictions relatives aux voyages. » L'image principale de la publicité se compose d'un fond vert foncé et d'une photographie (à droite), encadrée par une feuille d'érable, qui met en scène une femme tenant une tasse sur un arrière-plan vert pâle. Le titre principal « Quelles sont les règles concernant les voyages? » et le sous-titre « Renseignez-vous avant de décider de voyager. » figurent dans la partie gauche. Dans la partie inférieure de l'image principale se trouve une bannière gris pâle qui contient en caractères vert foncé l'adresse du site Web « voyage.gc.ca/voyage-covid » et le mot-symbole « Canada » à droite. Sous l'image principale de la publicité, on peut lire en noir sur fond blanc le texte « Informez-vous avant de voyager » et le sous-texte « voyage.gc.ca/voyage-covid ». À l'extrémité inférieure de la publicité, de petites icônes permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publicité.

La plupart des participants trouvaient que ce concept serait efficace pour inciter les gens à cliquer sur l'adresse du site Web pour obtenir plus d'informations. Bon nombre de participants ont dit que le concept était simple et qu'il avait piqué leur curiosité.

Voici les principales critiques que les participants ont formulées à propos de ces concepts :

- Dans la même veine que les commentaires émis à l'égard des deux autres concepts, certains participants souhaitaient un ton plus ferme. Ils ont suggéré de commencer les questions par « Le saviez-vous? », pour attirer l'attention des gens sur des renseignements importants ou nouveaux à propos des restrictions de voyage.
- Certains trouvaient ces publicités trop générales et pas assez directes. Cette perception était attribuable à la formulation des questions, « Y a-t-il de nouvelles directives...?/Quelles sont les règles...? » ainsi qu'à l'approche ou au ton, jugés trop légers.

- De rares participants ont également fait remarquer qu'il est question de « directives » dans la version 1 et de « règles » dans la version 2 et trouvaient ce dernier terme plus ferme que le premier. Ils préféreraient une publicité au ton plus ferme qui fait référence à des règles plutôt qu'à des directives.

Parmi les deux versions, c'est la version 2 qui avait plus la cote chez les participants, qui la jugeaient plus efficace pour encourager la population canadienne à se renseigner sur les plus récentes consignes et restrictions relatives aux voyages. Ils estimaient que la question commençant par « Quelles sont les règles...? » était un peu plus directe. D'autres pensaient que la question devait mentionner les modifications apportées aux règles et ont proposé la formulation « Quelles sont les nouvelles règles concernant les voyages? » pour indiquer qu'il s'agissait d'une mise à jour. Selon les participants, cela inciterait aussi les personnes qui connaissaient bien les restrictions de voyage à s'informer sur ce qui avait changé.

Évaluation des campagnes publicitaires (résidents de la région de Peel [Ontario] présentant des comportements plus à risque, résidents de la GRM présentant des comportements plus à risque)

Tout au long de la pandémie, le gouvernement fédéral a mené différentes campagnes publicitaires pour informer la population canadienne sur la COVID-19 ainsi que sur les programmes de soutien financier offerts et les mesures de santé publique en place pour protéger les Canadiens.

Nous avons présenté aux participants de deux groupes de discussion trois publicités vidéo tirées de campagnes différentes qui visaient à sensibiliser la population aux protocoles de sécurité et de santé publique et à les inciter à continuer de les respecter :

- « Tout ça pour ça »
- « Paillettes »
- Publicité mettant en vedette la Dre Theresa Tam (dans la version anglaise) et le Dr Njoo (dans la version française)

Puisque ces publicités avaient déjà fait l'objet d'une diffusion publique au moment de la tenue des groupes, il est possible qu'une ou plusieurs d'entre elles aient déjà été visionnées par les participants.

Dans le but d'évaluer les réactions des participants aux publicités et afin d'éliminer tout biais possible relatif à l'ordre, les trois publicités ont été présentées dans un ordre différent aux groupes. Nous avons laissé aux participants le temps de regarder chaque publicité, puis nous leur avons posé une série de questions pour recueillir leurs réflexions et leurs impressions à propos de chacune, obtenir leurs commentaires sur ce qu'ils renaient comme message clé et savoir comment ils réagiraient probablement à l'information fournie. Pour conclure la discussion, les participants ont été invités à

choisir parmi les trois publicités celle qui serait selon eux la plus efficace pour encourager les gens à modifier leurs comportements afin de limiter la propagation de la COVID-19.

Les participants des deux groupes se sont ralliés dans une proportion similaire à deux des publicités, à savoir « Tout ça pour ça » et « Paillettes », les jugeant plus efficaces pour faire adopter des changements positifs. Cela dit, les participants ont relevé des différences importantes entre chacune des trois publicités, surtout quant au ton et au message principal. La publicité mettant en vedette la D^e Theresa Tam et le D^r Njoo, bien que considérée comme informative, n'a pas autant fait vibrer les cordes sensibles des participants que les deux autres.

Les réactions des participants à chacune des publicités sont présentées plus en détail ci-dessous.

Publicité « Tout ça pour ça »

Dans les deux groupes, la majorité de participants a réagi très favorablement à la publicité intitulée « Tout ça pour ça ». Ils ont été nombreux à trouver très émouvants les scénarios d'événements marquants de la vie et d'activités sociales, car ils leur rappelaient des moments plus heureux avant la pandémie et laissaient espérer ce que la population canadienne pouvait s'attendre à vivre une fois la pandémie derrière elle.



3 Tout ça pour ça.mp4

La vidéo ci-dessus commence par une séquence dans laquelle on voit une femme dans sa voiture. Elle met ensuite un masque non médical, puis entre dans un magasin. La séquence suivante met en scène plusieurs jeunes réunis dans un salon, qui rient et sont en train de manger et de boire ensemble. La séquence fait place à l'image d'un homme qui dort dans l'avion, la bouche ouverte. Pendant que ces trois séquences défilent, on entend une narratrice dire : « Chaque fois que vous portez un masque, souvenez-vous que c'est pour qu'on puisse recommencer à faire ça et ça. » Les trois séquences qui suivent montrent tour à tour un homme qui se lave les mains à l'eau savonneuse et une jeune femme qui lui tend un linge, un plan en plongée de convives qui lèvent leurs verres et en dernier lieu, un couple de personnes âgées qui dansent au milieu d'un petit groupe. Durant ces séquences, on entend une narratrice dire : « Chaque fois que vous vous lavez les mains, souvenez-vous que c'est pour qu'un jour on en profite comme eux et eux. » On voit ensuite une série de brèves séquences qui montrent un jeune homme en conférence vidéo avec ses amis, un mariage en plein air, un DJ qui joue devant une grosse foule et à la fin, une partie de hockey au cours de laquelle deux amis célèbrent dans les estrades. La narratrice dit : « Chaque fois que vous vous rassemblez ici, souvenez-vous qu'à un moment donné, on pourra tous être ensemble ici, ici et ici. » On voit ensuite un écran bleu sur lequel figurent en blanc le message « Continuons de suivre les mesures de santé publique de la COVID-19. » ainsi que l'adresse URL « canada.ca/le-coronavirus » et le numéro de téléphone « 1 833 784-4397 » dans le bas de l'écran. La narratrice dit ensuite : « Protégeons-nous les uns les autres de la COVID-19. Un message du gouvernement du Canada. » À la fin de la publicité, on voit un écran noir sur lequel figure le mot-symbole « Canada ».

Voici quelques aspects de la publicité, se rapportant surtout au ton et au message, qui ont été salués par les participants :

- L'accent mis sur la « situation d'ensemble » – Aux yeux de nombreux participants, en représentant différents événements, la publicité dresse un portrait plus complet et général. De plus, les participants trouvaient que cette approche était efficace pour renforcer un message clé, à savoir

que les mesures de santé publique sont temporaires et que les Canadiennes et les Canadiens doivent continuer de se concentrer sur les gestes qui leur permettront de retrouver une certaine forme de normalité.

- Le renforcement de la patience et de la persévérance – Dans la foulée de ce qui précède, les participants estimaient que la publicité était efficace pour encourager chaque Canadienne et chaque Canadien à être patients et à continuer d’appliquer rigoureusement les mesures de santé publique dans l’intérêt de tous les Canadiens à long terme.
- Éveil d’un sentiment d’appartenance à la collectivité – Plusieurs participants jugeaient encourageantes et motivantes les notions d’unité et d’appartenance évoquées dans cette publicité.
- Caractère inclusif – La mise en scène dans la publicité d’événements auxquels tous les Canadiens pouvaient s’identifier d’une façon ou d’une autre, qui renforçait le sens de la communauté et la persévérance a été bien accueillie par les participants.
- Charge émotive – La publicité se caractérisait avant tout par sa capacité à émouvoir. Pour beaucoup de participants, les moments représentés faisaient vibrer leurs cordes sensibles et cela les incitait à respecter plus que jamais les mesures de santé publique. Ils renforçaient aussi une volonté encore plus grande de faire des sacrifices maintenant pour avoir un meilleur avenir.
- Ton positif en général – Quelques participants ont souligné l’optimisme qui se dégageait de la publicité. Ils trouvaient le ton plein d’espoir, encourageant, apaisant et rassurant. Certains avaient l’impression qu’il calmait leurs craintes. Le côté narratif de la publicité et le portrait réaliste d’événements marquants de la vie contribuaient à cette impression. Aux dires des participants, le ton de la publicité était à la fois juste et approprié, notamment parce qu’elle ne faisait pas de promesses exagérées sur ce à quoi les prochaines semaines et les prochains mois ressembleraient pour les Canadiens.

Les participants ont formulé peu de critiques à propos de cette publicité, si ce n’est que le rappel des moments qu’ils manquaient pendant la pandémie les avait attristés. Par ailleurs, quelques-uns pensaient que cette publicité n’était peut-être pas aussi efficace que les autres pour marteler l’importance de continuer d’adhérer aux consignes de santé publique (p. ex., porter un masque, utiliser un désinfectant pour les mains).

Dans l’ensemble, beaucoup de participants des deux groupes ont préféré cette publicité parce qu’elle était émouvante et portait à la réflexion.

Publicité « Paillettes »

Les participants ont également réagi favorablement à la publicité « Paillettes », qui représentait bien visuellement à quel point le virus se propage facilement et rapidement. Beaucoup ont salué la technique créative employée dans la publicité, qui faisait une analogie entre la poudre pailletée mauve et le virus.



2 Paillettes.mp4

La vidéo ci-dessus débute par une séquence dans laquelle on voit une jeune femme recouverte de poudre pailletée mauve qui arrive à un party et enlace un jeune homme. Durant l'accolade, la jeune femme laisse de la poudre pailletée sur le chandail du jeune homme. Dans la séquence suivante, on voit un homme mangeant des croustilles qu'il pige dans un bol recouvert de poudre pailletée mauve et une jeune femme qui lui tient la main. Le même jeune homme est ensuite transposé chez lui, dans sa cuisine. Ses vêtements sont couverts de poudre pailletée, tout comme différents endroits dans la cuisine, comme le comptoir, le frigo et les armoires. Sur le comptoir repose une boîte de biscuits aussi couverte de poudre pailletée à partir de laquelle il mange. La mère du jeune homme entre dans la pièce, vêtue d'une robe de chambre. Elle s'approche et prend dans la boîte couverte de poudre pailletée un biscuit qu'elle porte à sa bouche. On entend une narratrice dire : « Est-ce que ça vaut vraiment la peine d'aller à un party? » Dans la dernière séquence, on voit un gros plan de la mère qui mange le biscuit. Elle aussi a de la poudre pailletée autour de la bouche et on voit sa main prendre un autre biscuit de la boîte pailletée, à côté d'un verre de lait couvert de la même poudre pailletée. Le texte « Te mettre à risque, ça met tout le monde à risque. » est superposé sur l'écran, pendant qu'on entend la narratrice le lire. La narratrice lit ensuite le texte « Aidons à limiter la propagation de la COVID-19. », qui est affiché en rose foncé sur fond rose pâle. Le mot COVID-19 est affiché en jaune à l'écran sur un fond de poudre pailletée mauve. À la fin de la publicité, on voit un écran noir sur lequel figure le mot-symbole « Canada ».

Plusieurs participants estimaient que la publicité parvenait très efficacement à mettre le virus en perspectives pour eux. Le transfert de la poudre pailletée mauve (c.-à-d. le virus) d'une personne à l'autre en partageant de la nourriture, en s'enlaçant, etc., montrait combien la propagation du virus peut être rapide et étendue durant des actions et interactions humaines courantes et naturelles. Certains avaient l'impression que beaucoup de personnes ne réalisaient pas la facilité avec laquelle la COVID-19 se transmettait parce que le virus est silencieux et invisible. La publicité représentait cette réalité de manière fascinante, graphique et visible, en renforçant l'idée que la transmission peut se faire à l'insu des gens. Sur ce plan, les participants jugeaient que la publicité parvenait à sensibiliser le public à propos de la propagation « silencieuse » et furtive du virus et à leur faire prendre conscience des conséquences de leurs actions.

Même si de nombreux participants pensaient que la publicité devrait surtout s'adresser à des jeunes, en raison de la séquence mettant en scène des jeunes lors d'un party privé, beaucoup ont formulé des commentaires élogieux sur l'utilisation imagée de la poudre pailletée mauve pour représenter visuellement le virus. Ce procédé créatif leur semblait unique et efficace et rendait bien l'instantanéité de la propagation du virus.

Les participants ont formulé deux petites critiques sur cette publicité. D'une part, la séquence illustrant un party privé ne leur apparaissait pas totalement réaliste et d'autre part, la question de choix personnel les préoccupait. À cet effet, ils étaient d'avis que les personnes pouvaient choisir de se rassembler ou non et que cette publicité laissait entendre que les interactions sociales étaient inacceptables.

Dans l'ensemble, la plupart convenaient que cette publicité inciterait les gens à modifier leurs comportements, surtout à l'approche de la période des fêtes. Certains ont dit que la publicité leur donnait l'occasion de réfléchir à leurs comportements et interactions au quotidien, pas seulement à leur façon d'agir lors de réunions officielles. Selon eux, il y avait un lien direct entre la vitesse de propagation du virus et leurs activités quotidiennes et la publicité les sensibilisait davantage à la nécessité de modifier leurs comportements pour limiter la transmission ou éviter les situations présentant un risque d'exposition au virus.

Publicité mettant en vedette la D^{re} Theresa Tam (en anglais) et le D^r Njoo (en français)

La publicité dans laquelle la D^{re} Theresa Tam, administratrice en chef de la santé publique du Canada (dans la version anglaise) et le D^r Njoo, administrateur en chef adjoint de la santé publique du Canada (dans la version française) parlaient des protocoles de lutte contre la COVID-19 et encourageaient les Canadiens à continuer de les respecter était considérée comme informative et vue d'un œil favorable par les participants.



1 Dr Njoo.mp4

La vidéo ci-dessous met en vedette le D^r Njoo assis à un bureau, avec un masque et du désinfectant à proximité et un drapeau du Canada en arrière-plan. Le titre du D^r Njoo, administrateur en chef adjoint de la santé publique du Canada, est affiché à l'extrémité gauche de l'écran tout au long de la vidéo. Le D^r Njoo dit ce qui suit : « La pandémie de COVID-19 est une situation sérieuse. Il faut continuer d'appliquer toutes les mesures de santé publique. Suivez les consignes locales sur les rassemblements, pratiquez l'éloignement physique, lavez vos mains, portez un masque et téléchargez l'application Alerte COVID. Si vous avez des symptômes, même légers, restez à la maison. Protégeons-nous les uns les autres. On a fait trop de chemin pour s'arrêter. Vers la fin de la publicité, le texte suivant est superposé au bas de l'écran : « Plus de détails au Canada.ca/le-coronavirus ou au 1 833 784-4397. » À la fin de la publicité, on voit un écran noir sur lequel figure le mot-symbole « Canada » et une narratrice dire : « Un message du gouvernement du Canada. »

Les participants trouvaient que la publicité véhiculait bien l'importance d'adopter des mesures préventives pour limiter le plus possible la propagation de la COVID-19. Certains ont aussi mentionné que la publicité invitait la population canadienne à télécharger l'appli Alerte COVID. De l'avis de nombreux participants, cette publicité mettait en lumière la gravité de cette situation et la patience dont il fallait faire preuve, à l'instar de la publicité « Tout ça pour ça », et la nécessité de continuer à respecter les mesures de santé publique.

D'autres trouvaient cependant que les renseignements véhiculés dans la publicité étaient redondants par rapport aux messages qu'ils connaissaient déjà. De plus, quelques participants n'étaient pas interpellés par cette publicité sur le plan émotif et elle était donc moins efficace selon eux pour induire des changements de comportement. Une majorité de participants respectaient déjà les mesures énumérées dans la publicité, mais reconnaissaient tout de même qu'elle se voulait un rappel utile.

Résultats détaillés – Partie II : autres enjeux

Foyers de soins de longue durée (résidents de grandes villes de l'Ontario ayant des parents âgés ou vulnérables)

Un groupe composé de personnes ayant des parents âgés ou vulnérables a pris part à une discussion portant sur les foyers de soins de longue durée. Cette discussion visait à évaluer si les participants connaissaient les activités et les mesures entreprises par le gouvernement fédéral pour protéger les résidents des foyers de soins de longue durée et les moyens qu'il pourrait mettre en œuvre pour apaiser les préoccupations à cet égard.

Les participants étaient relativement peu nombreux à connaître les initiatives du gouvernement fédéral en matière de soins de longue durée. Certains pensaient que le gouvernement avait augmenté le financement dans le secteur, mais ne pouvaient donner d'autres détails. Quelques-uns avaient entendu parler de restrictions quant à la capacité du personnel de travailler dans plusieurs établissements. Cependant, ils ne savaient pas très bien si cette directive émanait du gouvernement fédéral ou provincial et dans quelle mesure elle était ou pouvait être appliquée.

Avant de poursuivre la discussion, nous avons fourni aux participants des renseignements supplémentaires sur l'ensemble de mesures destinées à protéger les bénéficiaires de soins de longue durée annoncées par le gouvernement du Canada. Elles sont énumérées ci-dessous :

- *Travailler avec les provinces et les territoires pour établir de nouvelles normes nationales pour ce secteur.*
- *Élaborer un plan pour présenter de nouvelles modifications au Code criminel visant à tenir responsables les personnes qui négligent les aînés dont elles prennent soin.*
- *Adopter des mesures supplémentaires pour aider les gens à rester à leur domicile (tels que des investissements dans les soins à domicile et les soins communautaires).*
- *Adopter des mesures ciblées supplémentaires pour les préposés aux services de soutien à la personne.*
- *Augmenter la pension de la Sécurité de la vieillesse et bonifier les prestations de survivant du Régime de pensions du Canada afin de permettre aux aînés de rester à leur domicile.*

De façon générale, l'ensemble de mesures a été bien accueilli. Beaucoup de participants appuyaient les mesures ayant pour but d'aider les aînés à rester à la maison, notamment les investissements accrus dans les soins à domicile ou communautaires ou l'augmentation de la pension de la Sécurité de la vieillesse et des prestations de survivant du Régime de pension du Canada. À la lumière des témoignages de nombreux participants, il était manifeste qu'ils souhaitaient que leurs parents obtiennent des soins à domicile et consacraient beaucoup d'efforts en ce sens. Beaucoup jugeaient préférable pour les personnes âgées de rester chez elles, mais ont ajouté que la plupart d'entre elles ne disposaient pas d'un soutien financier ni d'aide pour mener leurs activités quotidiennes. Ils ont aussi évoqué la pression sur les membres de la famille, dont plusieurs travaillent à temps plein tout en s'occupant de leurs parents vieillissants. Néanmoins, ils estimaient que les aînés qui restaient chez eux avaient une meilleure qualité de vie et voyaient parfois leur espérance de vie augmenter. En raison de la pandémie, bon nombre des participants voulaient plus que jamais aider leurs parents à rester chez eux le plus longtemps possible, pour limiter leur risque d'être exposés au virus. Cela dit, les participants tenaient à en savoir davantage sur l'augmentation proposée de la pension de la Sécurité de la vieillesse et la bonification envisagée des prestations de survivant du Régime de pensions du Canada, mais se demandaient si ces mesures seraient suffisantes. Certains ont souligné que les soins de longue durée étaient parfois inabordables. Ils préféraient que les aînés aient la possibilité de rester chez eux.

Concernant les deux autres mesures présentées ci-dessus, quelques participants appuyaient aussi les mesures ciblées pour les préposés aux services de soutien à la personne. Ils interprétaient cette initiative comme des fonds supplémentaires visant à augmenter le nombre de préposés aux services de soutien à la personne et par le fait même, le personnel disponible pour s'occuper des personnes âgées à domicile.

Enfin, plusieurs participants ont mentionné de possibles avantages indirects offerts par ces trois initiatives, dont les suivants :

- Plus de places disponibles dans les foyers de soins de longue durée – Les participants pensaient qu'en aidant plus d'aînés à rester chez eux, on permettrait aux personnes qui en ont le plus besoin d'avoir accès aux foyers de soins de longue durée;
- Création d'emploi – Selon les participants, le fait de permettre à plus d'aînés de vieillir chez eux créerait plus d'emplois pour les préposés aux services de soutien à la personne et présenterait d'autres avantages connexes tels que la croissance économique et l'élargissement de l'assiette fiscale;
- Économies pour le gouvernement – Les participants considéraient que toutes les initiatives communautaires ou à domicile au service du vieillissement chez soi seraient plus économiques à long terme par rapport aux dépenses actuelles du gouvernement fédéral pour assurer des soins de longue durée aux aînés et leur fournir du soutien.

Les participants ont manifesté un certain appui envers de nouvelles modifications au Code criminel visant à sanctionner les personnes qui négligent les aînés dont ils prennent soin, même si quelques-uns d'entre eux estimaient que les lois en vigueur à cet égard étaient probablement suffisantes. Toutefois, d'autres voulaient en savoir plus sur la nature et l'incidence des modifications proposées, mais convenaient qu'il était essentiel d'accroître la responsabilité des foyers de soins de longue durée et de leur personnel à l'égard des personnes sous leurs soins. Ils jugeaient notamment qu'il fallait en faire davantage concernant la négligence, car le Code criminel n'était pas aussi clair sur cette question, par rapport à d'autres crimes.

Quelques-uns ont accueilli favorablement l'idée de créer de nouvelles normes nationales au sein du secteur, y voyant un moyen de mieux surveiller les établissements, à commencer par ceux qui sont à but lucratif. Certains avaient l'impression que cela pouvait se traduire par des hausses salariales pour le personnel, une meilleure répartition des ressources au sein du secteur et des restrictions quant à la capacité de travailler dans plusieurs établissements de soins.

Nous avons informé les participants que les foyers de soins de longue durée relèvent de la compétence des provinces et leur avons demandé s'il est plus logique selon eux que chaque province établisse ses propres normes. La plupart des participants convenaient qu'il serait difficile pour le gouvernement fédéral d'établir des normes pour ce secteur et d'en surveiller l'application, mais certains souhaitaient qu'il fixe des normes minimales que l'ensemble des provinces seraient tenues de satisfaire et libres de dépasser. Parmi les principaux arguments évoqués par les participants pour laisser les provinces et territoires établir eux-mêmes leurs normes, mentionnons les différences provinciales et territoriales quant aux besoins en matière de ressources et de services de soutien communautaires et à la proportion d'aînés dans la population totale.

Pour conclure la discussion sur ce sujet, les participants ont été invités à dire ce que le gouvernement du Canada pouvait faire d'autre pour régler les problèmes dans les foyers de soins de longue durée. Les participants ont proposé plusieurs solutions, dont les suivantes :

- Obtenir suffisamment de doses de vaccin contre la COVID-19 pour pouvoir vacciner tous les résidents des foyers de soins de longue durée et prévenir le plus possible de futures éclosions;

- Veiller à ce que tous les foyers de soins de longue durée soient en mesure d'offrir des soins appropriés et des services essentiels (p. ex., une salle d'entraînement);
- Procéder régulièrement à des inspections ou vérifications, de manière à s'assurer que l'exploitation des foyers de soins de longue durée est conforme aux normes;
- Relativement au dernier point, autoriser les tuteurs à rendre visite de façon impromptue aux membres de leur famille pour vérifier la qualité des soins qu'ils reçoivent.

Relations canado-américaines (jeunes adultes de grandes villes de l'Alberta, région de l'Outaouais [Québec], parents de grandes villes du Canada atlantique)

À la suite de la récente élection aux États-Unis, nous avons demandé aux participants s'ils prévoyaient un changement dans les relations entre le Canada et les États-Unis. Le consensus était que les relations entre les deux pays allaient probablement s'améliorer. Les participants ont estimé qu'il y aurait moins de volatilité et prévu une relation plus stable qui serait probablement profitable pour l'économie canadienne. La plupart des participants pensaient qu'une plus grande collaboration permettrait aux deux pays de signaler plus tôt les changements de politique importants et de mieux planifier l'évolution de leurs relations.

Quelques participants étaient incertains de l'état futur des relations canado-américaines ou avaient des opinions partagées. Parmi ce groupe, certains se sont dits préoccupés, principalement en Alberta, par le fait que la nouvelle administration américaine pourrait être moins favorable au secteur pétrolier et gazier ou ne pas soutenir celui-ci à long terme. Néanmoins, la plupart des participants du groupe de l'Alberta ont convenu que la relation avec la nouvelle administration serait généralement positive pour le Canada et la province. Plus précisément, ils s'attendaient à ce que les deux pays travaillent de façon plus concertée.

Invités à décrire, en quelques mots, les relations entre le Canada et les États-Unis au cours des dernières années, les participants ont généralement donné des descriptions plus négatives que positives. Les participants les ont qualifiées de « froides », « tendues », « stressantes », « difficiles », « incertaines », « peu claires », « instables », « houleuses », « conflictuelles », « non concertées » et « en train de s'éroder ». D'autres les ont décrites comme étant « retenues », « stagnantes » et « décevantes ». La mesure dans laquelle les participants manifestaient de l'incertitude, de la confusion ou une certaine incompréhension à l'égard de la relation reflétait deux facteurs : leur perception de l'importance des relations entre les deux pays, mais aussi leur méconnaissance avouée des particularités de ces relations, communiquées notamment par le biais de sources officielles.

Cependant, lorsque nous avons demandé aux participants de décrire les relations dans les années à venir, ils se sont montrés beaucoup plus positifs et optimistes, tant en ce qui a trait au ton qu'à la nature des relations. Quelques différences ont toutefois été soulevées entre les groupes. Les

participants de l'Alberta étaient généralement plus prudents que les autres. Bien qu'ils se soient montrés positifs et aient exprimé un sentiment d'espoir, ils ont également souligné un certain degré d'incertitude. Dans d'autres endroits, les participants ont décrit les relations à venir en termes extrêmement positifs, prévoyant qu'elles seraient « respectueuses », « axées sur la collaboration », « amicales », « convenables », « transparentes » et « mutuellement profitables ». Un certain nombre de participants les ont décrites comme étant davantage un partenariat stratégique, souligné par un sentiment d'unité et de communauté.

Lorsque nous leur avons demandé d'expliquer davantage leur choix de qualificatifs pour les années à venir, les participants ont répété que le fait de ne pas connaître tous les détails de la relation les rendait plutôt prudents quant aux perspectives. L'incertitude était également liée à la possibilité d'une activité considérablement accrue après l'arrivée de la nouvelle administration, ce qui entraînerait des changements entraînant pour le Canada la nécessité de s'adapter et de réagir rapidement. Certains participants ont également souligné que les Canadiens seraient bien avisés d'adopter une approche plus prudente. Dans le même ordre d'idées, on a également fait remarquer que le Canada ne devrait pas présumer que ce qui est dans l'intérêt des États-Unis est également susceptible de l'être pour le Canada. En même temps, et sur une note plus positive, les participants ont estimé que les communications entre les deux pays s'amélioreraient et que des objectifs et des valeurs partagés sur la plupart des grandes questions politiques auraient tendance à unifier plutôt qu'à diviser. En fin de compte, de nombreux participants étaient d'avis que l'environnement actuel offrait davantage de possibilités aux deux pays.

Sources de conflits

Les participants ont été interrogés sur les domaines ou les questions qui pourraient donner lieu à des conflits entre les deux pays. Plusieurs ont été mentionnés, notamment : les accords commerciaux, la relation avec la Chine et les droits de la personne. Les participants avaient le sentiment que le Canada devrait être un peu plus méfiant à l'égard des propositions américaines, étant donné les intérêts protectionnistes qui ont été au cœur des problèmes entre le Canada et les États-Unis au cours des dernières années, bien que l'on s'attende à ce que cela s'atténue au cours des mois et des années à venir. En même temps, les participants ont souligné que le Canada ne devrait pas tenir cette relation pour acquise étant donné la puissance économique et le poids des États-Unis. Comme nous l'avons déjà mentionné, certains craignent que le secteur pétrolier et gazier du Canada ne soit affecté par les politiques et les décisions prises par la nouvelle administration.

En ce qui concerne les questions sur lesquelles les deux pays devraient travailler de concert à court terme, les participants ont évoqué la brutalité policière et le racisme, en particulier le mouvement *Black Lives Matter*, en plus du réengagement avec les pays alliés et les partenaires sur les affaires internationales et les questions d'intérêt mondial. D'autres ont mentionné l'oléoduc Keystone XL, les questions liées au commerce et aux tarifs douaniers, et l'élaboration d'une stratégie plus cohérente pour faire face à l'augmentation des cas de COVID-19.

À long terme, les participants ont vu des possibilités de collaboration accrue sur des questions comme les changements climatiques, le commerce et l'immigration.

La collaboration canado-américaine en matière d'environnement

Dans l'ensemble, la plupart des participants étaient d'avis que le Canada devrait collaborer avec les États-Unis pour établir des normes communes en matière de réglementation environnementale, de niveaux d'émissions, de tarification du carbone et d'objectifs de réduction des GES. Les participants estimaient que la taille et la population du Canada l'empêchaient de travailler indépendamment des États-Unis sur ces questions. De plus, les participants pensaient que les économies canadienne et américaine étaient tellement imbriquées qu'il ne serait pas logique de travailler unilatéralement. Les participants du Canada atlantique étaient un peu plus divisés : certains estimaient qu'une collaboration était nécessaire, tandis que d'autres recommandaient d'aller de l'avant de façon indépendante, mais pas complètement isolée des États-Unis.

Plusieurs scénarios ont été présentés aux participants pour approfondir cette question. Nous leur avons demandé si l'adoption par les États-Unis d'une réglementation environnementale moins stricte que celle du Canada aurait pour effet de susciter leur inquiétude, en particulier à l'égard des entreprises canadiennes qui pourraient ainsi souffrir d'un désavantage concurrentiel. La plupart d'entre eux se sont dits plutôt confiants, estimant que les normes environnementales américaines et internationales étaient susceptibles de devenir plus rigoureuses au cours des prochaines années ou que cette question ne serait pas nécessairement mieux résolue en travaillant en vase clos. Certains ont également souligné que la collaboration ne supposait pas l'obligation de mettre en place des cadres ou des réglementations similaires en matière d'environnement. Ainsi, ils ne considéraient pas le fait de travailler avec un autre pays dont les normes environnementales sont plus souples comme un obstacle majeur. Selon eux, cela ne conduirait pas le Canada à abaisser ses propres normes dans le but d'être compétitif. En fait, certains estimaient que le Canada devrait continuer à viser des normes environnementales élevées, peu importe ce qui se passe aux États-Unis, et se positionner clairement comme un chef de file en matière d'environnement.

Il y a eu quelques dissensions sur cette question, encore une fois exprimées principalement par quelques participants de l'un des groupes de la région de l'Atlantique. Ceux-ci ont insisté pour que les normes environnementales canadiennes ne soient pas réduites dans le but de s'harmoniser à d'autres normes moins élevées adoptées ailleurs. À cet égard, ils ont estimé qu'il serait souhaitable que le Canada travaille plus étroitement avec ses homologues européens qui, selon eux, auraient établi des règles plus strictes. D'autres ont mentionné que l'innovation, plutôt que la réglementation, pourrait s'avérer une approche plus efficace pour faire face aux changements climatiques (p. ex. abandonner les combustibles fossiles, investir dans les technologies propres).

Les participants ont discuté d'un deuxième scénario dans lequel les États-Unis auraient une réglementation environnementale plus rigoureuse que celle du Canada. La plupart pensaient que cette possibilité était en réalité peu probable. De plus, la majorité était d'avis que, si c'était le cas, les normes environnementales canadiennes devraient être élevées au même niveau. L'opinion consensuelle était que le Canada ne voudrait pas prendre du retard. D'autres, cependant, ont fait valoir que les effets des différences (et du relèvement) des normes américaines devraient être examinés au cas par cas, les effets pouvant être ressentis différemment selon l'industrie ou le secteur.

Environnement (résidents de la région de Peel [Ontario] présentant des comportements plus à risque, résidents de la GRM présentant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la grande région de Vancouver, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant des parents âgés ou vulnérables, jeunes adultes de grandes villes de l'Alberta, région de l'Outaouais [Québec], parents de grandes villes du Canada atlantique, résidents de Winnipeg ayant des parents âgés ou vulnérables)

L'environnement dans l'actualité (tous les groupes)

Au début de chaque discussion, nous avons demandé aux participants s'ils avaient entendu parler du plan du gouvernement du Canada pour lutter contre les changements climatiques. De nombreux participants ont indiqué qu'ils continuaient à se concentrer sur les nouvelles et les mises à jour liées à la COVID-19, aux vaccins et à leur distribution, tandis que d'autres se détournaient activement des nouvelles, les trouvant plutôt accablantes et angoissantes. Pour la plupart, les participants n'avaient pas entendu parler directement des projets du gouvernement fédéral en matière de changements climatiques.

Cela dit, quelques participants ont mentionné notamment :

- le plan du gouvernement du Canada, qui vise la carboneutralité d'ici 2050. D'autres avaient entendu parler de 2030 comme d'une date cible, mais ils n'étaient pas certains des détails et ont admis qu'ils avaient peut-être mal compris;
- les lignes directrices générales mises de l'avant par le gouvernement du Canada pour réduire le recours au carbone et les émissions, bien qu'encore une fois, les participants n'aient pas été en mesure de fournir plus de détails;
- le financement du gouvernement fédéral pour soutenir le développement de technologies vertes. Les participants ont fait référence au discours du Trône de septembre à cet égard, indiquant que c'était ce dont ils avaient entendu parler plus récemment.

Réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 (résidents de Winnipeg ayant des parents âgés ou vulnérables)

Nous avons demandé aux participants résidant à Winnipeg s'ils avaient entendu parler de la récente annonce du gouvernement du Canada sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030. Quelques-uns en avaient entendu parler, mais ne se souvenaient que de détails mineurs ayant trait à l'augmentation concomitante du prix de l'essence.

Les informations suivantes ont été transmises aux participants avant de poursuivre la discussion sur le sujet :

Vendredi dernier, le gouvernement du Canada a annoncé des mesures proposées visant à aider le Canada à réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 et à atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Certaines des initiatives clés comprennent :

- *Investir dans les rénovations pour permettre aux Canadiens d'améliorer plus facilement l'efficacité énergétique de leurs maisons*
- *Offrir des transports et de l'électricité propres et abordables dans tout le Canada par des investissements dans les véhicules zéro émission et en étendant le réseau de bornes de recharge pour véhicules électriques dans tout le pays*
- *Continuer à fixer un prix sur la pollution par le carbone, avec une augmentation progressive chaque année, de sorte que le prix passe de 30 dollars par tonne cette année à 170 dollars par tonne en 2030*
- *Aider les entreprises canadiennes à investir dans des technologies plus efficaces et plus rentables qui améliorent à la fois leurs activités et leurs résultats*
- *Permettre aux Canadiens de se préparer et de s'adapter aux risques climatiques comme les inondations, les incendies de forêt et les phénomènes météorologiques extrêmes, grâce à des mesures telles que la plantation de deux milliards d'arbres sur 10 ans, restaurer et améliorer les zones humides, les prairies et les terres agricoles dans le but d'atténuer, voire de renverser, les effets de la pollution par le carbone.*

La réaction en ce qui a trait au plan du gouvernement du Canada a été généralement positive. Celui-ci a été décrit comme étant encourageant ou représentant au moins un pas dans la bonne direction, bien que certaines réserves aient également été exprimées. Certains pensaient que le plan susciterait des préoccupations et des plaintes de la part du public concernant l'augmentation du prix de l'essence. Il a également été considéré comme quelque peu ambitieux et potentiellement irréaliste par d'autres.

Les participants sont favorables à une progression relativement rapide vers les objectifs fixés pour 2030 et 2050, notamment parce que cela inciterait à se concentrer davantage sur les véhicules électriques. Toutefois, certains ont estimé que des mesures auraient dû être prises plus tôt, compte tenu de la gravité du problème. En outre, l'impact sur le prix des carburants à la pompe a été perçu négativement. D'autres questions ont été posées au sujet des prochaines étapes prévues spécifiquement pour atteindre l'objectif dans les dix prochaines années – ce que certains ont jugé comme étant un délai trop court – et des données ou des preuves qui soutiennent les plans du gouvernement fédéral.

Une réflexion plus poussée sur les considérations relatives au calendrier a donné lieu à deux points de vue plutôt contradictoires :

- Un certain nombre de participants se sont demandé si le gouvernement du Canada devrait adopter un programme environnemental dès maintenant ou se concentrer plutôt sur les questions liées à la COVID-19, jusqu'à ce que la pandémie soit terminée. Dans le même ordre d'idées, des participants se sont dits préoccupés par le fait que certains n'ont peut-être pas la capacité de faire face à des coûts supplémentaires étant donné l'impact de la pandémie sur leur situation financière actuelle et les possibilités à venir. Enfin, plusieurs ont indiqué que le gouvernement devrait attendre qu'un grand nombre de Canadiens soient vaccinés avant de lancer toute initiative environnementale majeure.
- À l'inverse, la plupart des participants estimaient que les activités liées à l'environnement devaient se poursuivre. Les participants étaient favorables à un mouvement vers l'avant tant qu'il n'entraîne pas de coûts importants pour les individus à court terme, notamment pendant la pandémie. Mais, dans l'ensemble, la plupart ont estimé que les questions environnementales étaient trop importantes et trop pressantes pour être ignorées ou reportées.

Après avoir présenté aux participants une série de noms possibles que le gouvernement du Canada pourrait utiliser pour encadrer son plan visant à aider les entreprises à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, nous leur avons demandé quelle était leur préférence :

- *Une stratégie pour aider les entreprises à réduire la pollution*
- *Une stratégie visant à aider les divers secteurs de notre économie à réduire la pollution*
- *Stratégie industrielle propre*
- *Stratégie industrielle à faible émission de carbone*
- *Stratégie pour une industrie plus propre*

La deuxième option – *Une stratégie visant à aider les divers secteurs de notre économie à réduire la pollution* – a trouvé un écho auprès des participants qui ont apprécié son ton à la fois clair et inclusif. Cette option étant plus directe, plus claire, plus facile à comprendre et plus inclusive a aussi été privilégiée parce qu'elle s'applique largement à tous les secteurs de l'économie. La référence au « secteur » plutôt qu'aux « entreprises » a été préférée, les niveaux de pollution variant plus considérablement d'un secteur à l'autre de l'économie que parmi des entreprises individuelles. Cette référence a aussi été jugée suffisamment large pour englober des pans entiers d'activités qui contribuent à la pollution. La formulation « stratégie visant à aider » a également été soutenue, parce qu'elle suppose une approche axée sur la collaboration plutôt que sur la confrontation entre le gouvernement et les entreprises.

Quelques participants ont opté pour *Une stratégie industrielle propre* et *Une stratégie pour aider les entreprises à réduire la pollution*. La première a été préférée en raison de la perception selon laquelle l'industrie est un important pollueur, tandis que la seconde a été considérée comme explicite, notamment parce qu'elle contient des expressions claires et communément comprises, comme « stratégie pour aider ».

Le mot « stratégie » a fait l'objet d'une longue discussion. Il a été considéré soit comme un synonyme du mot « plan », soit comme quelque chose de moins défini qui précède généralement l'élaboration d'un plan plus concret. Par conséquent, le commentaire généralisé parmi les participants était que la plupart des noms donnaient l'impression que le gouvernement du Canada se trouve toujours à l'étape de l'examen de ses options, par opposition à un « plan » qui comprend des objectifs et des cibles, une feuille de route approximative, ainsi qu'une série de mesures précises. Les participants ont convenu que la plupart des Canadiens s'attendraient à ce que le gouvernement du Canada produise un plan plutôt qu'une stratégie, étant donné l'urgence de la question et le délai considérable qui s'est écoulé depuis que le Canada et d'autres pays ont discuté des défis environnementaux et des solutions possibles. Ce point de vue, bien que prédominant, n'a pas fait l'unanimité parmi les participants, quelques-uns faisant remarquer qu'une stratégie suggère qu'un travail préalable important et un processus de remue-méninges ont été entrepris pour déterminer comment atteindre des objectifs et des cibles spécifiques.

Questions autochtones (Autochtones du nord de l'Ontario)

Des participants autochtones du nord de l'Ontario ont pris part à une discussion portant sur divers sujets, notamment sur leur vision des problèmes importants auxquels sont confrontés les peuples autochtones, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) et l'eau potable dans les réserves.

Priorités autochtones

Lorsque nous leur avons demandé quelles étaient les questions autochtones importantes sur lesquelles le gouvernement du Canada devrait se concentrer, les participants ont surtout insisté sur les aspects liés à la qualité de vie dans les réserves – l'accès à l'eau potable ainsi que les logements dangereux ou inadéquats. Les participants ont également fait part de leurs préoccupations concernant la toxicomanie dans les communautés autochtones et la nécessité de disposer d'un meilleur système de protection de l'enfance. Quelques participants ont mentionné des questions entourant le rapatriement des terres autochtones, mais ont également fait remarquer qu'il ne s'agissait pas d'une priorité aussi grande que certaines des questions mentionnées ci-dessus.

Les participants se sont dits généralement en faveur de la volonté du gouvernement du Canada de s'attaquer aux problèmes qui touchent la population autochtone au Canada, mentionnant à cet égard les promesses d'amélioration des soins de santé et de l'eau pour les Autochtones vivant dans les réserves. Le fait même que ces questions soient discutées publiquement était considéré comme positif, certains estimant que le fait de les exposer au grand jour entraînerait des progrès. Une autre conséquence de ce débat était l'établissement d'un modèle pour les échanges futurs entre les prochaines générations de leaders autochtones et de représentants du gouvernement.

D'autres participants ont relevé plusieurs mesures ou changements moins évidents et subtils qui profitent aux Autochtones. Ils ont notamment évoqué l'augmentation des possibilités d'emploi, ainsi que l'enseignement offert en français et dans la langue maternelle des élèves qui fréquentent les écoles des communautés autochtones.

En même temps, les participants ont mentionné quelques domaines clés à améliorer par le gouvernement du Canada. En particulier, ils ont exprimé le souhait que les projets spécifiques aux Autochtones (p. ex., la construction d'une installation de traitement de l'eau dans les réserves) dirigés ou financés par le gouvernement fédéral soient réalisés rapidement. Beaucoup ont suggéré que cela ne devrait pas poser de problème étant donné la rapidité avec laquelle le gouvernement fédéral a été en mesure d'approuver et d'obtenir des vaccins pour la COVID-19.

La suggestion la plus courante était que le gouvernement fédéral raccourcisse les délais pour les projets liés aux questions autochtones. De nombreux participants ont estimé qu'il s'agissait d'une demande raisonnable, donnant l'exemple de la façon dont le gouvernement fédéral a pu coordonner le déploiement d'un vaccin à l'échelle nationale en quelques mois. En général, les participants ont estimé que le gouvernement du Canada avait la possibilité d'accorder une plus grande priorité aux questions autochtones. Tout en reconnaissant les progrès accomplis sur certaines questions, comme les femmes et les filles autochtones disparues ou assassinées et les excuses présentées aux étudiants, aux familles et aux communautés autochtones touchées par l'héritage des pensionnats au Canada, les participants ont estimé qu'il fallait mettre davantage l'accent sur l'accès à l'eau potable et à un logement sûr.

La DNUDPA (Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones)

La plupart des participants ne connaissaient pas la DNUDPA. Parmi ceux qui en avaient une certaine connaissance, le sentiment général était qu'elle visait à reconnaître les droits des Autochtones du Canada. Pour faire avancer la discussion, les participants ont reçu l'explication suivante :

La Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones est un document international adopté par les Nations unies en 2007 qui énonce les droits fondamentaux que les peuples autochtones devraient avoir dans le monde entier. Elle explique comment les gouvernements devraient respecter les droits de la personne des peuples autochtones.

La DNUDPA comprend 46 articles qui décrivent les droits spécifiques et les mesures que les gouvernements doivent prendre pour les protéger. Les principaux thèmes de la déclaration sont les suivants :

- *Le droit à l'autodétermination*
- *Le droit à l'identité culturelle*
- *Le droit au consentement libre, préalable et éclairé (c'est-à-dire le droit d'être consulté et de prendre des décisions sur toute question susceptible d'affecter les droits des peuples autochtones)*
- *La protection contre la discrimination*

Très peu de participants étaient au courant de la réponse du gouvernement fédéral à la DNUDPA. Lorsque nous leur avons dit que le gouvernement du Canada avait récemment présenté une loi pour la mettre en œuvre, les participants ont répondu favorablement. Nombre d'entre eux considéraient les Nations Unies comme une organisation réputée et estimaient qu'en adoptant ces principes, le gouvernement du Canada serait soumis à des normes plus strictes. En définitive, ils croyaient que la mise en œuvre des principaux thèmes ferait évoluer le Canada dans une direction plus positive. En même temps, certains se sont dits déçus que le gouvernement fédéral ait mis tant de temps à prendre cet engagement et que celui-ci résulte des pressions exercées par une organisation externe. En outre, beaucoup ont estimé que le fait même que les Nations Unies aient jugé nécessaire de rédiger la DNUDPA témoignait des inégalités auxquelles sont confrontés les peuples autochtones du Canada et du monde entier.

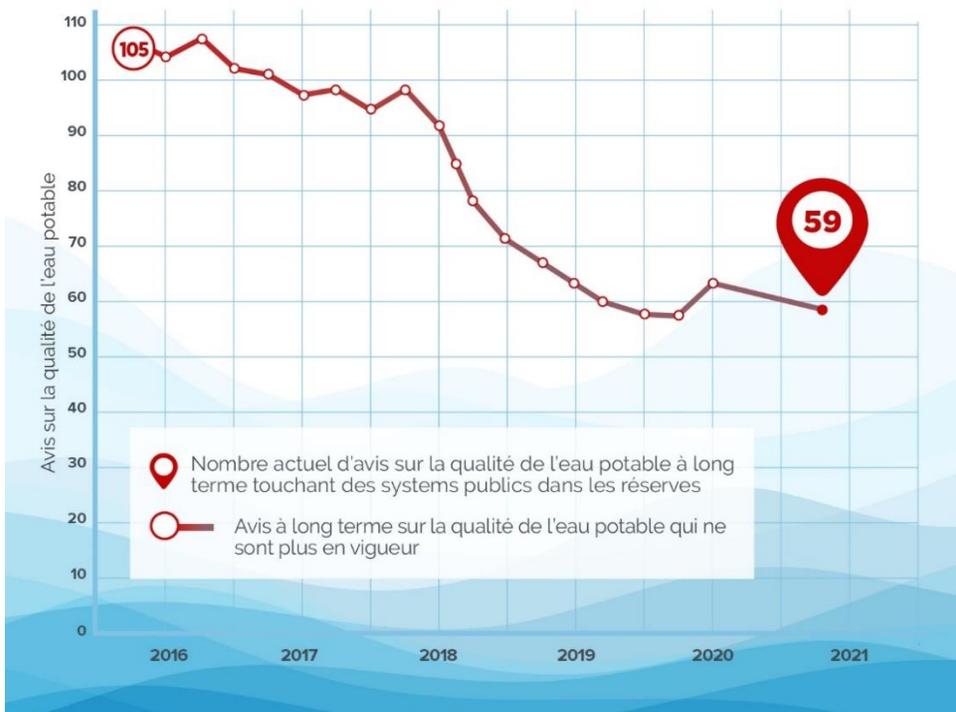
Avis concernant la qualité de l'eau potable dans les réserves

De nombreux participants étaient au courant de la question des avis à long terme concernant l'eau potable dans les réserves, et du fait que le gouvernement du Canada s'était engagé verbalement à régler le problème. Avant de poursuivre la discussion sur ce sujet, les participants ont reçu une infographie résumant les progrès réalisés par le gouvernement fédéral dans ce domaine et nous les avons invités à nous faire part de leurs réactions.

Mis à jour le 1er décembre 2020

97
avis à long terme sur
la qualité de l'eau
potable levés depuis
Novembre 2015

59 avis sur la qualité de
l'eau potable à long
terme toujours
en vigueur dans
41 communautés



Cette infographie comporte un fond blanc et un graphique de vagues bleues sur le tiers inférieur de la page. En haut à gauche, on peut lire la date du graphique « Mis à jour le 1er décembre 2020 » en caractères gris, soulignés par une ligne ondulée bleu foncé. Dans le tiers supérieur gauche de l'infographie, on peut lire « 97 avis à long terme sur l'eau potable levés depuis novembre 2015 », en caractères gris foncé, le nombre « 97 » étant en gros caractères et le mot « levés », en bleu. À droite, on peut lire « 59 avis à long terme concernant l'eau potable en vigueur dans 41 communautés », où les chiffres sont en gros caractères et les mots « en vigueur dans », en bleu. Les deux tiers inférieurs de l'infographie sont constitués d'un graphique linéaire. L'axe vertical indique le nombre d'avis concernant l'eau (de 0 à 110) et l'axe horizontal précise les années (de 2016 à 2021). Dans le graphique, une ligne rouge suit un mouvement vers le bas, de gauche à droite. Dans la partie supérieure gauche du graphique (vers 2015, horizontalement), le nombre 105 en rouge se trouve dans un cercle blanc. Dans la partie inférieure droite du graphique (vers 2021 horizontalement), on peut voir le nombre 59 dans une icône de localisation rouge. Plus bas, à gauche, une légende indique que l'icône de localisation rouge représente le « nombre actuel d'avis sur la qualité de l'eau

potable à long terme touchant les systèmes publics dans les réserves » et que chaque point du graphique linéaire correspond aux « avis à long terme sur la qualité de l'eau potable qui ne sont plus en vigueur ».

Beaucoup ont exprimé une certaine frustration à la vue des informations contenues dans l'infographie. La plupart se sont demandé pourquoi une communauté devrait être confrontée à ce problème au Canada, même s'il ne s'agissait que d'une seule. D'autres ont calculé que la levée des avis sur la qualité de l'eau dans neuf communautés par an en moyenne représentait une progression bien lente vers la résolution du problème pour de nombreuses communautés touchées. Dans le contexte de cette discussion, certains participants ont fait part de leur propre expérience en matière d'avis sur la qualité de l'eau potable et d'accès limité à l'eau potable dans les réserves. À titre d'exemple, certains se sont demandé pourquoi les réserves situées près des grands centres étaient toujours confrontées à ce problème, alors que les résidents des municipalités situées à proximité avaient accès à de l'eau potable. Certains ont fait remarquer que si ce problème s'était produit dans une région plus peuplée (p. ex. une grande ville du Canada), le gouvernement fédéral serait intervenu immédiatement. Ainsi, la plupart ont critiqué les progrès du gouvernement du Canada sur cette question, tandis que relativement peu ont estimé que l'infographie témoignait au moins de certains progrès.

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé qu'il ne respecterait pas l'échéance de mars 2021 pour lever tous les avis concernant la qualité de l'eau au sein des communautés des Premières Nations, comme prévu initialement. Cependant, en plus des 2,19 milliards de dollars déjà prévus au budget pour mettre fin aux avis à long terme sur l'eau potable, le gouvernement fédéral avait également annoncé un autre 1,5 milliard de dollars pour mener le projet à terme. Ce nouveau financement servirait à soutenir le fonctionnement et l'entretien quotidien des infrastructures de traitement de l'eau dans les réserves, à poursuivre le financement de celles-ci et à payer les travaux interrompus en raison de la pandémie de COVID-19 et d'autres retards dans les projets. Sachant cela, les participants sont néanmoins demeurés sceptiques et cyniques quant à l'engagement du gouvernement fédéral à régler le problème. Certains ont estimé qu'il faudrait que ce problème soit au premier rang des priorités du gouvernement du Canada et que celui-ci mette l'accent sur la formation des Autochtones résidant dans les réserves touchées pour qu'ils puissent entreprendre l'entretien nécessaire. D'autres n'étaient pas convaincus des retards occasionnés par la COVID-19, considérant la pandémie comme une crise qui aurait dû inciter le gouvernement fédéral à intensifier ses efforts pour résoudre les problèmes liés à la salubrité de l'eau dans les réserves. Ils estimaient que l'accès à l'eau potable est essentiel, surtout en ce moment, pour empêcher la propagation du virus dans les communautés vulnérables.

Lorsque nous avons demandé aux participants quel serait le délai raisonnable pour régler tous les problèmes liés à l'eau dans les réserves, les réponses ont varié entre « le plus tôt possible », « six mois » et « un an ». Plusieurs étaient d'avis qu'il était peu probable que le gouvernement fédéral fasse des progrès significatifs dans un avenir immédiat et qu'il faudrait probablement attendre au moins trois à quatre ans pour régler ce problème de façon appropriée.

Enjeux locaux (Iqaluit)

Une discussion a eu lieu à Iqaluit dans le but d'obtenir le point de vue des participants sur les questions locales les plus importantes et sur les répercussions des initiatives du gouvernement du

Canada sur leur communauté. Les participants n'ont pas hésité à parler d'une série de problèmes qui, selon eux, affectent leur communauté. Trois questions primordiales sont ressorties de cette discussion :

- La pénurie de logements – Les participants ont évoqué le manque de logements disponibles, le coût élevé de la vie et la qualité des habitations actuelles. Certains ont estimé que c'est ce qui avait amené de nombreux résidents à partager une maison, entraînant un grave problème de surpeuplement;
- La sécurité alimentaire – Les participants ont fait part de leurs préoccupations concernant la sécurité alimentaire, en mentionnant plus particulièrement les enfants qui vont à l'école sans avoir mangé à leur faim. Beaucoup pensaient que la sécurité alimentaire n'est pas une question isolée, mais qu'elle est étroitement liée à d'autres problèmes, notamment le chômage, la consommation de drogues et la capacité d'une personne à gérer efficacement ses finances. Certains ont indiqué que l'incapacité du système d'éducation à enseigner des compétences en matière de gestion financière est un facteur qui contribue aux problèmes de sécurité alimentaire plus tard dans la vie;
- La consommation de substances et les dépendances – Les participants ont parlé spécifiquement du manque de soutien et de ressources dont leur communauté a souffert au fil des ans et du fait que les dépendances sont souvent à l'origine de nombreux autres problèmes majeurs au sein de la collectivité. Beaucoup estimaient que ce problème avait été amplifié par la pandémie (c.-à-d. le chômage et les versements de la PCU). Ils ont évoqué les défis à relever pour résoudre ce problème, comme la pénurie d'établissements en santé mentale et de centres de réadaptation de qualité à Iqaluit. Certains ont mentionné plus particulièrement la barrière linguistique, lors de l'accès à ces établissements, et le besoin de professionnels en santé mentale pouvant s'exprimer en inuktitut.

Les participants ont souligné les initiatives découlant du financement du gouvernement fédéral au cours de la dernière année et leurs répercussions positives que le Nunavut, et plus particulièrement Iqaluit, a connues en conséquence. Bien qu'ils aient eu connaissance du financement du gouvernement du Canada, les participants ne savaient généralement pas de manière précise quels étaient les programmes fédéraux de financement ou à quoi celui-ci était destiné. On a souligné l'aide nécessaire apportée par le gouvernement fédéral au Nunavut par l'intermédiaire des organisations inuites. Beaucoup ont fait référence aux initiatives d'urgence mises en place pour contrer les effets de la pandémie de COVID-19, comme les subventions au transport, l'aide alimentaire, les paniers de nourriture et les cartes-cadeaux prépayées. Dans l'ensemble, les participants ont salué ces initiatives, mais certains étaient déçus que ces mesures n'aient pas été lancées avant la pandémie. Ils ont parlé de la nécessité d'un soutien financier à long terme et de la prolongation des ressources, comme la livraison de paniers de nourriture et la distribution de cartes-cadeaux pour l'achat de nourriture.

Des inquiétudes ont été exprimées quant à l'impact négatif que les avantages financiers directs, comme la PCU, ont eu sur la collectivité. Les participants ont estimé que certains bénéficiaires de la PCU considéraient cette prestation comme de « l'argent gratuit », ce qui a pu exacerber les problèmes de toxicomanie dans la communauté. Certains étaient d'avis que les conditions d'admissibilité générales auraient pu être examinées plus attentivement avant leur mise en œuvre.

Outre la PCU, les participants ont critiqué la priorité accordée par le gouvernement fédéral au financement d'une école de langue française à Iqaluit. Certains pensaient que cette question s'inscrivait dans le cadre d'une priorité communautaire plus large visant à intégrer l'inuktitut comme première langue et ont estimé qu'une plus grande attention devrait être accordée à l'inuktitut dans le système d'éducation.

La discussion a ensuite porté sur les besoins précis en infrastructures au sein de la communauté. Les participants ont de nouveau évoqué la question précédente du surpeuplement dans les logements et des mauvaises conditions associées à certaines habitations, s'inquiétant du fait que des gens vivent dans des maisons contaminées par des moisissures ou de l'amiante. D'autres ont en outre mentionné le besoin de refuges supplémentaires pour les sans-abri et d'un espace de jeu intérieur sûr pour les enfants pendant l'hiver.

Interrogés sur les préoccupations locales en matière d'environnement, les participants ont soulevé deux points essentiels :

- Les effets de la crise climatique – Ils ont fait remarquer que les effets des changements climatiques ne se limitent pas strictement à l'environnement physique, mais qu'ils contribuent à des problèmes communautaires plus larges, comme la sécurité alimentaire. En particulier, l'exemple de l'amincissement de la glace a été mentionné comme un obstacle aux pratiques de chasse traditionnelles de la communauté;
- La gestion des déchets et le recyclage – L'augmentation des achats en ligne pendant la pandémie a donné lieu à des préoccupations concernant la production d'une trop grande quantité de déchets et l'absence d'un système de recyclage à Iqaluit. Beaucoup ont estimé que le Nunavut devrait réduire les déchets de façon proactive en mettant en œuvre un vaste programme de recyclage.

Pour conclure la discussion, nous avons remis aux participants une liste de préoccupations communautaires diverses et les avons invités à sélectionner tous les éléments qu'ils considéraient comme des problèmes majeurs dans leur communauté. Pour mieux évaluer les priorités des participants, nous leur avons demandé de cibler deux ou trois éléments qui constituaient de graves préoccupations ou suscitaient leurs plus grandes inquiétudes. La liste comportait ainsi les éléments suivants :

- *La réduction de la classe moyenne*
- *La capacité des entreprises et des industries locales à réussir*
- *Une population vieillissante*
- *La disponibilité d'options abordables de services de garde d'enfants*
- *La disponibilité de l'internet haute vitesse*
- *La disponibilité du service de téléphonie mobile*
- *La disponibilité des services de santé*
- *La disponibilité d'emplois*
- *La disponibilité de transport en commun*
- *La disponibilité de services*

- *Le coût du logement*
- *La criminalité*
- *Les surdoses de drogue*
- *Le contrôle des armes à feu*
- *L'itinérance*
- *Intégrer les immigrants dans la communauté*
- *Le niveau des prestations d'assurance-emploi pour ceux qui ne peuvent pas trouver d'emploi*
- *Les faibles taux d'obtention du diplôme de fin d'études secondaires*
- *La pauvreté*
- *Préserver un environnement propre*
- *La qualité des routes et des ponts*
- *La sécurité de la retraite*
- *La congestion routière*
- *Les jeunes qui partent en quête de possibilités ailleurs*

Les choix des participants reflétaient les problèmes recensés au début de la discussion sur ce sujet : le sans-abrisme, le coût du logement, la disponibilité d'aliments de qualité à prix abordable, la consommation de substances et les surdoses. D'autres problèmes ont été mis en évidence par cet exercice : la disponibilité des services de garde d'enfants, l'emploi, les transports en commun et le faible taux d'obtention du diplôme d'études secondaires.

Lorsque nous leur avons demandé d'identifier deux ou trois préoccupations majeures, les participants se sont principalement concentrés sur la disponibilité d'aliments de qualité et abordables, qu'ils considèrent comme une question interreliée (c'est-à-dire liée à de nombreuses autres questions, comme le logement, le salaire de base, etc.). Les participants ont décrit en détail les difficultés rencontrées par la communauté pour se procurer des aliments frais et de qualité. Ils ont mentionné, entre autres, les limites du transport (par voie terrestre, aérienne ou maritime), le délai de livraison des produits frais de l'origine à la destination, le coût des produits frais, le manque de produits locaux et le revenu des ménages. Les participants ont indiqué que leur accès aux produits frais était limité et que le coût élevé des aliments frais disponibles pouvait être attribué au coût élevé du transport de ces marchandises. Plusieurs d'entre eux ont mentionné le programme *Nutrition Nord Canada* du gouvernement fédéral comme moyen de subventionner le coût des aliments. Cependant, certains estimaient que, même si les économies étaient détaillées sur leurs reçus, les grandes entreprises étaient malhonnêtes et faisaient une mauvaise gestion ou une mauvaise utilisation des subventions.

Dans l'ensemble, les participants estimaient qu'un salaire de subsistance de base et un logement abordable constituaient des facteurs importants pour assurer l'accès à des aliments frais de qualité. Les participants ont fait remarquer que la situation est moins stressante pour les familles disposant de deux revenus et que beaucoup de personnes à Iqaluit sont obligées de cumuler plusieurs emplois pour pouvoir s'acquitter de leurs engagements financiers, notamment pour payer le coût des besoins fondamentaux comme la nourriture. Enfin, beaucoup ont souligné l'importance de la création d'emplois, plus particulièrement d'emplois mieux rémunérés, comme moyen d'assurer la sécurité alimentaire.

Annexe A – Questionnaires de recrutement

Questionnaire de recrutement, version anglaise

Privy Council Office Recruiting Script – December 2020 English Groups

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online
- Each group is expected to last for two hours
- Recruit 8 participants for 6-8 to show
- Incentives will be \$90 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group
- Incentive will be \$125 per person for those participating in the Iqaluit group and will be sent to participants via e-transfer following the group

Specifications for the focus groups are as follows:

GROUP	DATE	TIME (EST)	TIME (LOCAL)	LOCATION	COMPOSITION	MODER-ATOR
1	Tues., Dec 1	6:00-8:00	6:00-8:00 (EST)	Ontario – Peel Region	People Exhibiting Riskier Behaviours, All Ages	DN
3	Thurs., Dec 3	8:00-10:00	5:00-7:00 (PST)	Greater Vancouver Area	Young Adults, Aged 18-24	TBW
4	Mon., Dec. 7	6:00-8:00	6:00-8:00 (EST)	Ontario – Major Centres	Persons with Elderly/Vulnerable Parents	DN
5	Tues., Dec. 8	8:00-10:00	6:00-8:00 (MST)	Alberta – Calgary and Edmonton	Young Adults, Aged 18-24	TBW
7	Thurs., Dec 10	5:00-7:00	6:00-8:00 (AST) 6:30-8:30 (NST)	Atlantic Canada – Major Centres	Parents of School Age Children, JK to Gr. 12	DN
8	Tues., Dec. 15	7:00-9:00	6:00-8:00 (CST)	Winnipeg	Persons with Elderly/Vulnerable Parents	TBW
9	Wed., Dec. 16	6:00-8:00	6:00-8:00 (EST)	Northern Ontario	Indigenous Peoples	DN
10	Thurs., Dec. 17	6:00-8:00	6:00-8:00 (EST)	Iqaluit	Gen Pop	DN

Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**
French **THANK AND END**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	THANK AND END
A marketing, branding or advertising agency	THANK AND END
A magazine or newspaper	THANK AND END
A federal/provincial/territorial government department or agency	THANK AND END
A political party	THANK AND END
In public/media relations	THANK AND END
In radio/television	THANK AND END
No, none of the above	CONTINUE

1a. **IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**
 No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Ontario – Peel Region	Cities could include (but are not limited to): Brampton, Mississauga, Caledon MAX OF 3 PARTICIPANTS FROM BRAMPTON 3 FROM MISSISSAUGA. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.	CONTINUE – GROUP 1
Greater Vancouver Area	Cities could include (but are not limited to): Vancouver, West and North Vancouver, Surrey, Burnaby, Richmond, Coquitlam, Port Coquitlam, Delta, Maple Ridge, New Westminster, Port Moody, Langley, Maple Ridge, White Rock ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY.	CONTINUE – GROUP 3
Ontario – Major Centres	Cities could include (but are not limited to): Toronto, Ottawa, Mississauga, Brampton, Hamilton ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY.	CONTINUE – GROUP 4
Alberta – Calgary and Edmonton	Calgary and Edmonton 4 PARTICIPANTS FROM EACH CITY. PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTERS PROPER.	CONTINUE – GROUP 5
Atlantic Canada – Major Centres	Cities could include (but are not limited to): Nova Scotia: Halifax-Dartmouth, Cape Breton Newfoundland and Labrador: St. John’s, New Brunswick: Moncton, Saint John, Fredericton PEI: Charlottetown, Summerside ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGIONS. AIM FOR 2 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. NO MORE THAN TWO PER CITY.	CONTINUE – GROUP 7
Winnipeg	Winnipeg PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTERS PROPER.	CONTINUE – GROUP 8
Northern Ontario	Cities could include (but are not limited to): Sudbury, Thunder Bay, Sault Ste. Marie, North Bay, Timmins, Kenora, Elliot Lake ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	CONTINUE – GROUP 9

Iqaluit	Iqaluit PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTER PROPER.	CONTINUE – GROUP 10
Other		THANK AND END
VOLUNTEERED Prefer not to answer	-	THANK AND END

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]?

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX BY NUMBER OF YEARS IN CITY. NO MORE THAN 2 PER GROUP UNDER 5 YEARS.

3. **ASK ONLY IF GROUP 1** Have you attended a social gathering or event outside your home in the last month?

Yes **CONTINUE TO 3a**
 No **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

3a. **ASK ONLY IF GROUP 1** Which of the following best describes your current situation?

I am only seeing those currently living in my household **THANK AND END**
 I am seeing extended family from time to time **CONTINUE TO 3b**
 I am seeing friends and or neighbours **CONTINUE TO 3b**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

3b. **ASK ONLY IF GROUP 1** Thinking about the upcoming holiday season, are you planning to ...

Restrict gatherings to members of your immediate family only **THANK AND END**
 Have extended family members join gatherings **CONTINUE**
 Have overnight house guests **CONTINUE**
 Attend seasonal and/or holiday parties outside your home **CONTINUE**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

4. **ASK ONLY IF GROUP 4 AND 8** Do you have a parent that is between the ages of... **READ LIST**

75-79 years old	CONTINUE IF 'YES' TO ANY. ENSURE A GOOD MIX BY AGE OF PARENT.
80-84 years old	
85-89 years old	
90 years old or older	
None of the above	THANK AND END
VOLUNTEERED Prefer not to answer	

4a. **ASK ONLY IF GROUP 4 AND 8** Is this parent immunocompromised? That includes, but is not limited to, those who have an underlying chronic medical condition such as heart disease, lung disease, asthma, liver disease, kidney disease, diabetes, cancer and/or HIV/AIDS, or that are taking medications which lower the immune system (for example, chemotherapy).

Yes **CONTINUE**

No **CONTINUE**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND TERMINATE**

ENSURE 4-5 PARTICIPANTS IN THE GROUP HAVE A PARENT WHO IS IMMUNOCOMPROMISED.

5. **ASK ONLY IF GROUP 7** Do you have any children in Junior Kindergarten to Grade 12?

Yes **CONTINUE**

No **THANK AND END**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND TERMINATE**

3a. **ASK ONLY IF GROUP 7** Could you please tell me which grade these child/these children are in?

Child	Grade
1	
2	
3	
4	
5	

ENSURE A GOOD MIX BY GRADE AND NUMBER OF CHILDREN IN EACH GROUP.

6. **ASK ONLY IF GROUP 9** Do you identify as Indigenous (First Nations, Métis or Inuit (Inuk))?

Yes	CONTINUE ENSURE A GOOD MIX OF DIFFERENT INDIGENOUS GROUPS.
No	THANK AND END
Don't know/Prefer not to answer	

7. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-24	IF GREATER VANCOUVER AREA = GROUP 3 IF CALGARY/EDMONTON = GROUP 5 ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
25-34	IF GREATER VANCOUVER AREA OR CALGARY/EDMONTON = THANK AND END
35-44	
45-54	
55+	ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE

VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END
--	----------------------

ENSURE A GOOD MIX OF AGES WITHIN EACH GROUP. PARTICIPANTS IN GROUP 4 AND 8 MAY SKEW OLDER (50/60S). PARENTS IN GROUP 7 MAY SKEW YOUNGER-MIDDLE AGED (30S/40S).

8. **[DO NOT ASK]** Gender **RECORD BY OBSERVATION.**

Male
Female

PARENTS IN GROUP 7 TO SKEW TOWARDS WOMEN. RECRUIT 6 WOMEN AND 2 MEN. ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN ALL OTHER GROUP.

9. Which of the following best describes the industry sector that you are currently employed in?

Accommodation and Food Services
Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services
Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting
Arts, Entertainment and Recreation
Construction
Educational Services
Finance and Insurance
Health Care and Social Assistance
Information and Cultural Industries
Management of Companies and Enterprises
Manufacturing
Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction
Other Services (except Public Administration)
Professional, Scientific and Technical Services
Public Administration
Real Estate and Rental and Leasing
Retail Trade
Transportation and Warehousing
Utilities
Wholesale Trade
Unemployed
Full Time Student
Retired
Other, please specify: _____

CONTINUE FOR ALL. ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT FOR EACH GROUP. NO MORE THAN TWO PER SECTOR. PARENTS IN GROUP 7 TO SKEW TOWARDS WORKING WOMEN. RECRUIT AT LEAST 4 WORKING WOMEN.

10. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**
No **EXPLAIN THE FOLLOWING** *"a focus group consists of six to eight participants and one*

moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined."

11. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means 'you tend to sit back and listen to others' and 5 means 'you are usually one of the first people to speak'?

1-2 **THANK AND END**
3-5 **CONTINUE**

12. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO ANY.**

Participant has high-speed access to the Internet
Participant has a computer/webcam

13. Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**
No **CONTINUE**

14. How would skilled are you at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**
3-5 **CONTINUE**

15. During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT'S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

16. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**
No **SKIP TO Q.20**

17. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**
More than 6 months ago **CONTINUE**

18. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**

5 or more groups **THANK AND END**

19. And on what topics were they?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

20. What is the highest level of formal education that you have completed?

Grade 8 or less

Some high school

High school diploma or equivalent

Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma

College, CEGEP or other non-university certificate or diploma

University certificate or diploma below bachelor's level

Bachelor's degree

Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer

ENSURE A GOOD MIX.

21. Which of the following categories best describes your total household income in 2019? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000

\$20,000 to just under \$40,000

\$40,000 to just under \$60,000

\$60,000 to just under \$80,000

\$80,000 to just under \$100,000

\$100,000 to just under \$150,000

\$150,000 and above

VOLUNTEERED Prefer not to answer

ENSURE A GOOD MIX.

22. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes

No **THANK AND END**

INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$90 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:

You will receive an e-mail from **The Strategic Counsel** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

Questionnaire de recrutement, version française

Bureau du Conseil privé Questionnaire de recrutement — décembre 2020 Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants pour assurer la présence d'au moins six à huit personnes.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

GROUPE	DATE	HEURE (DE L'EST)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
2	2 décembre	18 h-20 h	Grande région de Montréal – y compris Montréal même	Personnes ayant des comportements plus à risque, tous âges	M. Proulx
6	9 décembre	18 h-20 h	Région de l'Outaouais – Gatineau et MRC des Collines-de l'Outaouais	Population générale	M. Proulx

Caractéristiques des groupes de discussion :

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais ?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions ?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années ?

Une société d'études de marché
CONCLURE

REMERCIER ET

Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité
CONCLURE

REMERCIER ET

Un magazine ou un journal
CONCLURE

REMERCIER ET

Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial
CONCLURE

REMERCIER ET

Un parti politique	REMERCIER ET
CONCLURE	
Dans les relations publiques ou les relations avec les médias	REMERCIER ET
CONCLURE	
Dans le milieu de la radio ou de la télévision	REMERCIER ET
CONCLURE	
Non, aucune de ces réponses	CONTINUER

1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada ?

- Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
 Non **CONTINUER**

2. Quelle langue parlez-vous le plus souvent à la maison ?

- Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**
 Français **CONTINUER**
 Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l'étude] **REMERCIER ET CONCLURE**
 Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous ?

LIEU	VILLES	
Grande région de Montréal (GRM) – y compris Montréal même	Les villes de la GRM peuvent notamment comprendre : Montréal, Laval, Longueuil, Terrebonne, Brossard, Saint-Jérôme, Blainville, Mirabel, Dollard-des-Ormeaux PAS PLUS DE TROIS PARTICIPANTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DANS CHAQUE LIEU.	CONTINUER – GROUPE 2
Région de l'Outaouais – Gatineau et MRC des Collines-de-l'Outaouais	Ces villes peuvent notamment comprendre : Gatineau, Les Collines-de-l'Outaouais : Val-des-Monts, Cantley, Le Pêche, Chelsea, Pontiac, L'Ange-Gardien, Notre-Dame-de-la-Salette ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DANS CHAQUE LIEU.	CONTINUER – GROUPE 7
Autre lieu	-	REMERCIER ET CONCLURE

RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	-	REMERCIER ET CONCLURE
---	---	------------------------------

3a. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]?

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION EN FONCTION DU NOMBRE D'ANNÉES DE RÉSIDENCE DANS LA VILLE. PAS PLUS DE DEUX PAR GROUPE DOIVENT Y VIVRE DEPUIS MOINS DE 5 ANS.

4. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 2** Au cours du derniers mois, avez-vous participé à un rassemblement ou à une activité sociale à l'extérieur de votre domicile ?

Oui **PASSER À LA Q.4a**
 Non **REMERCIER ET CONCLURE**
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

4a. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 2** Lequel des énoncés suivants décrit le mieux votre situation actuelle ?

Je fréquente uniquement les membres de mon ménage **REMERCIER ET CONCLURE**
 Je fréquente parfois des membres de ma famille élargie **PASSER À LA Q.4b**
 Je fréquente des amis ou des voisins **PASSER À LA Q.4b**
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

4b. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 2** Pour la période des Fêtes, est-ce que vous prévoyez ...

Limiter les rassemblements aux membres de votre famille immédiate **REMERCIER ET CONCLURE**
 Inviter des membres de votre famille élargie à se joindre aux rassemblements **CONTINUER**
 Inviter certaines personnes à passer la nuit chez vous **CONTINUER**
 Assister à des fêtes de Noël ou de fin d'année à l'extérieur de chez vous **CONTINUER**
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

5. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante ?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 24	CONTINUER ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE GROUPE.
25 à 34	
35 à 44	
45 à 54	
55 ans ou plus	

RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE
---	------------------------------

6. **[NE PAS DEMANDER]** Sexe **NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme

Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

7. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez ?

Administrations publiques

Agriculture, foresterie, pêche et chasse

Arts, spectacle et loisirs

Autres services, sauf les administrations publiques

Commerce de détail

Commerce de gros

Construction

Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz

Fabrication

Finance et assurances

Gestion de sociétés et d'entreprises

Hébergement et services de restauration

Industrie de l'information et industrie culturelle

Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement

Services d'enseignement

Services immobiliers et services de location et de location à bail

Services professionnels, scientifiques et techniques

Services publics

Soins de santé et assistance sociale

Transport et entreposage

Sans emploi

Aux études à temps plein

À la retraite

Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser : _____

CONTINUER POUR TOUS LES RÉPONDANTS. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ.

8. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion » ?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE** : « un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé ».

9. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler » ?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**
3-5 **CONTINUER**

10. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit
Le participant a un ordinateur avec caméra Web

11. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années ?

Oui **CONTINUER**
Non **CONTINUER**

12. Sur une échelle de 1 à 5 où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne ?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**
3-5 **CONTINUER**

13. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo ?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

14. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent ?

Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.18**

15. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé ?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**
À plus de six mois, **CONTINUER**

16. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années ?

0 à 4 groupes, **CONTINUER**
5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

17. Et sur quels sujets portaient-ils?

METTRE FIN À L'ENTRETIEN SI LES SUJETS ÉTAIENT LES MÊMES OU SEMBLABLES

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

18. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint ?

École primaire

Études secondaires partielles

Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent

Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers

Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire

Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat

Baccalauréat

Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

19. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2019— c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt ?

Moins de 20 000 \$

20 000 \$ à moins de 40 000 \$

40 000 \$ à moins de 60 000 \$

60 000 \$ à moins de 80 000 \$

80 000 \$ à moins de 100 000 \$

100 000 \$ à moins de 150 000 \$

150 000 \$ ou plus

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

20. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo ?

Oui

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer ?

Oui **CONTINUER**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe ?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **Strategic Counsel** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au **[1-800-xxx-xxxx]** pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Annexe B – Guides du modérateur

Guide du modérateur, version anglaise

MODERATOR'S GUIDE – December 2020 MASTER

INTRODUCTION (10 minutes) All Locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (10-15 minutes) All Locations

- What have seen, read or heard about the Government of Canada in the last few days? **Northern Ontario Indigenous Peoples** (*move through this quickly; if vaccines mentioned note that we'll come back to this*)
 - **Peel Region Ontario Exhibiting Riskier Behaviour, GMA Exhibiting Riskier Behaviour, Greater Vancouver Area Young Adults, Major Centres Ontario People with Elderly/Vulnerable Parents, Major Centres Alberta Young Adults, Outaouais Region Quebec, Major Centres Atlantic Canada Parents** Have you heard anything about the Government of Canada's plan to tackle climate change?
- **Peel Region Ontario Exhibiting Riskier Behaviour, GMA Exhibiting Riskier Behaviour, Greater Vancouver Area Young Adults, Major Centres Ontario People with Elderly/Vulnerable Parents, Major Centres Alberta Young Adults, Outaouais Region Quebec, Major Centres Atlantic Canada Parents** IF NOT MENTIONED: Have you heard anything about the Government of Canada's fiscal update (the Fall Economic Statement)?
 - IF YES: What did you hear?

Greater Vancouver Area Young Adults CLARIFY: In the recent Fall Economic Statement, the federal Government announced plans to remove interest on the repayment of the deferral portion of the Canada Student Loans and Canada Apprentice Loans for next year (2021-22). This measure will bring \$329.4 million in relief to up to 1.4 million Canadians who are looking for work or otherwise in the early stages of their careers.

- What do you think of this?

Major Centres Alberta Young Adults CLARIFY: In the recent Fall Economic Statement, the Federal Government proposed several initiatives to support young people:

- Enhancing Canada Summer jobs Funding by supporting up to 120,000 job placements in 2021-2022;
- A Youth Employment and Skills Strategy by investing \$575.3 million over the next two years to provide approximately 45,300 job placements for young people;

- Eliminating Interest on Canada Student Loans and Canada Apprentice Loans for 2021-22, bringing relief to up to 1.4 million Canadians who are looking for work or otherwise in the early stages of their careers.
- **Major Centres Alberta Young Adults** What do you think of this?
- **Greater Vancouver Area Young Adults, Major Centres Alberta Young Adults** Do you think that this would be helpful for young people?
 - What more needs to be done?

Major Centres Atlantic Canada Parents CLARIFY: In the recent Fall Economic Statement, the Federal Government proposed several initiatives to support young families:

Major Centres Atlantic Canada Parents SHOW ON SCREEN:

- A Canada Recovery Caregiving Benefit of \$500 per week for up to 26 weeks per household for workers unable to work for at least 50% of the week because they must care for a child under the age of 12 or a family member who requires supervised care because schools, child care centres or care facilities are closed due to COVID-19, or because the child or family member is sick/or required to quarantine or is at risk of serious health implications because of COVID-19.
- Making sustained investments so that every Canadian family has access to affordable and high-quality child care.
- Making amendments to the *Income Tax Act* to provide, in 2021, four payments of:
 - \$300 per child under the age of six to families entitled to the Canada Child Benefit (CCB) with family net income equal or less than \$120,000, and
 - \$150 per child under the age of six to families entitled to the CCB with family net income above \$120,000.
- **Major Centres Atlantic Canada Parents** What do you think of this?
- **Major Centres Atlantic Canada Parents** Do you think that this would be helpful for young families?
 - What more needs to be done?

ADVERTISING CAMPAIGN REVIEW (30 minutes) **Peel Region Ontario Exhibiting Riskier Behaviour, GMA Exhibiting Riskier Behaviour**

Now, we're going to review three advertising campaigns and we'll go over them and review certain things about each one afterwards. Please try to abstain from comparing them until the end. These ads have already been launched and you may be familiar with any one of them.

ROTATE ORDER BETWEEN GROUPS

Peel Region Ontario Exhibiting Riskier Behaviour Order: 2, 1, 3

GMA Exhibiting Riskier Behaviour Order: 1, 3, 2

SHOW VIDEO 1 (Dr. Theresa Tam (EN) / Dr. Njoo (FR))

- What are your thoughts on this ad?
- How do you feel about the tone of this ad?
- What is the main message of this ad?
- Does this ad make you rethink about your behaviours? Why/why not?

SHOW VIDEO 2 (This is for That)

- What are your thoughts on this ad?
- How do you feel about the tone of this ad?
- What is the main message of this ad?
- Does this ad make you rethink about your behaviours? Why/why not?

SHOW VIDEO 3 (Glitter)

- What are your thoughts on this ad?
- How do you feel about the tone of this ad?
- What is the main message of this ad?
- Does this ad make you rethink about your behaviours? Why/why not?

COMPARISON

- **POLL:** Which ad do you feel would be most effective to encourage regular people to change their behaviours to limit the spread of COVID-19?
- *Moderator to go through poll results and get reasons for selections*

COVID-19 VACCINE (20-30 minutes) Peel Region Ontario Exhibiting Riskier Behaviour, Greater Vancouver Area Young Adults, Major Centres Ontario People with Elderly/Vulnerable Parents, Major Centres Alberta Young Adults, Outaouais Region Quebec, Major Centres Atlantic Canada Parents, Winnipeg People with Elderly/Vulnerable Parents, Northern Ontario Indigenous Peoples, Iqaluit

- What have you heard lately about a COVID-19 vaccine?
- Peel Region Ontario Exhibiting Riskier Behaviour, Greater Vancouver Area Young Adults, Major Centres Ontario People with Elderly/Vulnerable Parents, Major Centres Alberta Young Adults, Outaouais Region Quebec, Major Centres Atlantic Canada Parents, Winnipeg People with Elderly/Vulnerable Parents, Iqaluit Do you think that the Government of Canada is doing a good job in procuring a vaccine?
 - Why do you think that?
- Peel Region Ontario Exhibiting Riskier Behaviour, Greater Vancouver Area Young Adults, Major Centres Ontario People with Elderly/Vulnerable Parents, Major Centres Alberta Young Adults,

- Outaouais Region Quebec, Major Centres Atlantic Canada Parents, Winnipeg People with Elderly/Vulnerable Parents, Iqaluit Do you think that the Government of Canada is doing a good job in planning for the distribution of the vaccine?
- Why do you think that?
- Major Centres Ontario People with Elderly/Vulnerable Parents, Major Centres Alberta Young Adults, Outaouais Region Quebec, Major Centres Atlantic Canada Parents, Winnipeg People with Elderly/Vulnerable Parents, Iqaluit As the vaccination effort rolls out, how will you evaluate whether this is going well or not?
 - For example, will you base it on how Canada does compared to other countries? Do you have some kind of timeline in mind? Or will it mainly be based on if it seems to go smoothly/you don't hear of any issues, and the timeline doesn't really matter?
 - Major Centres Ontario People with Elderly/Vulnerable Parents, Major Centres Alberta Young Adults, Outaouais Region Quebec, Major Centres Atlantic Canada Parents, Winnipeg People with Elderly/Vulnerable Parents, Iqaluit SHOW ON SCREEN: And thinking about different milestones, which one will be the biggest factor in evaluating how well or poorly the Government of Canada is doing:
 - When the first vaccines roll out?
 - The speed at which it can get vaccines to non-priority groups (such as people who are not at higher risk)?
 - The point at which enough people are vaccinated so that COVID-19 cases dwindle?
 - The point at which the final vaccine is administered to those who want it?
 - Some other factor?
 - Peel Region Ontario Exhibiting Riskier Behaviour, Greater Vancouver Area Young Adults, Major Centres Ontario People with Elderly/Vulnerable Parents, Major Centres Alberta Young Adults, Outaouais Region Quebec, Major Centres Atlantic Canada Parents, Winnipeg People with Elderly/Vulnerable Parents, Iqaluit Compared to other countries, is Canada in a better (or worse) position to obtain and distribute the vaccine?
 - Peel Region Ontario Exhibiting Riskier Behaviour, Greater Vancouver Area Young Adults, Major Centres Ontario People with Elderly/Vulnerable Parents, Major Centres Alberta Young Adults, Outaouais Region Quebec, Major Centres Atlantic Canada Parents When do you expect the first vaccines to be given in Canada?
 - When do you think you personally will be in a position to receive a vaccine?
 - Do you plan to get vaccinated?
 - (IF NO) Why not?
 - (IF UNSURE) What are the factors that will influence your decision on whether or not to get vaccinated?

- Peel Region Ontario Exhibiting Riskier Behaviour, Greater Vancouver Area Young Adults, Major Centres Ontario People with Elderly/Vulnerable Parents, Major Centres Alberta Young Adults, Outaouais Region Quebec, Major Centres Atlantic Canada Parents, Winnipeg People with Elderly/Vulnerable Parents, Iqaluit What do you think is a reasonable target date to have everyone in Canada (who wants to be vaccinated) to be vaccinated by?

BEHAVIOURS (30-40 minutes) Peel Region Ontario Exhibiting Riskier Behaviour, GMA Exhibiting Riskier Behaviour, Greater Vancouver Area Young Adults, Major Centres Ontario People with Elderly/Vulnerable Parents, Major Centres Alberta Young Adults, Outaouais Region Quebec, Major Centres Atlantic Canada Parents, Winnipeg People with Elderly/Vulnerable Parents, Iqaluit

- How have COVID-19 and COVID-related restrictions impacted you?
- Peel Region Ontario Exhibiting Riskier Behaviour, GMA Exhibiting Riskier Behaviour When we invited you to participate in tonight's discussion, each of you indicated you have attended a social gathering or event outside your home recently. What made you decide to have contact with individuals outside your household?
 - Do you have any concerns about socializing with others?
- Greater Vancouver Area Young Adults, Major Centres Ontario People with Elderly/Vulnerable Parents, Major Centres Alberta Young Adults, Outaouais Region Quebec, Winnipeg People with Elderly/Vulnerable Parents, Iqaluit As the situation with COVID-19 evolves and some regions are seeing increased rates of infections, do you find yourself having to adapt your behaviours? (for example, are you staying home more, ordering food instead of going out to bars and restaurants, re-evaluating your social circles, etc.?)
- Peel Region Ontario Exhibiting Riskier Behaviour, GMA Exhibiting Riskier Behaviour Each of you are also planning on having gatherings with others during the holiday season? Is this for the same reasons or are there other reasons you'll be doing this?
 - Do you have any concerns about doing this?
- Major Centres Atlantic Canada Parents As the situation with COVID-19 evolves, how do you feel about the end of the Atlantic bubble?
 - Are you feeling more worried that Atlantic Canada is going to get as bad as the rest of Canada?
 - Are you feeling more anxious about it?
 - What more needs to be done in terms of restrictions? Should there be more restrictions? Should the Atlantic bubble be reinstated?
- Major Centres Atlantic Canada Parents Throughout the COVID-19 pandemic, parents have had a unique experience with their kids.
 - How has this impacted you and your family?

- Has it been hard on your kids?
 - Has it been hard on you as a parent?
 - In two words, how would you describe the experience?
- **Greater Vancouver Area Young Adults, Major Centres Ontario People with Elderly/Vulnerable Parents, Major Centres Alberta Young Adults, Outaouais Region Quebec** With the holidays coming up, are some of you planning to travel to visit family?
 - **Major Centres Atlantic Canada Parents, Winnipeg People with Elderly/Vulnerable Parents, Iqaluit** With the holidays coming up, how are you feeling about celebrating this year?
 - **Major Centres Atlantic Canada Parents, Winnipeg People with Elderly/Vulnerable Parents, Iqaluit** Are some of you planning to travel to visit family?
 - Have your holiday plans changed because of COVID-19?
 - What are you planning to do differently this year?
 - **Peel Region Ontario Exhibiting Riskier Behaviour, GMA Exhibiting Riskier Behaviour** Do you think that your communities should have restrictions in place at the moment?
 - IF NO: Why not?
 - IF YES: What kinds of restrictions do you think should be in place? Would you follow these? Why/why not?
 - **Peel Region Ontario Exhibiting Riskier Behaviour, GMA Exhibiting Riskier Behaviour, Greater Vancouver Area Young Adults, Major Centres Ontario People with Elderly/Vulnerable Parents, Major Centres Alberta Young Adults, Outaouais Region Quebec** And what about travel – do you think we should open the Canada-US border? Why/why not?
 - **Peel Region Ontario Exhibiting Riskier Behaviour, GMA Exhibiting Riskier Behaviour, Greater Vancouver Area Young Adults, Major Centres Ontario People with Elderly/Vulnerable Parents, Major Centres Alberta Young Adults, Outaouais Region Quebec** What about international travel – do you think we should open the border to travellers from other countries?
 - IF YES: from all countries or just certain ones?
 - IF CERTAIN ONES: Which ones? What makes you say that?
 - IF NO: Why not?
 - **Peel Region Ontario Exhibiting Riskier Behaviour** Are you concerned about the regular flu season?
 - **Major Centres Ontario People with Elderly/Vulnerable Parents, Major Centres Alberta Young Adults, Outaouais Region Quebec** As vaccination efforts roll out, what do you think about letting people from the US or other countries travel to Canada if they show evidence that they have been vaccinated against COVID-19?

- Peel Region Ontario Exhibiting Riskier Behaviour, GMA Exhibiting Riskier Behaviour, And as we approach winter, are you concerned about impacts on you, your families, your community, businesses due to COVID-19? How so?
- Greater Vancouver Area Young Adults, Major Centres Ontario People with Elderly/Vulnerable Parents, Major Centres Alberta Young Adults, Outaouais Region Quebec, Winnipeg People with Elderly/Vulnerable Parents, Iqaluit Again, ahead of the holidays, are you concerned about impacts on you, your families, your community, and businesses due to COVID-19? How so?
 - Peel Region Ontario Exhibiting Riskier Behaviour, GMA Exhibiting Riskier Behaviour, Greater Vancouver Area Young Adults, Major Centres Ontario People with Elderly/Vulnerable Parents, Major Centres Alberta Young Adults, Outaouais Region Quebec Do you have any concerns about mental health impacts for those in your social circles or your community?

TRAVEL CREATIVES – DISASTER CHECK (25 minutes) GMA Exhibiting Riskier Behaviour, Greater Vancouver Area Young Adults

We are now going to review images for creative concepts that may be used by the Government of Canada to inform Canadians about things related to COVID-19.

SHOW WINTER V1 (Should we go away for winter break)

- What are your thoughts on this?
- What is the main message of this ad? Who is it directed to?
- How would you describe the tone of this ad?

Let's take a look at the next one.

SHOW WINTER V2 (Should we go see family for the holidays)

- What are your thoughts on this?
- Is this the same message as the first? Is the target audience the same or different? What makes you say that?
- What about the tone – is it similar or different?

I'm now going to show these 2 ads side by side.

SHOW WINTER V1 and V2

- Thinking about the question posed, which one do you think is more effective in terms of encouraging Canadians to stay informed on the latest travel rules and restrictions? That is, do you think "Should we go see family for the holidays" should be used for both images, or do you think "Should we go away for winter break" should be used? What makes you say that?

GMA Exhibiting Riskier Behaviour I'm now going to show you a different creative.

Greater Vancouver Area Young Adults I'm now going to show you a different creative. This ad would only be visible on social media in international countries, and not in Canada

SHOW QUARANTINE (Would entering Canada require a quarantine)

- What are your thoughts on this?
- What is the main message of this ad? Who is it directed to?
- How would you describe the tone of this ad?
- **GMA Exhibiting Riskier Behaviour** The ad says "faire une quarantaine". What if instead it said "se metre en quarantaine" - is that clearer or is the current phrasing better? What makes you say that?

Moving on to the next one...

SHOW GENERAL V1 (Are there new guidelines for travel)

- What are your thoughts on this?
- What is the main message of this ad? Who is it directed to?
- How would you describe the tone of this ad?

I'm now going to show you a different version of this creative.

SHOW GENERAL V2 (What are the rules around travel)

- Did any of you notice the difference between this one and the first version you saw? What is different?

I'm now going to show these 2 ads side by side.

SHOW GENERAL V1 and V2

- Which one do you think is more effective in terms of encouraging Canadians to stay informed on the latest travel rules and restrictions? What makes you say that?

LONG-TERM CARE HOMES (30 minutes) Major Centres Ontario People with Elderly/Vulnerable Parents

- Have you heard about anything the Government of Canada is doing to protect people in long-term care homes?
 - IF YES: What did you hear?

CLARIFY AND SHOW ON SCREEN:

The Government of Canada announced a suite of measures to protect people in long-term care, including:

- Working with the provinces and territories to set new, national standards for the sector.
 - Developing a plan to bring forward new Criminal Code amendments to hold people accountable for the neglect of seniors under their care.
 - Taking additional action to help people stay in their homes (such as investments in home and community care).
 - Increasing targeted measures for personal support workers.
 - Increasing the Old Age Security and Canada Pension Plan Survivor's benefit to keep seniors at home.
- What do you think of these measures? Do you think this is the right approach? Why / why not?
 - Long-term care homes fall under provincial jurisdiction. Given that, do you think that it makes more sense for each province to set its own standards? Why?
 - Is there anything else the Government of Canada could do to address the issues in long-term care homes?

CANADA-US RELATIONS (30 minutes) Major Centres Alberta Young Adults, Outaouais Region
Quebec, Major Centres Atlantic Canada Parents

Now I'd like to focus on the relationship between Canada and the US. I don't want to discuss your reactions to the recent US election, who you thought should have won, or anything like that.

- Moving forward, do you think the relationship between Canada and the US will change?
 - If so, why do you think so? What will change?
 - If not, why do you think it will stay the same?

EXERCISE:

- **POLL:** I want you to enter three words when prompted on screen that you believe best describes the relationship between Canada and the United-States over the last few years.
- **POLL:** I want you to enter three words when prompted on screen that you think could describe the upcoming relationship between Canada and the United-States in the coming years. The words you enter can be the same or different as for the previous exercise.
- Now I would like you to pick one of the words you selected for the relationship over the last few years and one of the words for the coming years and explain why you chose that word in each case.

- What are some areas you think create conflict between Canada and the United-States?
- What are issues you think that both countries need to work on together better in the short-term? (What are the most pressing issues?)
 - How about in the long-term?
- PROBE: If we consider the environment, should Canada and the United States work together to set joint standards for environmental regulations, emission standards, carbon pricing, emission reduction targets, etc.? Alternatively, should Canada work independently and not worry about what the US does?
- What if the United States has weaker environmental regulations than Canada? Are you worried that Canadian businesses would suffer from a competitive disadvantage?
 - PROMPT AS NECESSARY: For example, since they may have more laws and regulations to follow, would it be more difficult for Canadian businesses to remain competitive with American businesses?
- What if the opposite was true? How would you feel if the United States had stronger environmental regulations than Canada? Would that be a good reason to increase ours?

ENVIRONMENT (30 minutes) **Winnipeg People with Elderly/Vulnerable Parents**

Have you heard anything about the Government of Canada's recent announcement to reduce greenhouse gas emissions by 2030?

- IF YES: What did you hear?

SHOW ON SCREEN:

Last Friday, the Government of Canada announced proposed measures aimed to help Canada cut greenhouse gas emissions by 2030 and get the country to net-zero emissions by 2050. Some of the key initiatives include:

- Investing in retrofits to make it easier for Canadians to improve the energy efficiency of their homes
- Making clean, affordable transportation and power available across Canada, via investments in zero-emission vehicles, and expanding the network of electric vehicle charging-stations across the country
- Continuing to put a price on carbon pollution, with a gradual increase each year, so that the price rises from \$30/tonne this year to \$170/tonne by 2030
- Helping Canadian businesses invest in more efficient and cost-effective technologies that both improve their operations and their bottom line
- Enabling Canadians to prepare for, and adapt to, climate risks such as floods, forest fires and extreme weather, through measures such as planting two billion trees over 10 years,

and restoring and enhancing wetlands, grasslands and agricultural lands to help slow or reverse the effects of carbon pollution

- What are your initial thoughts about this proposed plan?
 - What do you like about it? What do you dislike about it?
- What catches your attention?
- Should the Government of Canada be moving forward on an environmental agenda now? Or, should they keep focused on COVID-19 related matters and wait until the pandemic is over?

Now thinking about business specifically: I will show you a list of possible names the Government of Canada might use to frame its plan to help businesses reduce their carbon emissions. We will then go over them to discuss which ones you preferred and why.

SHOW ON SCREEN:

- A strategy to help businesses cut pollution
- A strategy to help sectors across our economy cut pollution
- Clean industrial strategy
- Low-carbon industrial strategy
- Strategy for cleaner industry

POLL: Which one do you feel would be most effective name to frame the Government of Canada's plan to help businesses reduce their carbon emissions?

- *Moderator to go through poll results and get reasons for selections*
- Do you have any suggestions that you think would be more effective?

COVID-19 PUBLIC SERVICE ANNOUNCEMENT (60 minutes) Northern Ontario Indigenous Peoples

We are now going to review four potential public service announcements (PSAs for short) that are currently being developed by the Government of Canada. I only have scripts for each, so I will describe it and read to you what you would hear. I will read the public service announcement to you twice, and then we will discuss what we thought about it. **Feel free to take notes to help you remember what you liked and didn't like about the PSA.**

In each public service announcement, we see Indigenous health professionals talking on-screen.

PSA#1 (Public Health Guidelines and Get Tested)

I will now read the script for the first one:

Even though a COVID-19 vaccine is coming, the virus is still a serious threat.

Let's all do our part:

*avoid gatherings, wash your hands, wear a mask, stay 2 meters apart,
and if you have symptoms, get tested and stay home.*

Let's help keep each other safe.

Learn more at Canada.ca/coronavirus or 1-833-784-4397.

A message from the Government of Canada.

NOTE TO MODERATOR: RE-READ SCRIPT A SECOND TIME.

- What are your initial thoughts about this?
- What do you like most? What do you like the least?
- Is the language easy to understand? (if not) What parts are unclear or confusing?
- Does this message effectively communicate how to stay safe and when to get tested for COVID-19?
- Do you have any other thoughts about what could make this PSA more effective?

Now, I'm going to review three other PSA's with you about COVID-19 vaccines. We'll review these one at a time and then we'll discuss them as a group. Again, please feel free to take notes.

PSA#2 (COVID-19 Vaccine – Key Facts)

I will now read the script for a different public service announcement. As a reminder, we see Indigenous public health professionals talking on-screen:

Here are some important things you should know about COVID-19 vaccines:

Vaccines work.

Only vaccines that are safe and effective will be approved for use in Canada.

COVID-19 vaccines will be free, and available to everyone for whom they are authorized.

Get the facts about vaccines.

Learn more at Canada.ca/coronavirus or 1-833-784-4397.

A message from the Government of Canada.

NOTE TO MODERATOR: RE-READ SCRIPT A SECOND TIME.

- What are your initial thoughts about this?
- What do you like most? What do you like the least?
- Is the language easy to understand? (if not) What parts are unclear or confusing?
- Does this message effectively communicate key facts about COVID-19 vaccines?
- Do you have any other thoughts about what could make this PSA more effective?

PSA#3 (COVID-19 Vaccine and traditional medicine)

I will now read the script for a different public service announcement. (Indigenous public health professionals talking on-screen):

Indigenous leaders and healthcare providers look to and rely on traditional knowledge systems for wisdom and guidance to protect against COVID-19. The COVID-19 vaccines will complement traditional approaches to protect our Elders and those most at risk.

Get the facts about vaccines.

Learn more at Canada.ca/coronavirus or 1-833-784-4397.

A message from the Government of Canada.

NOTE TO MODERATOR: RE-READ SCRIPT A SECOND TIME.

- What are your initial thoughts about this?
- What do you like most? What do you like the least?
- Is the language easy to understand? (if not) What parts are unclear or confusing?
- Does this message effectively communicate how COVID-19 vaccines and traditional medicine complement each other?

PSA#4 (COVID-19 Vaccine – Priority Immunization)

I will now read the script for a different public service announcement. (Indigenous public health professionals talking on-screen):

COVID-19 vaccines will soon be available to all Canadians.

Those who need vaccines the most will get them first.

Indigenous leaders are part of the decision-making process and will help decide who will benefit from being vaccinated first.

Learn more at Canada.ca/coronavirus or 1-833-784-4397.

A message from the Government of Canada.

NOTE TO MODERATOR: RE-READ SCRIPT A SECOND TIME.

- What are your initial thoughts about this?
- What do you like most? What do you like the least?
- Is the language easy to understand? (if not) What parts are unclear or confusing?
- Does this message effectively communicate who will receive a vaccine first, and how Indigenous people are involved?
- Do you have any other thoughts about what could make this PSA more effective?

VACCINE PSA COMPARISON

- **POLL:** Which of the three PSAs about COVID-19 vaccines do you feel would be most effective in helping Indigenous people make decisions about getting a vaccine?

MODERATOR TO REMIND PARTICIPANTS TO SELECT ONE OF THE LAST 3 PSA'S ONLY. IT DOES NOT INCLUDE THE FIRST PSA WE REVIEWED. (PSA'S 2, 3 AND 4).

- Moderator to go through poll results and get reasons for selections

INDIGENOUS ISSUES (30 minutes) Northern Ontario Indigenous Peoples

I'd now like to shift our attention to Indigenous issues.

- What important Indigenous issues do you think the Government of Canada should focus on?
- Has the Government of Canada done anything well?
- What can they improve on?

- Have you heard of UNDRIP (the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples)?

SHOW ON SCREEN

UNDRIP is an international document adopted by the United Nations in 2007 that lays out the basic rights that Indigenous peoples should have around the world. It outlines how governments should respect the human rights of Indigenous peoples.

UNDRIP consists of 46 articles that describe specific rights and actions that governments must take to protect these rights. The main themes in the declaration are:

- The right to self-determination
- The right to cultural identity
- The right to free, prior and informed consent (i.e. the right to be consulted and make decisions on any matter that may affect the rights of Indigenous peoples)
- Protection from discrimination

- Have you heard anything recently about how the Government of Canada has responded to UNDRIP? What have you heard?

CLARIFY AS NECESSARY

The Government of Canada recently introduced legislation to implement UNDRIP.

What are your thoughts on this? Do you think this will change anything? What makes you say that?

I'd now like to talk about drinking water for a bit...

- Have you heard about Government of Canada efforts to lift long-term drinking water advisories on reserves?

I'm going to show you an infographic about the work being done by the federal government to lift long-term drinking water advisories and I will ask you for your opinion about it afterwards.

Show the infographic 'Long-term drinking water advisories on public systems on reserves'

- What are your first reactions?
- Now that you've seen this, how would you rate the progress the Government of Canada has made on this issue? Would you say they've made a lot of progress, a bit, none, or have they made things worse?
- Have you heard anything about what the Government of Canada's timeline is for lifting all long-term drinking water advisories?

SHOW ON SCREEN

The Government of Canada recently announced that it would not meet its target of March 2021 as originally planned. In addition to the \$2.19 billion already budgeted for ending long-term drinking water advisories, the government announced another \$1.5 billion to finish the work. This new money is for ongoing support for daily operations and maintenance of water infrastructure on reserves, continued funding for water and wastewater infrastructure on reserves, and to pay for work halted due to the COVID-19 pandemic and other project delays.

- What are your thoughts on this?
- What do you think is a reasonable timeline?

LOCAL ISSUES (30 minutes) Iqaluit

- What are the most important local issues in Iqaluit?
 - **FOR EACH:** Why is it important? What needs to be done? **PROBE TO SEE IF OTHERS FEEL IT IS IMPORTANT**
- Thinking about everything the federal government has done in the past year, what, if anything, do you think will have the most positive impact in Iqaluit?
- Have they done anything that you think will have a negative impact on Iqaluit?
- And what does Iqaluit need in terms of infrastructure?
 - What are the biggest concerns/challenges? Is there anything that needs to be done?
 - And what about local environmental concerns? Are there any that come to mind? Why is it important? What needs to be done?

- I've got a list with various items. I'd like you to select each one that you think is a major concern in your community:

POLL #1: PARTICIPANTS SELECT ALL THAT APPLY

- A shrinking middle class
- Ability of local businesses and industries to succeed
- An aging population
- Availability of affordable childcare options
- Availability of broadband internet
- Availability of cell phone service
- Availability of healthcare services
- Availability of jobs
- Availability of public transit
- Availability of services
- Availability of clean drinking water
- Availability of quality affordable food
- Cost of housing
- Crime
- Drug overdoses
- Gun control
- Homelessness
- Integrating immigrants into the community
- Level of Employment Insurance benefits for those who can't find work
- Low high school graduation rates
- Poverty
- Preserving a clean environment
- Quality of roads and bridges
- Retirement security
- Young people leaving for opportunities elsewhere

- Now I'd like you to select the top 2 or 3 that you worry about the most.

POLL #2: SAME LIST; PARTICIPANTS SELECT 2-3 THAT THEY WORRY ABOUT THE MOST

- Was there anything missing from that list?

TIME PERMITTING - DISCUSS A FEW ISSUES THAT WERE SELECTED AS MOST WORRISOME:

- What *specifically* is the problem? *Why* is it a problem?
- Is this something that has been getting worse in recent years or has it always been a problem?

CONCLUSION (5 minutes)

Guide du modérateur, version française

GUIDE DU MODÉRATEUR — DÉCEMBRE 2020 DOCUMENT MAÎTRE

INTRODUCTION (10 minutes) Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participantes et aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons au cours de la discussion.

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (10-15 minutes) Tous les lieux

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours ? **Peuples autochtones du Nord de l'Ontario** (*passer rapidement sur ce sujet ; si l'on mentionne les vaccins, préciser qu'on y reviendra*)
 - **Résident(e)s de la région de Peel de l'Ontario qui présentent un comportement plus risqué, résident(e)s de la région du Grand Montréal qui présentent un comportement plus risqué, jeunes adultes de la région du Grand Vancouver, personnes qui ont des parents âgés/vulnérables des grands centres de l'Ontario, jeunes adultes des grands centres de l'Alberta, région de l'Outaouais du Québec, parents des grands centres de l'Atlantique** Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet du plan du gouvernement du Canada pour lutter contre le changement climatique ?
- **Résident(e)s de la région de Peel de l'Ontario qui présentent un comportement plus risqué, résident(e)s de la région du Grand Montréal qui présentent un comportement plus risqué, jeunes adultes de la région du Grand Vancouver, personnes qui ont des parents âgés/vulnérables des grands centres de l'Ontario, jeunes adultes des grands centres de l'Alberta, région de l'Outaouais du Québec, parents des grands centres de l'Atlantique** **SI CELA N'A PAS ÉTÉ MENTIONNÉ** : Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet de la mise à jour économique du gouvernement du Canada (l'Énoncé économique de l'automne) ?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu ?

Jeunes adultes de la région du Grand Vancouver **ÉCLAIRCISSEMENT** : Dans le récent Énoncé économique d'automne, le gouvernement fédéral a annoncé son intention d'éliminer l'intérêt sur le remboursement de la partie différée des Prêts d'études canadiens et des Prêts canadiens aux apprentis pour l'année à venir (2021-22). Cette mesure apportera une aide de 329,4 millions de

dollars à 1,4 million de Canadiens qui cherchent du travail ou qui en sont aux premiers stades de leur carrière.

- Que pensez-vous de cela ?

Jeunes adultes des grands centres de l'Alberta ÉCLAIRCISSEMENT : Dans le récent Énoncé économique d'automne, le gouvernement fédéral a proposé plusieurs initiatives pour soutenir les jeunes :

- Augmenter le financement du programme Emplois été Canada afin de soutenir jusqu'à 120 000 placements en 2021-2022 ;
- Une Stratégie emploi et compétences jeunesse, avec un investissement de 575,3 millions de dollars au cours des deux prochaines années afin d'offrir environ 45 300 emplois aux jeunes ;
- Éliminer les intérêts sur le remboursement de la partie fédérale des Prêts d'études canadiens et des Prêts canadiens aux apprentis pour 2021-2022, qui apportera une aide à jusqu'à 1,4 million de Canadiens qui cherchent du travail ou qui en sont aux premiers stades de leur carrière.
- **Jeunes adultes des grands centres de l'Alberta** Que pensez-vous de cela ?
- **Jeunes adultes de la région du Grand Vancouver, jeunes adultes des grands centres de l'Alberta** Croyez-vous que cela aiderait les jeunes ?
 - Que faut-il faire de plus ?

Parents des grands centres de l'Atlantique ÉCLAIRCISSEMENT : Dans le récent Énoncé économique d'automne, le gouvernement fédéral a proposé plusieurs initiatives pour soutenir les jeunes familles :

Parents des grands centres de l'Atlantique AFFICHER À L'ÉCRAN :

- Une Prestation canadienne de relance économique pour les proches aidants de 500 \$ par semaine, pour un maximum de 26 semaines par ménage, est offerte aux travailleurs qui sont dans l'impossibilité de travailler pendant au moins 50 % de la semaine parce qu'ils doivent prendre soin d'un enfant de moins de 12 ans ou d'un proche dont l'école, le service de garde ou l'établissement de soins est fermé en raison de la COVID-19, ou parce que l'enfant ou le proche est malade, en quarantaine ou à risque de développer de graves complications s'il contractait la COVID-19.
- Faire des investissements durables afin que chaque famille canadienne ait accès à des services de garde d'enfants abordables et de qualité.
- Apporter des modifications à la Loi de l'impôt sur le revenu afin d'accorder, en 2021, quatre versements :
 - 300 \$ par enfant de moins de six ans aux familles ayant droit à la prestation canadienne pour enfants (PCE) et dont le revenu familial net est inférieur ou égal à 120 000 \$, et
 - 150 \$ par enfant de moins de six ans aux familles ayant droit à la PCE et dont le revenu familial net est supérieur à 120 000 \$.

- Parents des grands centres de l'Atlantique Que pensez-vous de cela ?
- Parents des grands centres de l'Atlantique Croyez-vous que cela aiderait les jeunes familles ?
 - Que faut-il faire de plus ?

ÉVALUATION DES CAMPAGNES PUBLICITAIRES (30 minutes) Résident(e)s de la région de Peel de l'Ontario qui présentent un comportement plus risqué, résident(e)s de la région du Grand Montréal qui présentent un comportement plus risqué

Maintenant, nous allons passer en revue trois campagnes publicitaires et nous allons ensuite examiner certaines choses par rapport à chacune d'entre elles. Essayez de vous abstenir de les comparer avant la fin. Ces publicités ont déjà été lancées et il se peut que vous en connaissiez une ou plusieurs d'entre elles.

CHANGER L'ORDRE DE PRÉSENTATION D'UN GROUPE À L'AUTRE

Résident(e)s de la région de Peel de l'Ontario qui présentent un comportement plus risqué Ordre : 2, 1, 3

Résident(e)s de la région du Grand Montréal qui présentent un comportement plus risqué Ordre : 1, 3, 2

MONTRER LA VIDÉO N° 1 (Dre Theresa Tam [EN]/Dr Njoo [FR])

- Que pensez-vous de cette publicité ?
- Que pensez-vous du ton de cette publicité ?
- Quel est le message principal de cette publicité ?
- Est-ce que cette publicité vous fait réfléchir à nouveau quant à vos comportements ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

MONTRER LA VIDÉO N° 2 (Tout ça pour ça)

- Que pensez-vous de cette publicité ?
- Que pensez-vous du ton de cette publicité ?
- Quel est le message principal de cette publicité ?
- Est-ce que cette publicité vous fait réfléchir à nouveau quant à vos comportements ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

MONTRER LA VIDÉO N° 3 (Paillettes)

- Que pensez-vous de cette publicité ?
- Que pensez-vous du ton de cette publicité ?
- Quel est le message principal de cette publicité ?
- Est-ce que cette publicité vous fait réfléchir à nouveau quant à vos comportements ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

COMPARAISON

- **SONDAGE** : Selon vous, quelle publicité serait la plus efficace pour encourager les gens ordinaires à modifier leurs comportements afin de limiter la propagation de la COVID-19 ?
- *Le modérateur passera en revue les résultats du sondage et recueillera les raisons qui ont motivé leur choix.*

LE VACCIN COVID-19 (20-30 minutes) Résident(e)s de la région de Peel de l'Ontario qui présentent un comportement plus risqué, jeunes adultes de la région du Grand Vancouver, personnes qui ont des parents âgés/vulnérables des grands centres de l'Ontario, jeunes adultes des grands centres de, région de l'Outaouais du Québec, parents des grands centres de l'Atlantique, résident(e)s de Winnipeg qui ont des parents âgés/vulnérables, peuples autochtones du Nord de l'Ontario, Iqaluit

- Qu'avez-vous entendu récemment au sujet d'un vaccin COVID-19 ?
- Résident(e)s de la région de Peel de l'Ontario qui présentent un comportement plus risqué, jeunes adultes de la région du Grand Vancouver, personnes qui ont des parents âgés/vulnérables des grands centres de l'Ontario, jeunes adultes des grands centres de, région de l'Outaouais du Québec, parents des grands centres de l'Atlantique, résident(e)s de Winnipeg qui ont des parents âgés/vulnérables, Iqaluit Pensez-vous que le gouvernement du Canada fait un bon travail pour se procurer un vaccin, ou non ?
 - Pourquoi pensez-vous cela ?
- Résident(e)s de la région de Peel de l'Ontario qui présentent un comportement plus risqué, jeunes adultes de la région du Grand Vancouver, personnes qui ont des parents âgés/vulnérables des grands centres de l'Ontario, jeunes adultes des grands centres de, région de l'Outaouais du Québec, parents des grands centres de l'Atlantique, résident(e)s de Winnipeg qui ont des parents âgés/vulnérables, Iqaluit Pensez-vous que le gouvernement du Canada fait un bon travail quant à la planification de la distribution du vaccin, ou non ?
 - Pourquoi pensez-vous cela ?
- Personnes qui ont des parents âgés/vulnérables des grands centres de l'Ontario, jeunes adultes des grands centres de l'Alberta, région de l'Outaouais du Québec, parents des grands centres de l'Atlantique, résident(e)s de Winnipeg qui ont des parents âgés/vulnérables, Iqaluit À mesure que l'effort de vaccination se déploie, comment allez-vous évaluer si tout se déroule bien ou non ?
 - Par exemple, allez-vous vous baser sur la façon dont le Canada se compare à d'autres pays ? Avez-vous un certain échéancier en tête ? Ou, allez-vous surtout vous baser sur le fait que tout semble se dérouler rondement, que vous n'entendez pas parler de problèmes et que l'échéancier n'a pas vraiment d'importance ?

- Personnes qui ont des parents âgés/vulnérables des grands centres de l'Ontario, jeunes adultes des grands centres de l'Alberta, région de l'Outaouais du Québec, parents des grands centres de l'Atlantique, résident(e)s de Winnipeg qui ont des parents âgés/vulnérables, Iqaluit **AFFICHER À L'ÉCRAN** : Et en réfléchissant aux diverses étapes, laquelle constituera le facteur le plus important permettant d'évaluer la performance ou la contre-performance du gouvernement du Canada :
 - Lorsqu'il y aura déploiement des premiers vaccins ?
 - La rapidité à laquelle il pourra distribuer les vaccins aux groupes non prioritaires (tels que les personnes qui ne sont pas à plus haut risque) ?
 - Le moment où un nombre suffisant de personnes seront vaccinées de sorte que les cas de COVID-19 diminuent ?
 - Le moment où le vaccin final est administré à ceux qui le souhaitent ?
 - Quelque autre facteur ?

- Résident(e)s de la région de Peel de l'Ontario qui présentent un comportement plus risqué, jeunes adultes de la région du Grand Vancouver, personnes qui ont des parents âgés/vulnérables des grands centres de l'Ontario, jeunes adultes des grands centres de l'Alberta, région de l'Outaouais du Québec, parents des grands centres de l'Atlantique, résident(e)s de Winnipeg qui ont des parents âgés/vulnérables, Iqaluit Par rapport à d'autres pays, le Canada est-il mieux (ou moins bien) placé pour se procurer et distribuer le vaccin ?

- Résident(e)s de la région de Peel de l'Ontario qui présentent un comportement plus risqué, jeunes adultes de la région du Grand Vancouver, personnes qui ont des parents âgés/vulnérables des grands centres de l'Ontario, jeunes adultes des grands centres de l'Alberta, région de l'Outaouais du Québec, parents des grands centres de l'Atlantique **Quand pensez-vous que les premiers vaccins seront administrés au Canada ?**
 - Quand pensez-vous être personnellement en mesure de recevoir un vaccin ?
 - Comptez-vous vous faire vacciner ?
 - [SI NON] pourquoi pas ?
 - [SI INCERTAIN(E)] Quels sont les facteurs qui influenceront votre décision de vous faire vacciner ou non ?

- Résident(e)s de la région de Peel de l'Ontario qui présentent un comportement plus risqué, jeunes adultes de la région du Grand Vancouver, personnes qui ont des parents âgés/vulnérables des grands centres de l'Ontario, jeunes adultes des grands centres de l'Alberta, région de l'Outaouais du Québec, Parents des grands centres de l'Atlantique, résident(e)s de Winnipeg qui ont des parents âgés/vulnérables, Iqaluit Selon vous, quelle est une date cible raisonnable à laquelle toute personne au Canada (qui souhaite être vaccinée) serait vaccinée ?

COMPORTEMENTS (30-40 minutes) Résident(e)s de la région de Peel de l'Ontario qui présentent un comportement plus risqué, résident(e)s de la région du Grand Montréal qui présentent un

comportement plus risqué, jeunes adultes de la région du Grand Vancouver, personnes qui ont des parents âgés/vulnérables des grands centres de l'Ontario, jeunes adultes des grands centres de l'Alberta, région de l'Outaouais du Québec, Parents des grands centres de l'Atlantique, résident(e)s de Winnipeg qui ont des parents âgés/vulnérables, Iqaluit

- De quelle façon est-ce que la COVID-19 et les restrictions liées à la COVID vous ont affecté ?
- Résident(e)s de la région de Peel de l'Ontario qui présentent un comportement plus risqué, résident(e)s de la région du Grand Montréal qui présentent un comportement plus risqué
Lorsque nous vous avons invités à participer à la discussion de ce soir, chacun d'entre vous a indiqué avoir récemment pris part à un rassemblement ou à un événement social à l'extérieur de votre domicile. Qu'est-ce qui vous a fait décider d'avoir des contacts avec des personnes qui ne font pas partie de votre ménage ?
 - Avez-vous quelque préoccupation que ce soit quant à avoir des contacts sociaux avec d'autres personnes ?
- Jeunes adultes de la région du Grand Vancouver, personnes qui ont des parents âgés/vulnérables des grands centres de l'Ontario, jeunes adultes des grands centres de l'Alberta, région de l'Outaouais du Québec, résident(e)s de Winnipeg qui ont des parents âgés/vulnérables, Iqaluit À mesure que la situation relative à la COVID-19 évolue et que certaines régions connaissent une augmentation des taux d'infection, est-ce que vous vous trouvez contraint d'adapter vos comportements ? (Par exemple, restez-vous plus souvent à la maison, commandez-vous de la nourriture au lieu d'aller dans les bars et les restaurants, réévaluez-vous vos cercles sociaux, etc.)
- Résident(e)s de la région de Peel de l'Ontario qui présentent un comportement plus risqué, résident(e)s de la région du Grand Montréal qui présentent un comportement plus risqué
Chacun d'entre vous prévoit également d'avoir des rassemblements avec d'autres personnes pendant la période des fêtes. Est-ce pour les mêmes raisons ou y a-t-il d'autres raisons qui vous poussent à le faire ?
 - Avez-vous quelque préoccupation que ce soit par rapport à cela ?
- Parents des grands centres de l'Atlantique À mesure que la situation avec la COVID-19 évolue, que pensez-vous de la fin de la bulle atlantique ?
 - Ressentez-vous une plus grande inquiétude à l'idée que le Canada atlantique connaisse une situation aussi grave que celle observée dans le reste du Canada ?
 - Ressentez-vous plus d'anxiété par rapport à cela ?
 - Que faut-il faire de plus en matière de restrictions ? Devrait-il y avoir davantage de restrictions ? Devrait-on rétablir la bulle atlantique ?
- Parents des grands centres de l'Atlantique Tout au long de la pandémie de COVID-19, les parents ont vécu une expérience unique avec leurs enfants.
 - Quel effet cela a-t-il eu sur vous et votre famille ?

- Est-ce que cela a été difficile pour vos enfants ?
 - Est-ce que cela a été difficile pour vous en tant que parent ?
 - En deux mots, comment décririez-vous cette expérience ?
- Jeunes adultes de la région du Grand Vancouver, personnes qui ont des parents âgés/vulnérables des grands centres de l'Ontario, jeunes adultes des grands centres de l'Alberta, région de l'Outaouais du Québec À l'approche des fêtes, y a-t-il certains d'entre vous qui prévoient voyager pour visiter de la famille ?
 - Parents des grands centres de l'Atlantique, résident(e)s de Winnipeg qui ont des parents âgés/vulnérables, Iqaluit À l'approche de la période des fêtes, avez-vous au fait l'esprit à la fête cette année ?
 - Parents des grands centres de l'Atlantique, résident(e)s de Winnipeg qui ont des parents âgés/vulnérables, Iqaluit Y a-t-il certains d'entre vous qui prévoient voyager pour visiter de la famille ?
 - Est-ce que vos projets de vacances des fêtes ont changé à cause de la COVID-19 ?
 - Qu'avez-vous l'intention de faire différemment cette année ?
 - Résident(e)s de la région de Peel de l'Ontario qui présentent un comportement plus risqué, résident(e)s de la région du Grand Montréal qui présentent un comportement plus risqué Selon vous, est-ce que vos collectivités devraient avoir des restrictions en place actuellement ?
 - SI NON : Pourquoi pas ?
 - SI OUI : Quels types de restrictions devraient, selon vous, être mis en place ? Les respecteriez-vous ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - Résident(e)s de la région de Peel de l'Ontario qui présentent un comportement plus risqué, résident(e)s de la région du Grand Montréal qui présentent un comportement plus risqué, jeunes adultes de la région du Grand Vancouver, personnes qui ont des parents âgés/vulnérables des grands centres de l'Ontario, jeunes adultes des grands centres de l'Alberta, région de l'Outaouais du Québec Et qu'en est-il des voyages — pensez-vous que nous devrions ouvrir la frontière entre le Canada et les États-Unis ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - Résident(e)s de la région de Peel de l'Ontario qui présentent un comportement plus risqué, résident(e)s de la région du Grand Montréal qui présentent un comportement plus risqué, jeunes adultes de la région du Grand Vancouver, personnes qui ont des parents âgés/vulnérables des grands centres de l'Ontario, jeunes adultes des grands centres de l'Alberta, région de l'Outaouais du Québec Qu'en est-il des voyages internationaux — pensez-vous que nous devrions ouvrir la frontière aux voyageurs d'autres pays ?
 - SI OUI : De tous les pays ou seulement de certains pays ?
 - SI CERTAINS PAYS : Lesquels ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
 - SI NON : Pourquoi pas ?

- Résident(e)s de la région de Peel de l'Ontario qui présentent un comportement plus risqué Êtes-vous préoccupé par la période de la grippe saisonnière ?
- Personnes qui ont des parents âgés/vulnérables des grands centres de l'Ontario, jeunes adultes des grands centres de l'Alberta, région de l'Outaouais du Québec Alors que les efforts de vaccination se déploient, que pensez-vous de l'idée de permettre aux personnes en provenance des États-Unis ou d'autres pays de voyager à destination du Canada si elles présentent des preuves qu'elles ont été vaccinées contre la COVID ?
- Résident(e)s de la région de Peel de l'Ontario qui présentent un comportement plus risqué, Résident(e)s de la région du Grand Montréal qui présentent un comportement plus risqué, Et à l'approche de l'hiver, êtes-vous préoccupé par les répercussions de la COVID-19 sur vous, vos familles, votre collectivité et les entreprises ? De quelle façon ?
- Jeunes adultes de la région du Grand Vancouver, Personnes qui ont des parents âgés/vulnérables des grands centres de l'Ontario, jeunes adultes des grands centres de l'Alberta, région de l'Outaouais du Québec, résident(e)s de Winnipeg qui ont des parents âgés/vulnérables, Iqaluit
Toujours dans la perspective des vacances des fêtes, êtes-vous préoccupé par les répercussions de la COVID-19 sur vous, vos familles, votre collectivité et les entreprises ? De quelle façon ?
 - Résident(e)s de la région de Peel de l'Ontario qui présentent un comportement plus risqué, résident(e)s de la région du Grand Montréal qui présentent un comportement plus risqué, jeunes adultes de la région du Grand Vancouver, personnes qui ont des parents âgés/vulnérables des grands centres de l'Ontario, jeunes adultes des grands centres de l'Alberta, région de l'Outaouais du Québec Êtes-vous préoccupés par les effets sur la santé mentale des personnes appartenant à vos cercles sociaux ou à votre collectivité ?

CONCEPTS CRÉATIFS CONCERNANT LES VOYAGES – ÉVALUATION DE TYPE « DISASTER CHECK » (25 minutes) Résident(e)s de la région du Grand Montréal qui présentent un comportement plus risqué, Jeunes adultes de la région du Grand Vancouver

Nous allons maintenant passer en revue des images qui pourraient être utilisées par le gouvernement du Canada dans le but d'informer la population canadienne sur des sujets liés à la COVID-19.

MONTRER WINTER V1 FRE (Est-ce qu'on devrait partir durant les vacances cet hiver ?)

- Qu'en pensez-vous ?
- Quel est le message principal de cette publicité ? À qui cela s'adresse-t-il ?
- Comment décririez-vous le ton de cette publicité ?

Regardons la prochaine...

MONTRER WINTER V2 FRE (Est-ce qu'on devrait aller voir notre famille pour les Fêtes ?)

- Qu'en pensez-vous ?
- Est-ce le même message que le premier ? Est-ce que le public cible est le même ou est-il différent ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Qu'en est-il du ton — est-il similaire ou différent ?

Je vais maintenant montrer ces deux publicités côte à côte.

MONTRER WINTER V1 FRE et V2 FRE

- En ce qui concerne la question qui est posée, laquelle vous semble la plus efficace pour encourager les Canadiennes et les Canadiens à se renseigner quant aux plus récentes consignes et restrictions relatives aux voyages ? Autrement dit, pensez-vous que « Est-ce qu'on devrait aller voir notre famille pour les Fêtes ? » devrait être utilisé pour les deux images, ou pensez-vous que « Est-ce qu'on devrait partir durant les vacances cet hiver ? » devrait être utilisé ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

Résident(e)s de la région du Grand Montréal qui présentent un comportement plus risqué Je vais maintenant montrer ces deux publicités côte à côte.

Jeunes adultes de la région du Grand Vancouver Je vais maintenant vous montrer un autre concept créatif. Cette publicité ne paraîtrait sur les médias sociaux que dans les pays étrangers, et non au Canada.

MONTRER QUARANTINE FRE (Est-ce qu'il va falloir faire une quarantaine en arrivant au Canada ?)

- Qu'en pensez-vous ?
- Quel est le message principal de cette publicité ? À qui cela s'adresse-t-il ?
- Comment décririez-vous le ton de cette publicité ?
- **Résident(e)s de la région du Grand Montréal qui présentent un comportement plus risqué** La publicité parle de « faire une quarantaine ». Et si, elle parlait plutôt de « se mettre en quarantaine » — est-ce plus clair ou est-ce que la formulation actuelle est meilleure ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

Passons au suivant...

MONTRER GENERAL V1 FRE (Y a-t-il de nouvelles directives pour les voyages ?)

- Qu'en pensez-vous ?

- Quel est le message principal de cette publicité ? À qui cela s'adresse-t-il ?
- Comment décririez-vous le ton de cette publicité ?

Je vais maintenant vous montrer un autre concept créatif.

MONTRER GENERAL V2 FRE (Quelles sont les règles concernant les voyages ?)

- Est-ce que l'un d'entre vous a remarqué la différence entre cette version et la première que vous avez vue ? Qu'est-ce qui est différent ?

Je vais maintenant montrer ces deux publicités côte à côte.

MONTRER GENERAL V1 FRE et V2 FRE

- Selon vous, laquelle est la plus efficace pour ce qui est d'encourager les Canadiennes et les Canadiens à se renseigner quant aux plus récentes consignes et restrictions relatives aux voyages ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

LES FOYERS DE SOINS DE LONGUE DURÉE (30 minutes) Personnes qui ont des parents âgés/vulnérables des grands centres de l'Ontario

- Avez-vous entendu quoi que ce soit à propos de ce que le gouvernement du Canada fait pour protéger les personnes dans les foyers de soins de longue durée ?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu ?

PRÉCISER ET AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada a annoncé une série de mesures visant à protéger les personnes qui reçoivent des soins de longue durée, notamment :

- Travailler avec les provinces et les territoires pour établir de nouvelles normes nationales pour ce secteur.
 - Élaborer un plan pour présenter de nouvelles modifications au Code criminel visant à tenir responsables les personnes qui négligent les aînés dont elles prennent soin.
 - Adopter des mesures supplémentaires pour aider les gens à rester à leur domicile (tels que des investissements dans les soins à domicile et les soins communautaires).
 - Adopter des mesures ciblées supplémentaires pour les préposés aux services de soutien à la personne.
 - Augmenter la pension de la Sécurité de la vieillesse et bonifier les prestations de survivant du Régime de pensions du Canada afin de permettre aux aînés de rester à leur domicile.
- Que pensez-vous de ces mesures ? Croyez-vous que c'est la bonne approche ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

- Les foyers de soins de longue durée relèvent de la compétence des provinces. Compte tenu de cela, pensez-vous qu'il est plus logique que chaque province établisse ses propres normes ? Pourquoi ?
- Y a-t-il autre chose que le gouvernement du Canada pourrait faire en réponse aux problèmes qui existent dans les foyers de soins de longue durée ?

RELATIONS CANADO-AMÉRICAINES (30 minutes) Jeunes adultes des grands centres de l'Alberta, région de l'Outaouais du Québec, parents des grands centres de l'Atlantique

J'aimerais maintenant me pencher sur les relations entre le Canada et les États-Unis. Je ne veux pas discuter de vos réactions à l'élection, de qui aurait dû gagner selon vous, ou de quoi que ce soit d'autre du genre.

- Désormais, pensez-vous que les relations entre le Canada et les États-Unis vont changer ?
 - Si oui, pourquoi pensez-vous que cela va changer ? Qu'est-ce qui va changer ?
 - Si non, pourquoi pensez-vous qu'elle restera la même ?

EXERCICE :

- **SONDAGES** : Je voudrais, lorsque vous y serez invité à l'écran, que vous saisissiez trois mots qui, à votre avis, décrivent le mieux les relations entre le Canada et les États-Unis au cours des quelques dernières années.
- **SONDAGES** : Je voudrais, lorsque vous y serez invité à l'écran, que vous saisissiez trois mots qui, selon vous, pourraient décrire les relations futures entre le Canada et les États-Unis dans les années à venir. Les mots que vous saisissez peuvent être les mêmes ou être différents de ceux de l'exercice précédent.
- Je voudrais maintenant que vous choisissiez un des mots que vous avez utilisés pour décrire la relation au cours des dernières années et un des mots qui décrit la relation pour les années à venir, et que pour chacun vous expliquiez pourquoi vous l'avez choisi.
- Selon vous, quels sont les domaines qui créent des conflits entre le Canada et les États-Unis ?
- Selon vous, quelles sont les questions sur lesquelles les deux pays doivent mieux travailler ensemble à court terme ? (Quelles sont les questions les plus pressantes ?)
 - Et à long terme ?
- **SONDER** : Si l'on pense à l'environnement, le Canada et les États-Unis devraient-ils travailler ensemble pour établir des normes communes en matière de réglementation environnementale, de normes d'émission, de tarification du carbone, de cibles de réduction des émissions, et ainsi de suite ? Ou alors, le Canada devrait-il agir de manière indépendante et ne pas se préoccuper de ce que font les États-Unis ?

- Que faire si les États-Unis ont une réglementation environnementale moins contraignante que celle du Canada ? Craignez-vous que les entreprises canadiennes se retrouvent en situation de désavantage concurrentiel ?
 - AU BESOIN, DEMANDER : Par exemple, étant donné qu’elles pourraient avoir plus de lois et de réglementations à respecter, serait-il plus difficile pour les entreprises canadiennes de rester compétitives par rapport aux entreprises américaines ?
- Et si le contraire était vrai ? Comment vous sentiriez-vous si les États-Unis avaient une réglementation environnementale plus stricte que celle du Canada ? Serait-ce une bonne raison pour resserrer les nôtres ?

L’ENVIRONNEMENT (30 minutes) Résident(e)s de Winnipeg qui ont des parents âgés/vulnérables

Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet de la récente annonce du gouvernement du Canada de réduire les émissions de gaz à effet de serre d’ici 2030 ?

- SI OUI : Qu’avez-vous entendu ?

AFFICHER À L’ÉCRAN :

Vendredi dernier, le gouvernement du Canada a annoncé des mesures proposées visant à aider le Canada à réduire ses émissions de gaz à effet de serre d’ici 2030 et à atteindre la carboneutralité d’ici 2050. Certaines des initiatives clés comprennent :

- Investir dans les rénovations pour permettre aux Canadiens d’améliorer plus facilement l’efficacité énergétique de leurs maisons
 - Offrir des transports et de l’électricité propres et abordables dans tout le Canada par des investissements dans les véhicules zéro émission et en étendant le réseau de bornes de recharge pour véhicules électriques dans tout le pays
 - Continuer à fixer un prix sur la pollution par le carbone, avec une augmentation progressive chaque année, de sorte que le prix passe de 30 dollars par tonne cette année à 170 dollars par tonne en 2030
 - Aider les entreprises canadiennes à investir dans des technologies plus efficaces et plus rentables qui améliorent à la fois leurs activités et leurs résultats
 - Permettre aux Canadiens de se préparer et de s’adapter aux risques climatiques comme les inondations, les incendies de forêt et les phénomènes météorologiques extrêmes, grâce à des mesures telles que la plantation de deux milliards d’arbres sur 10 ans, restaurer et améliorer les zones humides, les prairies et les terres agricoles dans le but d’atténuer, voire de renverser, les effets de la pollution par le carbone
- Quelles sont vos premières impressions sur le plan proposé ?
 - Qu’est-ce qui vous plaît ? Qu’est-ce qui vous déplaît ?
 - Qu’est-ce qui retient votre attention ?

- Est-ce que le gouvernement du Canada devrait aller de l'avant avec un programme environnemental maintenant ?

Maintenant, pensons spécifiquement aux entreprises : Je vais vous montrer une liste de noms possibles que le gouvernement du Canada pourrait utiliser pour définir son plan visant à aider les entreprises à réduire leurs émissions de carbone. Nous les passerons ensuite en revue, discuterons de ceux que vous préférez, et pour quelles raisons.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- Une stratégie pour aider les entreprises à réduire la pollution
- Une stratégie visant à aider les divers secteurs de notre économie à réduire la pollution
- Stratégie industrielle propre
- Stratégie industrielle à faible émission de carbone
- Stratégie pour une industrie plus propre

SONDAGE : Lequel des noms estimez-vous serait le plus efficace pour décrire le plan du gouvernement du Canada visant à aider les entreprises à réduire leurs émissions de carbone ?

- *Le modérateur passera en revue les résultats du sondage et ce qui a motivé leurs choix.*
- Avez-vous des suggestions qui, selon vous, seraient plus efficaces ?

MESSAGE D'INTÉRÊT PUBLIC RELATIF À LA COVID-19 (60 minutes) Peuples autochtones du Nord de l'Ontario

Nous allons maintenant passer en revue quatre messages d'intérêt public (MIP) potentiels que le gouvernement du Canada est en train de développer. Je n'ai que des scénarios pour ceux-ci, je vais donc les décrire et vous lire ce que vous allez entendre. Je vous lirai deux fois le message d'intérêt public, puis nous discuterons de ce que nous en pensons. **Je vous invite à prendre des notes pour vous aider à vous souvenir de ce qui vous a plu et de ce qui vous a déplu de ce MIP.**

Dans chacun des messages d'intérêt public, nous voyons des professionnels de la santé autochtones parler à l'écran.

MIP n° 1 (Directives de santé publique sur la COVID-19/Faites-vous tester)

Je vais maintenant vous lire le texte pour le premier message :

*Même si un vaccin contre la COVID-19 est en voie de devenir disponible, le virus est toujours une menace pour la santé de nos familles et de nos collectivités.
Faisons tous notre part : évitons les rassemblements, lavons-nous les mains, portons un masque, restons à deux mètres des autres, et si l'on a des symptômes, on reste à la maison.*

Continuons de se protéger.

Pour en savoir plus, consultez Canada.ca/le-coronavirus ou composez le 1 833 784 4397.

Un message du gouvernement du Canada.

REMARQUE À L'INTENTION DU MODÉRATEUR : LIRE LE TEXTE UNE DEUXIÈME FOIS.

- Quelles sont vos premières impressions quant à ceci ?
- Qu'est-ce qui vous plaît le plus ? Qu'est-ce qui vous plaît le moins ?
- Est-ce que le langage est facile à comprendre ? (Si ce n'est pas le cas) Quelles sont les parties qui ne sont pas claires ou qui prêtent à confusion ?
- Est-ce que ce message communique efficacement la façon de rester en sécurité et à quel moment il faut se faire dépister pour la COVID-19 ?
- Avez-vous d'autres idées sur ce qui pourrait rendre ce message d'intérêt public plus efficace ?

Je vais maintenant passer en revue avec vous trois autres messages d'intérêt public portant sur les vaccins COVID-19. Nous allons les passer en revue un par un, et ensuite nous en discuterons en groupe. Encore une fois, n'hésitez pas à prendre des notes.

MIP n° 2 (Vaccins contre la COVID-19 — Points saillants)

Je vais maintenant lire le scénario d'un autre message d'intérêt public. À titre de rappel, nous voyons des professionnels de santé publique autochtones parler à l'écran :

Voici des faits importants que vous devez connaître à propos des vaccins contre la COVID-19 :

Les vaccins sont efficaces.

Seuls les vaccins sécuritaires seront approuvés au Canada.

Les vaccins contre la COVID-19 seront gratuits et accessibles à tous au fil du temps.

Informez-vous sur les vaccins.

Pour en savoir plus, consultez Canada.ca/le-coronavirus ou composez le 1 833 784 4397.

Un message du gouvernement du Canada.

REMARQUE À L'INTENTION DU MODÉRATEUR : LIRE LE TEXTE UNE DEUXIÈME FOIS.

- Quelles sont vos premières impressions quant à ceci ?
- Qu'est-ce qui vous plaît le plus ? Qu'est-ce qui vous plaît le moins ?
- Est-ce que le langage est facile à comprendre ? (Si ce n'est pas le cas) Quelles sont les parties qui ne sont pas claires ou qui prêtent à confusion ?
- Est-ce que ce message communique efficacement les faits essentiels concernant les vaccins COVID-19 ?
- Avez-vous d'autres idées sur ce qui pourrait rendre ce message d'intérêt public plus efficace ?

MIP n° 3 (Vaccins COVID-19 et la médecine traditionnelle)

Je vais maintenant lire le scénario d'un autre message d'intérêt public. (Des professionnels de santé publique autochtones parlent à l'écran) :

Les dirigeants autochtones et le personnel de la santé se tournent vers les systèmes de connaissances traditionnelles comme source de sagesse et de conseils pour protéger la communauté contre la COVID-19.

Les nouveaux vaccins contre la COVID-19 s'ajoutent à cette approche et ils aideront à protéger nos Aînés et les personnes plus à risque.

Informez-vous sur les vaccins.

Pour en savoir plus, consultez Canada.ca/le-coronavirus ou composez le 1 833 784 4397.

Un message du gouvernement du Canada.

REMARQUE À L'INTENTION DU MODÉRATEUR : LIRE LE TEXTE UNE DEUXIÈME FOIS.

- Quelles sont vos premières impressions quant à ceci ?
- Qu'est-ce qui vous plaît le plus ? Qu'est-ce qui vous plaît le moins ?
- Est-ce que le langage est facile à comprendre ? (Si ce n'est pas le cas) Quelles sont les parties qui ne sont pas claires ou qui prêtent à confusion ?
- Est-ce que ce message communique efficacement la façon dont les vaccins COVID-19 et la médecine traditionnelle se complètent ?

MIP n° 4 (Vaccins COVID-19 — Vaccination prioritaire)

Je vais maintenant lire le scénario d'un autre message d'intérêt public. (Des professionnels de santé publique autochtones parlent à l'écran) :

Les vaccins contre la COVID-19 seront bientôt disponibles partout au Canada.

Ceux et celles qui ont le plus besoin de vaccins les recevront en premier.

Les dirigeants autochtones participeront à la décision visant à déterminer qui sera vacciné en premier.

Pour en savoir plus, Canada.ca/le-coronavirus ou au 1-833-784-4397.

Un message du gouvernement du Canada.

REMARQUE À L'INTENTION DU MODÉRATEUR : LIRE LE TEXTE UNE DEUXIÈME FOIS.

- Quelles sont vos premières impressions quant à ceci ?
- Qu'est-ce qui vous plaît le plus ? Qu'est-ce qui vous plaît le moins ?
- Est-ce que le langage est facile à comprendre ? (Si ce n'est pas le cas) Quelles sont les parties qui ne sont pas claires ou qui prêtent à confusion ?
- Est-ce que ce message communique efficacement qui sera vacciné en premier, et comment les personnes autochtones sont impliquées ?
- Avez-vous d'autres idées sur ce qui pourrait rendre ce message d'intérêt public plus efficace ?

COMPARAISON DES MIP SUR LES VACCINS

- **SONDAGE** : Lequel des trois messages d'intérêt public sur les vaccins COVID-19 serait, selon vous, le plus efficace pour permettre aux Autochtones de prendre des décisions concernant la vaccination ? **LE MODÉRATEUR DOIT RAPPELER AUX PARTICIPANT(E) S DE CHOISIR UNIQUEMENT L'UN DES 3 DERNIERS MIP. CELA EXCLUT LE PREMIER MIP QUE NOUS AVONS PASSÉ EN REVUE. (MIP 2, 3 ET 4)**

- *Le modérateur passera en revue les résultats du sondage et obtiendra les raisons qui ont motivé leur choix.*

QUESTIONS AUTOCHTONES (30 minutes) Peuples autochtones du Nord de l'Ontario

J'aimerais maintenant qu'on porte notre attention sur les questions autochtones.

- Quels sont les enjeux autochtones importants sur lesquels le gouvernement du Canada devrait, selon vous, se concentrer ?
- Est-ce que le gouvernement du Canada a fait quoi que ce soit de bien ?
- Que peut-il améliorer ?

- Avez-vous entendu parler de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones ?

AFFICHER À L'ÉCRAN

La Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones est un document international adopté par les Nations unies en 2007 qui énonce les droits fondamentaux que les peuples autochtones devraient avoir dans le monde entier. Elle explique comment les gouvernements devraient respecter les droits de l'homme des peuples autochtones.

La Déclaration universelle des droits de l'homme comprend 46 articles qui décrivent les droits spécifiques et les mesures que les gouvernements doivent prendre pour protéger ces droits. Les principaux thèmes de la déclaration sont les suivants :

- Le droit à l'autodétermination
- Le droit à l'identité culturelle
- Le droit au consentement libre, préalable et éclairé (c'est-à-dire le droit d'être consulté et de prendre des décisions sur toute question susceptible d'affecter les droits des peuples autochtones)
- La protection contre la discrimination

- Avez-vous entendu quoi que ce soit récemment quant à ce que le gouvernement du Canada a fait en réponse à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP) ?

Qu'avez-vous entendu ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Le gouvernement du Canada a récemment déposé un projet de loi visant à mettre en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

Qu'en pensez-vous ? Pensez-vous que cela changera quelque chose ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

J'aimerais maintenant parler d'eau potable pour un petit moment...

- Avez-vous entendu parler des efforts déployés par le gouvernement du Canada pour lever les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable dans les réserves ?

Je vais vous montrer un document infographique portant sur le travail qu'effectue le gouvernement fédéral afin de lever les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable et ensuite je vous demanderai votre opinion à ce sujet.

AFFICHER LE DOCUMENT INFOGRAPHIQUE « Avis sur la qualité de l'eau potable à long terme touchant des systèmes publics dans les réserves »

- Quelles sont vos premières réactions ?
- Maintenant que vous avez vu cela, comment évaluez-vous les progrès réalisés par le gouvernement du Canada quant à cette question ? Diriez-vous qu'il a fait beaucoup de progrès, un peu, aucun, ou qu'il a aggravé la situation ?
- Avez-vous entendu quoi que ce soit quant à l'échéancier du gouvernement du Canada pour lever tous les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable ?

AFFICHER À L'ÉCRAN

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé qu'il n'atteindrait pas l'objectif qu'il s'était fixé, celui de mars 2021, comme prévu initialement. En plus des 2,19 milliards de dollars déjà prévus au budget pour mettre fin aux avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme, le gouvernement a annoncé une somme additionnelle de 1,5 milliard de dollars pour terminer les travaux. Ces nouveaux fonds visent à assurer un soutien continu pour le fonctionnement et l'entretien quotidien des infrastructures liées à l'eau dans les réserves, à maintenir le financement des infrastructures en approvisionnement d'eau et de traitements d'eaux usées dans les réserves, et à payer les travaux interrompus en raison de la pandémie de COVID-19 et d'autres retards dans les projets.

- Qu'en pensez-vous ?

- Quel est, à votre avis, un délai raisonnable ?

ENJEUX LOCAUX (30 minutes) Iqaluit

- Quels sont les enjeux locaux les plus importants à Iqaluit ?
 - **POUR CHACUN DES ENJEUX** : Pourquoi est-ce important ? Qu'est-ce qui doit être fait ?
EXPLORER POUR VOIR SI LES AUTRES ESTIMENT QUE C'EST IMPORTANT.
- En pensant à tout ce que le gouvernement fédéral a fait au cours de la dernière année, à votre avis, qu'est-ce qui aura le plus d'impact positif pour Iqaluit, le cas échéant ?
- A-t-il fait quelque chose qui, selon vous, aura un impact négatif sur Iqaluit ?
- Et quels sont les besoins d'Iqaluit en matière d'infrastructures ?
 - Quels sont les plus importantes préoccupations ou les plus grands défis ? Y a-t-il quoi que ce soit qui doit être fait ?
 - Et qu'en est-il des préoccupations environnementales locales ? Y en a-t-il qui vous viennent à l'esprit ? Pourquoi est-ce important ? Que faut-il faire ?
- J'ai une liste qui contient divers éléments. J'aimerais que vous choisissiez tous ceux qui vous semblent être une préoccupation importante dans votre collectivité :

SONDAGE N° 1 : LES PARTICIPANT(E) S DOIVENT SÉLECTIONNER TOUS CEUX QUI S'APPLIQUENT

La réduction de la classe moyenne
La capacité des entreprises et des industries locales à réussir
Une population vieillissante
La disponibilité d'options abordables de services de garde d'enfants
La disponibilité de l'internet haute vitesse
La disponibilité du service de téléphonie mobile
La disponibilité des services de santé
La disponibilité d'emplois
La disponibilité de transport en commun
La disponibilité de services
Le coût du logement
La criminalité
Les surdoses de drogue
Le contrôle des armes à feu
L'itinérance
Intégrer les immigrants dans la communauté
Le niveau des prestations d'assurance-emploi pour ceux qui ne peuvent pas trouver d'emploi
Les faibles taux d'obtention du diplôme de fin d'études secondaires
La pauvreté

Préserver un environnement propre
La qualité des routes et des ponts
La sécurité de la retraite
La congestion routière
Les jeunes qui partent en quête de possibilités ailleurs

- J'aimerais maintenant que vous choisissiez les deux ou trois principaux sujets qui vous préoccupent le plus.

SONDAGE N° 2 : [MÊME LISTE] LES PARTICIPANT(E) S DOIVENT SÉLECTIONNER LES DEUX OU TROIS PRINCIPAUX SUJETS QUI LES PRÉOCCUPENT LE PLUS

- Y avait-il quoi que ce soit qui manquait à cette liste ?

SI LE TEMPS LE PERMET — DISCUTER DE QUELQUES ENJEUX CHOISIS COMME ÉTANT LES PLUS PRÉOCCUPANTS :

- Quel est *précisément* le problème ? *Pourquoi* est-ce un problème ?
- Est-ce quelque chose qui s'est aggravé ces dernières années ou est-ce un problème qui a toujours existé ?

CONCLUSION (5 minutes)

Annexe C – Concepts publicitaires

Évaluation des campagnes publicitaires (résidents de la région de Peel [Ontario] présentant des comportements plus à risque, résidents de la GRM présentant des comportements plus à risque)

[Tout ça pour ça](#)

La vidéo ci-dessus commence par une séquence dans laquelle on voit une femme dans sa voiture. Elle met ensuite un masque non médical, puis entre dans un magasin. La séquence suivante met en scène plusieurs jeunes réunis dans un salon, qui rient et sont en train de manger et de boire ensemble. La séquence fait place à l'image d'un homme qui dort dans l'avion, la bouche ouverte. Pendant que ces trois séquences défilent, on entend une narratrice dire : « Chaque fois que vous portez un masque, souvenez-vous que c'est pour qu'on puisse recommencer à faire ça et ça. » Les trois séquences qui suivent montrent tour à tour un homme qui se lave les mains à l'eau savonneuse et une jeune femme qui lui tend un linge, un plan en plongée de convives qui lèvent leurs verres et en dernier lieu, un couple de personnes âgées qui dansent au milieu d'un petit groupe. Durant ces séquences, on entend une narratrice dire : « Chaque fois que vous vous lavez les mains, souvenez-vous que c'est pour qu'un jour on en profite comme eux et eux. » On voit ensuite une série de brèves séquences qui montrent un jeune homme en conférence vidéo avec ses amis, un mariage en plein air, un DJ qui joue devant une grosse foule et à la fin, une partie de hockey au cours de laquelle deux amis célèbrent dans les estrades. La narratrice dit : « Chaque fois que vous vous rassemblez ici, souvenez-vous qu'à un moment donné, on pourra tous être ensemble ici, ici et ici. » On voit ensuite un écran bleu sur lequel figurent en blanc le message « Continuons de suivre les mesures de santé publique de la COVID-19. » ainsi que l'adresse URL « canada.ca/le-coronavirus » et le numéro de téléphone « 1 833 784-4397 » dans le bas de l'écran. La narratrice dit ensuite : « Protégeons-nous les uns les autres de la COVID-19. Un message du gouvernement du Canada. » À la fin de la publicité, on voit un écran noir sur lequel figure le mot-symbole « Canada ».

[Paillettes](#)

La vidéo ci-dessus débute par une séquence dans laquelle on voit une jeune femme recouverte de poudre pailletée mauve qui arrive à un party et enlace un jeune homme. Durant l'accolade, la jeune femme laisse de la poudre pailletée sur le chandail du jeune homme. Dans la séquence suivante, on voit un homme mangeant des croustilles qu'il pige dans un bol recouvert de poudre pailletée mauve et une jeune femme qui lui tient la main. Le même jeune homme est ensuite transposé chez lui, dans sa cuisine. Ses vêtements sont couverts de poudre pailletée, tout comme différents endroits dans la cuisine, comme le comptoir, le frigo et les armoires. Sur le comptoir repose une boîte de biscuits aussi couverte de poudre pailletée à partir de laquelle il mange. La mère du jeune homme entre dans la pièce, vêtue d'une robe de chambre. Elle s'approche et prend dans la boîte couverte de poudre pailletée un biscuit qu'elle porte à sa bouche. On entend une narratrice dire : « Est-ce que ça vaut vraiment la peine d'aller à un party? » Dans la dernière séquence, on voit un gros plan de la mère qui mange le biscuit. Elle aussi a de la poudre pailletée autour de la bouche et on voit sa main prendre un autre biscuit de la boîte pailletée, à côté d'un verre de lait couvert de la même poudre pailletée. Le texte « Te mettre à risque, ça met tout le monde à risque. » est superposé sur l'écran, pendant qu'on entend la narratrice le lire. La narratrice lit ensuite le texte « Aidons à limiter la propagation de la COVID-19. », qui est affiché en rose foncé sur fond rose pâle. Le mot COVID-19 est affiché en jaune à l'écran sur un fond de poudre pailletée mauve. À la fin de la publicité, on voit un écran noir sur lequel figure le mot-symbole « Canada ».

[D' Njoo](#)

La vidéo ci-dessous met en vedette le D' Njoo assis à un bureau, avec un masque et du désinfectant à proximité et un drapeau du Canada en arrière-plan. Le titre du D' Njoo, administrateur en chef adjoint de la santé publique du Canada, est affiché à l'extrémité gauche de l'écran tout au long de la vidéo. Le D' Njoo dit ce qui suit : « La pandémie de COVID-19 est une situation sérieuse. Il faut continuer d'appliquer toutes les mesures de santé publique. Suivez les consignes locales sur les rassemblements, pratiquez l'éloignement physique, lavez vos mains, portez un masque et téléchargez l'application Alerte COVID. Si vous avez des symptômes, même légers, restez à la maison. Protégeons-nous les uns les autres. On a fait trop de chemin pour s'arrêter. Vers la fin de la publicité, le texte suivant est superposé au bas de l'écran : « Plus de détails au [Canada.ca/le-coronavirus](https://canada.ca/le-coronavirus) ou au



1 833 784-4397. » À la fin de la publicité, on voit un écran noir sur lequel figure le mot-symbole « Canada » et une narratrice dire : « Un message du gouvernement du Canada. »

Concepts créatifs sur les voyages – essai pilote (résidents de la GRM présentant des comportements plus à risque, jeunes adultes de la grande région de Vancouver)

Concept « Général », version 1



La figure ci-dessus présente une publicité conçue pour les médias sociaux dont l'annonceur est le gouvernement du Canada. Dans le haut de la publicité, on peut voir un petit logo du gouvernement du Canada, un cercle bleu avec un crochet blanc et le pseudonyme @canada.ca. Le titre principal de la publication (dans la partie supérieure de la publicité) est le suivant : « Vous envisagez de voyager? Renseignez-vous d'abord. Visitez voyage.gc.ca/voyage-covid pour connaître les plus récentes consignes et restrictions relatives aux voyages. » L'image principale de la publicité se compose d'un fond vert foncé et d'une photographie (à droite), encadrée par une feuille d'érable, qui met en scène une femme tenant une tasse sur un arrière-plan vert pâle. Le titre principal « Y a-t-il de nouvelles directives pour les voyages? » et le sous-titre « Renseignez-vous avant de décider de voyager. » figurent dans la partie gauche. Dans la partie inférieure de l'image principale se trouve une bannière gris pâle qui contient en caractères vert foncé l'adresse du site Web « voyage.gc.ca/voyage-covid » et le mot-symbole « Canada » à droite. Sous l'image principale de la publicité, on peut lire en noir sur fond blanc le texte « Informez-vous avant de voyager » et le sous-texte « voyage.gc.ca/voyage-covid ». À l'extrémité inférieure de la publicité, de petites icônes permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publicité.

Concept « Général », version 2



La figure ci-dessus présente une publicité conçue pour les médias sociaux dont l'annonceur est le gouvernement du Canada. Dans le haut de la publicité, on peut voir un petit logo du gouvernement du Canada, un cercle bleu avec un crochet blanc et le pseudonyme @canada.ca. Le titre principal de la publication (dans la partie supérieure de la publicité) est le suivant : « Vous envisagez de voyager? Renseignez-vous d'abord. Visitez voyage.gc.ca/voyage-covid pour connaître les plus récentes consignes et restrictions relatives aux voyages. » L'image principale de la publicité se compose d'un fond vert foncé et d'une photographie (à droite), encadrée par une feuille d'érable, qui met en scène une femme tenant une tasse sur un arrière-plan vert pâle. Le titre principal « Y a-t-il de nouvelles directives pour les voyages? » et le sous-titre « Renseignez-vous avant de décider de voyager. » figurent dans la partie gauche. Dans la partie inférieure de l'image principale se trouve une bannière gris pâle qui contient en caractères vert foncé l'adresse du site Web « voyage.gc.ca/voyage-covid » et le mot-symbole « Canada » à droite. Sous l'image principale de la publicité, on peut lire en noir sur fond blanc le texte « Informez-vous avant de voyager » et le sous-texte « voyage.gc.ca/voyage-covid ». À l'extrémité inférieure de la publicité, de petites icônes permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publicité.

Concept « Quarantaine »



La figure ci-dessus présente une publicité conçue pour les médias sociaux, dans laquelle on peut voir le pseudonyme du gouvernement du Canada tout en haut (y compris un petit logo du gouvernement du Canada, un cercle bleu avec un crochet blanc et @canada.ca). Le titre principal (dans la partie supérieure de la publicité) est le suivant : « Vous envisagez de voyager? Renseignez-vous d'abord. Visitez voyage.gc.ca/voyage-covid pour connaître les plus récentes consignes et restrictions relatives aux voyages. » L'image principale de la publicité se compose d'un fond vert foncé et d'une photographie (à droite) mettant en scène un homme qui regarde droit devant lui avec un mur de brique en arrière-plan. Le titre principal « Est-ce qu'il va falloir faire une quarantaine en arrivant au Canada? » et le sous-titre « Renseignez-vous avant de décider de voyager. » figurent dans la partie gauche. Dans la partie inférieure de l'image principale se trouve une bannière gris pâle qui contient en caractères vert foncé l'adresse du site Web « voyage.gc.ca/voyage-covid » et le mot-symbole « Canada » à droite. Sous l'image principale de la publicité, on peut lire en noir sur fond blanc le texte « Informez-vous avant de voyager » et le sous-texte « voyage.gc.ca/voyage-covid ». À l'extrémité inférieure de la publicité, de petites icônes permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publicité.

Concept « Hiver », version 1



La figure ci-dessus présente une publicité conçue pour les médias sociaux, dans laquelle on peut voir le pseudonyme du gouvernement du Canada tout en haut (y compris un petit logo du gouvernement du Canada, un cercle bleu avec un crochet blanc et @canada.ca). Le titre principal (dans la partie supérieure de la publicité) est le suivant : « Vous envisagez de voyager pour les Fêtes? Renseignez-vous d'abord. Visitez voyage.gc.ca/voyage-covid pour connaître les plus récentes consignes et restrictions relatives aux voyages. » L'image principale de la publicité se compose d'un fond bleu marine et d'une photographie (à droite), encadrée par une feuille d'érable, qui met en scène une femme qui regarde droit devant elle et un homme et un enfant qui cuisinent ensemble en arrière-plan. Le titre principal « Est-ce qu'on devrait partir durant les vacances cet hiver? » et le sous-titre « Renseignez-vous avant de décider de voyager. » figurent dans la partie gauche. Dans la partie inférieure de l'image principale se trouve une bannière gris pâle qui contient en caractères bleu marine l'adresse du site Web « voyage.gc.ca/voyage-covid » et le mot-symbole « Canada » à droite. Sous l'image principale de la publicité, on peut lire en noir sur fond blanc le texte « COVID-19 : voyage, quarantaine et frontières » et le sous-texte « Apprenez-en plus à voyage.gc.ca/voyage-covid ». À l'extrémité inférieure de la publicité, de petites icônes permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publicité.

Concept « Hiver », version 2



La figure ci-dessus présente une publicité conçue pour les médias sociaux, dans laquelle on peut voir le pseudonyme du gouvernement du Canada tout en haut (y compris un petit logo du gouvernement du Canada, un cercle bleu avec un crochet blanc et @canada.ca). Le titre principal (dans la partie supérieure de la publicité) est le suivant : « Vous envisagez de voyager pour les Fêtes? Renseignez-vous d'abord. Visitez voyage.gc.ca/voyage-covid pour connaître les plus récentes consignes et restrictions relatives aux voyages. » L'image principale de la publicité se compose d'un fond bleu marine et d'une photographie (à droite), encadrée par une feuille d'érable, qui met en scène une femme âgée qui regarde droit devant elle et un homme âgé qui prépare du café en arrière-plan. Le titre principal « Est-ce qu'on devrait aller voir notre famille pour les Fêtes? » et le sous-titre « Renseignez-vous avant de décider de voyager. » figurent dans la partie gauche. Dans la partie inférieure de l'image principale se trouve une bannière gris pâle qui contient en caractères bleu marine l'adresse du site Web « voyage.gc.ca/voyage-covid » et le mot-symbole « Canada » à droite. Sous l'image principale de la publicité, on peut lire en noir sur fond blanc le texte « COVID-19 : voyage, quarantaine et frontières » et le sous-texte « Apprenez-en plus à voyage.gc.ca/voyage-covid ». À l'extrémité inférieure de la publicité, de petites icônes permettent de commenter, de transférer, d'aimer ou de partager la publicité.

Infographie : Progrès dans la levée des avis à long terme sur la qualité de l'eau potable touchant les systèmes publics dans les réserves (Autochtones du Nord de l'Ontario)

Mis à jour le 1er décembre 2020

97
avis à long terme sur la qualité de l'eau potable **levés** depuis Novembre 2015

59 avis sur la qualité de l'eau potable à long terme toujours **en vigueur dans**
41 communautés



Cette infographie comporte un fond blanc et un graphique de vagues bleues sur le tiers inférieur de la page. En haut à gauche, on peut lire la date du graphique « Mis à jour le 1er décembre 2020 » en caractères gris, soulignés par une ligne ondulée bleu foncé. Dans le tiers supérieur gauche de l'infographie, on peut lire « 97 avis à long terme sur l'eau potable levés depuis novembre 2015 », en caractères gris foncé, le nombre « 97 » étant en gros caractères et le mot « levés », en bleu. À droite, on peut lire « 59 avis à long terme concernant l'eau potable en vigueur dans 41 communautés », où les chiffres sont en gros caractères et les mots « en vigueur dans », en bleu. Les deux tiers inférieurs de l'infographie sont constitués d'un graphique linéaire. L'axe vertical indique le nombre d'avis concernant l'eau (de 0 à 110) et l'axe horizontal précise les années (de 2016 à 2021). Dans le graphique, une ligne rouge suit un mouvement vers le bas, de gauche à droite. Dans la partie supérieure gauche du graphique (vers 2015, horizontalement), le nombre 105 en rouge se trouve dans un cercle blanc. Dans la partie inférieure droite du graphique (vers 2021 horizontalement), on peut voir le nombre 59 dans une icône de localisation rouge. Plus bas, à gauche, une légende indique que l'icône de localisation rouge représente le « nombre actuel d'avis sur la qualité de l'eau potable à long terme touchant les systèmes publics dans les réserves » et que chaque point du graphique linéaire correspond aux « avis à long terme sur la qualité de l'eau potable qui ne sont plus en vigueur ».